RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 156847-2022/1-ACTS/DFI

Date du : 24 octobre 2022

R a p p o r t
à
l ' a s s e m b l é e d e p r o v i n c e

OBJET : relative au budget de la province Sud pour l'exercice 2023

P.J. : un projet de délibération
un fascicule budgétaire
des annexes

PRESENTATION GENERALE 4

TITRE I - LES PROPOSITIONS DE CREDITS DE PAIEMENT 20

CHAPITRE 1 - LES RECETTES REELLES 20

SECTION 1 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT 20
A. LES DOTATIONS LEGALES 20
B. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES 21
C. LES RECETTES DES SERVICES 22
D. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE 22
E. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE L'ETAT 22
F. LES MOUVEMENTS FINANCIERS 22
G. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES 22
H. LES DOTATIONS DES COMMUNES 22

SECTION 2 - LA DETTE 23
A. L'ENCOURS DE DETTE 23
B. L'EMPRUNT 2023 23

SECTION 3 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 24
A. LES DOTATIONS LEGALES 24
B. LA FISCALITE 24
C. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE 26
D. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES 27
E. LES RECETTES DES SERVICES 28
F. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES 29
G. LES RECETTES DES COMMUNES 30
H. LES MOUVEMENTS FINANCIERS 30
I. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE L'ETAT 30

CHAPITRE 2 – LES DEPENSES REELLES 31
SECTION 1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS 32
A. FONCTION 8 - LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS 33
B. FONCTION 2 - L'ENSEIGNEMENT 35
C. FONCTION 0 - L'EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION 37
D. FONCTION 7 - L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT 39
E. FONCTION 10 - L'EQUIPEMENT DES COMMUNES 42
F. FONCTION 4 - LA SANTE PUBLIQUE ET L'ACTION SOCIALE 44
G. FONCTION 6 - L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION 46
H. FONCTION 3 - LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS 47
I. FONCTION 11 - LES MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES 48

SECTION 2 – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 50
A – LES DEPENSES DES SERVICES COMMUNS 50
A.1 - LES REMUNERATIONS ET CHARGES AFFERENTES 50
A.2 - LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES 51

B – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS 52
B.1 - FONCTION 4 - LA SANTE PUBLIQUE ET L'ACTION SOCIALE 53
B.2 - FONCTION 2 - L'ENSEIGNEMENT 55
B.3 - FONCTION 6 - L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION 57
B.4 - FONCTION 8 - LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS 59
B.5 - FONCTION 3 - LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS 60
B.6 - FONCTION 7 - L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT 62
B.7 - FONCTION 0 - L'ADMINISTRATION GENERALE ET LES INSTITUTIONS 64
B.8 - FONCTION 1 - LA SECURITE ET L'ORDRE PUBLIC 64

SECTION 3 - LES MOUVEMENTS FINANCIERS 65
A – LE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS **65**
B – LA LIGNE DE TRESORERIE **65**
C – LES AUTRES MOUVEMENTS **65**

CHAPITRE 3 – LES MOUVEMENTS D'ORDRE 66
A. LES AMORTISSEMENTS 66
B. LES RECLASSEMENTS COMPTABLES 66

CHAPITRE 4 – L'AUTOFINANCEMENT 66

TITRE II – LES AUTORISATIONS PLURIANNUELLES 68

TITRE III – LES PROPOSITIONS DE VOTE PAR CHAPITRE 68

Annexes au rapport 70
Annexe n° 01 – Les propositions de crédits par chapitre, nature, programme et opération. 70
Annexe n° 02 – Les prévisions de subventions de fonctionnement (sur crédits de paiement ouverts au budget par l'assemblée). 70
Annexe n° 03 – Le projet de délibération, ses annexes relatives aux autorisations de programmes et d'engagement et le fascicule budgétaire. 70

PRESENTATION GENERALE

Le budget primitif qui vous est proposé pour l'exercice 2023 s'élève en mouvements réels à 55,3 milliards XPF. C'est un budget en croissance de 5% par rapport au budget primitif 2022, marqué par la baisse des dotations décidées par le gouvernement.

Balance générale du budget primitif pour l'exercice 2023

postes budgétaires	*%*	BP 2023	BP 2022	Var. de BP à BP	
RECETTES		**55 266 450 317**	**52 728 311 688**	**2 538 138 629**	**5%**
Fiscalité de répartition		27 801 275 000	26 588 000 000	1 213 275 000	5%
Fiscalité additionnelle		7 230 000 000	7 000 000 000	230 000 000	3%
Dotations de l'Etat	**16%**	**8 791 688 489**	**8 944 491 647**	**-152 803 158**	**-2%**
Dotations globales Etat		6 847 000 000	6 863 000 000	-16 000 000	0%
Contrats de développement		1 733 816 039	1 836 149 958	-102 333 919	-6%
contributions spécifiques		210 872 450	245 341 689	-34 469 239	-14%
Dotations NC	**5%**	**2 606 254 466**	**2 666 571 058**	**-60 316 592**	**-2%**
Recettes des services	**2%**	**876 773 000**	**879 654 000**	**-2 881 000**	**0%**
Recouvrements divers	**2%**	**960 459 362**	**649 594 983**	**310 864 379**	**48%**
Emprunts	**13%**	**7 000 000 000**	**6 000 000 000**	**1 000 000 000**	**17%**

postes budgétaires	*%*	BP 2023	BP 2022	Var. de BP à BP	
DEPENSES		**55 266 450 317**	**52 728 311 688**	**2 538 138 629**	**5%**
Investissements directs	**22%**	**12 156 375 163**	**11 771 571 688**	**384 803 475**	**3%**
Annuité de la dette	**6%**	**3 336 600 000**	**3 070 200 000**	**266 400 000**	**9%**
Capital		2 723 000 000	2 601 000 000	122 000 000	5%
Intérêts		613 600 000	469 200 000	144 400 000	31%
Fonctionnement	**72%**	**39 773 475 154**	**37 886 540 000**	**1 886 935 154**	**5%**
Masse salariale		20 014 000 000	19 934 000 000	80 000 000	0,4%
Autres charges de Personnel et ind. Elus		1 691 802 500	1 335 004 974	356 797 526	27%
Fonc des services		1 419 009 518	1 316 741 610	102 267 908	8%
Interventions et subventions		16 017 351 232	14 735 757 256	1 281 593 976	9%
Mvts financiers		631 311 904	565 036 160	66 275 744	12%

Ce 4ème budget de la mandature poursuit la mise en œuvre de son plan stratégique « Vision Sud » et réaffirme la volonté de l'exécutif de maintenir un équilibre financier en donnant la priorité à l'investissement pour favoriser la relance économique, tout en maîtrisant les dépenses de fonctionnement.

Néanmoins, la situation financière de la collectivité, particulièrement marquée par un contexte fiscal dégradé et une clé de répartition figée, met à nouveau en exergue l'inadéquation de plus en plus criante entre l'évolution de la population en province Sud et la répartition de la ressource fiscale entre les collectivités. Cette situation alerte à nouveau sur les limites que pose le système de financement actuel, l'exercice de compétences déléguées trop partiellement compensées et la nécessité d'une répartition plus efficiente des compétences.

→ Un plan de financement 2023 estimé avec prudence, dans l'attente du vote, par le Congrès de la Nouvelle-Calédonie, du budget de répartition.

Une fiscalité de répartition en croissance de 5%

Principal poste du budget provincial, il comprend les dotations globales de fonctionnement et d'équipement en provenance de la Nouvelle-Calédonie. Pour rappel, l'inscription budgétaire comprend le versement de dotations qui s'établissent à 95% de celles votées par le congrès de la Nouvelle-Calédonie sur un principe de prudence adoptée, depuis quelques années, par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Ainsi, à périmètre actuel et sur la base des projections d'évolution macro-économiques issues des travaux menés par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, l'assiette fiscale nette 2023 est évaluée à un montant de 107 milliards (contre 104,8 milliards XPF en prévisionnel 2022).

Cette dotation primitive pourrait être rehaussée en fonction des réformes fiscales qui seraient éventuellement adoptées par le congrès avant la fin de l'année.

Pour mémoire, l'assiette de répartition évolue comme suit depuis 2019 :

- 2019 : 112,23 milliards XPF ;
- 2020 : 110,30 milliards XPF ;

- 2021 : 103,73 milliards XPF.
  Complétée de 7,6 milliards XPF d'affectation au budget de répartition d'une quote-part de l'emprunt contracté par la Nouvelle-Calédonie auprès de l'Agence Française de Développement – AFD, l'assiette sera stabilisée à 111,33 milliards XPF ;
- 2022 : 104,80 milliards XPF - atterrissage estimé au CA 2022.
- 2023 : 107,00 milliards XPF – 1ère approche NC à périmètre fiscal actuel.

La ressource d'emprunts 2023 rehaussée à +17%

A l'instar des budgets précédents, et ce depuis 2014, une enveloppe maximale d'emprunts vous est proposée pour assurer l'équilibre de la section d'investissement.
Cette ressource externe, portée à 7 milliards XPF dès le budget primitif 2023, sera, bien entendu, adaptée au besoin réel de financement de l'investissement. Avec l'intégration du fonds de roulement issue de la gestion 2022, le volume d'emprunts à souscrire en 2023 devrait raisonnablement avoisiner les 3,5 milliards XPF.

Les autres recettes en légère de croissance 2%

Globalement, les autres recettes du budget n'offrent que très peu de croissance en 2023. Il convient cependant de souligner les évolutions suivantes :

- la fiscalité additionnelle dont l'évolution est marquée par une reprise très progressive de l'activité économique notamment suite à la survenance de la pandémie de Covid-19. Estimée en hypothèse basse à 7.23 Mds XPF, cette dotation pourra être réajustée au budget supplémentaire pour tenir compte du rythme effectif des encaisses 2023 ;

- les recouvrements en provenance de l'Etat qui représentent 16% de nos ressources avec la dotation globale de fonctionnement (DGF), celle d'équipement des collèges (DGCEC) et les participations issues du contrat de développement inscrites au prorata des dépenses ouvertes à ce budget ;

- les recouvrements divers en hausse de 48% pour tenir compte, en année pleine, d'une part de l'avance de la CAFAT NC au titre du tiers payant pratiqué par l'aide médicale en faveur des bénéficiaires du RUAMM et du régime des accidents du travail, d'un montant annuel de 430 millions XPF et d'autre part de la quote-part de recette de 125 millions XPF, issue de l'exploitation de la desserte maritime de l'Ile des Pins confiée à la SAS SUDILES. Toutes deux avaient été partiellement inscrites au budget primitif 2022 dans l'attente des travaux du GTPE qui n'ont pas été aussi dynamiques qu'attendus.

→ Une politique d'investissement volontariste, moteur indispensable de l'économie calédonienne.

La province Sud prévoit de consacrer 12,16 milliards XPF sur des programmes prioritaires que sont l'équipement des collèges, le développement et la sécurisation des communes, la mobilité, l'aménagement du territoire, le logement social, mais aussi les projets jeunesse et le soutien au développement économique.

Néanmoins, l'équilibre financier doit se poursuivre en combinant l'affectation des recettes dédiées à l'investissement, notamment celles de l'Etat au titre des contrats de développement ou de la dotation globale d'équipement des collèges, la mobilisation d'emprunt et l'épargne.

L'amélioration des recettes fiscales ainsi qu'une plus juste compensation financière des dépenses issues de l'exercice des compétences déléguées sont un enjeu majeur pour redonner des marges au fonctionnement, renforcer en conséquence l'épargne et réguler plus convenablement le besoin d'emprunt. A défaut, au-delà de mettre en péril les interventions provinciales en fonctionnement, la collectivité devrait impérativement réviser à la baisse son plan pluriannuel d'investissement ce qui pénaliserait au quotidien les habitants.

→ Un budget de fonctionnement maîtrisé au plus juste pour ne dégager, au final, qu'une épargne minimale.

L'évolution des charges de fonctionnement doit s'adapter afin de répondre, à minima, aux obligations légales de couverture de la dotation aux amortissements et de remboursement de l'annuité de la dette.

Sur les 43,2 milliards XPF affectés à la section de fonctionnement, 2,8 milliards XPF seront ainsi réservés pour satisfaire à ces obligations, ce qui représente une épargne brute de 5%. A ce stade, l'épargne dégagée n'assure que la couverture de la dette. Autrement dit, faute de marge fiscale suffisante, la province ne dispose plus à ce jour de capacité d'autofinancement de l'investissement.

Structure des dépenses de fonctionnement pour l'exercice 2023

postes budgétaires	*% (*)*	**BP 2023**	**BP 2022**	**Var. de BP à BP**	
RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**43 187 075 154**	**41 685 740 000**	**1 501 335 154**	**4%**
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**73%**	**40 387 075 154**	**38 355 740 000**	**2 031 335 154**	**5%**
Masse salariale	*36%*	20 014 000 000	19 934 000 000	80 000 000	0,4%
crédits de remplacement	*2%*	980 000 000	685 000 000	295 000 000	43,1%
Autres charges de Personnel	*1%*	295 802 500	235 004 974	60 797 526	25,9%
indemnités des Elus	*1%*	416 000 000	415 000 000	1 000 000	0,2%
Fonc des services	*3%*	1 419 009 518	1 316 741 610	102 267 908	8%
Interventions et subventions	*29%*	16 017 351 232	14 735 757 256	1 281 593 976	9%
Mvts financiers	*1%*	631 311 904	565 036 160	66 275 744	12%
Intérêts	*1%*	613 600 000	469 200 000	144 400 000	31%
(*) % des dépenses totales du budget		*55 266 450 317*			
EPARGNE BRUTE		**2 800 000 000**	**3 330 000 000**	**-530 000 000**	**-16%**
		6%	8%		

Pour 2023, le cadrage du fonctionnement prend ainsi en compte :

- **des charges de personnel qui tiennent compte principalement des évolutions suivantes :**
  - le GVT « glissement, vieillesse, technicité », de l'ordre de 0,8% mais aussi de l'évolution des charges sociales (services précaires et caisses de retraite dont notamment la caisse locale de retraite suite à la rehausse des taux actée en 2021 et 2022) avec des perspectives non stabilisées à ce jour de révision à la hausse des cotisations sociales ;
  - l'ajustement du volume de postes budgétaires (suppressions de postes, création de postes par redéploiement, gel de postes sur certains secteurs) qui doit être poursuivi en 2023 afin de répondre au mieux aux missions des directions avec notamment l'ouverture du foyer de Néméara. Pour 2023, il est proposé la suppression de 26 postes et la création de 5 postes au tableau des effectifs.

Pour rappel, les efforts engagés depuis 2020 se sont traduits par une réduction notable des charges de personnel (-2,5% entre 2019 et 2021, soit 493 millions XPF d'économies hors mesures nouvelles). A fin 2022, l'objectif de 150 postes ciblés pour être supprimés est atteint (80 à fin 2020, 44 à fin 2021, 26 à fin 2022).

Cette économie globale de dépenses sera atténuée par l'évolution des charges sociales (notamment avec le relèvement des cotisations liées à la caisse locale de retraite) et l'ajustement des postes budgétaires dans les domaines où la province exerce de nouvelles missions (insertion, tourisme, développement durable) mais l'effort de rationalisation a été poursuivi.

En 2022 et 2023, la collectivité poursuit son objectif de maîtrise en s'adaptant à l'évolution du pilotage des missions provinciales et réformes actées sur ce secteur qui nous impactent fortement.

Evolution du poste en millions XPF	**CA 2019**	**CA 2020**	**CA 2021**	**CA 2022**	**BP 2023**
Masse salariale	**19 507**	**19 260**	**19 363**	**19 561**	**20 014**
Evolution	157	-247	103	198	453
	0,8%	-1,3%	0,5%	1,0%	2,3%
1 - GVT : 0,8% à 1%	175	175	175	160	157
2 - mesures nelles qui impactent la période :					
impact rehausse CLR			112	225	288
Evolution des missions provinciales			237	448	592
Evolution de l'indice du point				0	0
rupture conventionnelle				50	50
Divers aléas				50	0
masse salariale (hors mes. Nelles)	**19 507**	**19 260**	**19 014**	**18 788**	**19 084**
variation	307,4	-247,2	-245,7	-226,0	295,3
	1,6%	-1,3%	-1,3%	-1,2%	1,6%
variation cumulée		*-247,2*	*-492,9*	*-719,0*	*-424*

Aucun crédit n'a été prévu pour la revalorisation de la valeur du point, le gouvernement ayant décidé, pour la première fois, de ne pas appliquer celle-ci en arguant de la situation financière des collectivités. Il est à espérer que la même logique le guidera sur les projets d'évolutions des cotisations sociales.
Associée à la masse salariale, l'enveloppe des crédits de remplacement, portée à 980 millions XPF, sera nécessaire pour assurer le remplacement du personnel titulaire, faire face à tout surcroît d'activité et être plus attractif pour le recrutement d'enseignants remplaçants.

S'agissant des crédits de remplacement du personnel enseignant, la dotation prend en compte les nouvelles dispositions visant la revalorisation des rémunérations à octroyer au personnel remplaçant dans le but de prendre en compte les fonctions exercées, la formation initiale acquise mais aussi l'implication attendue selon le remplacement à assurer et ce pour préserver la qualité de la formation. Pour mémoire et à cette fin, notre assemblée a voté l'ajustement des modalités prévues par la délibération de 1993 relative au recrutement des personnels suppléants appelés à remplacer les enseignants du premier degré *(délibération 06-1993/APS du 14 mai 1993) ;*

- **un budget de fonctionnement des services qui doit, à minima, demeurer constant** sans pour autant que nos actions souffrent d'insuffisance de crédits.
  En 2023, la croissance de ce poste est le reflet d'une nécessaire rehausse des interventions en matière de sécurité des biens et des personnels provinciaux, mais aussi de dépenses comme la maintenance des logiciels désormais imputable en fonctionnement, le carburant ou l'entretien du patrimoine provincial ;

- **un périmètre d'interventions et de subventions où l'effort de réduction s'adapte en fonction de l'équilibre général** en lien, bien entendu, avec la croissance fiscale arrêtée par le Congrès de la Nouvelle-Calédonie.

  Au-delà du travail constant d'optimisation des crédits sur la gestion de nos infrastructures, réseaux, sites et parcs provinciaux, il sera nécessairement question, à nouveau, du financement de certaines charges relevant de la Nouvelle-Calédonie ou d'autres collectivités, de leur compensation, de leur transfert ou de leur rationalisation et ce sans attendre l'évolution des compétences liées à la fin de l'accord de Nouméa et à un nouveau statut institutionnel.

  . les dépenses de santé relevant de l'aide médicale
  Dans le cadre de ce budget primitif, il vous est proposé de mettre fin aux dispositions de la délibération n° 92-2020/APS du 3 décembre 2020 *relative à la cessation du financement de l'exercice des compétences déléguées par la Nouvelle-Calédonie en matière d'aide médicale.*

  En effet, le Conseil d'Etat a confirmé qu'il s'agissait d'une compétence exercée par les provinces pour le compte de la Nouvelle-Calédonie. Néanmoins, la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999, précise, en son article 22, que la protection sociale est de la compétence de la Nouvelle-Calédonie. Par voie de conséquence, les dépenses de santé qui s'y rattachent relèvent de cette compétence de la Nouvelle-Calédonie.

  Prévue par la délibération n°49 du 28 décembre 1989 relative aux aides sociales et à l'aide médicale dans le cadre de loi référendaire modifiée n° 88-1028 du 9 novembre 1988, le régime de l'aide médicale ne reçoit aucune compensation financière si ce n'est celle incluse dans la dotation globale de fonctionnement de l'Etat au titre de la reprise des dispositions de l'article 34 de la loi référendaire visant la compensation partielle de cette charge (770 millions XPF au regard de la ventilation établie en 1999).

  Toute la complexité de l'organisation institutionnelle réside notamment dans le fait que les provinces exercent la compétence en matière d'aide médicale depuis la loi référendaire et qu'elles sont compétentes pour assurer les missions d'attribution de l'aide médicale gratuite sur la base d'un cadre décidé par le Congrès.

Pour 2023, la charge nette issue des dépenses de santé entrant dans le cadre de l'aide médicale représente un volume financier annuel, hors masse salariale, de l'ordre de 3,5 milliards XPF à la seule charge de la province Sud qui n'est plus, aujourd'hui, assumable et acceptable alors qu'il s'agit d'une compétence assurée pour le compte de la Nouvelle-Calédonie.

Face à ce constat, une proposition de loi de pays a été déposée au Congrès de la Nouvelle-Calédonie pour acter le principe d'une évaluation sincère des dépenses visant, au final, une répartition plus juste de leur financement par les différentes collectivités que sont la Nouvelle-Calédonie et les provinces. Cette disposition permettrait, dans un premier temps, de répondre aux enjeux financiers qui se posent de manière récurrente à la collectivité.

L'unification du régime de protection sociale, en étude, reste un vrai sujet pour rationaliser ces dépenses de santé qui intéressent les trois provinces. Se pose alors la question de l'unification de la gestion des liquidations de dépenses.

. la dotation de fonctionnement de l'enseignement privé

Il vous également est proposé dans le cadre de ce budget primitif de mettre fin aux dispositions de la délibération n° 94-2020/APS *relative à l'arrêt du financement des dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement privé.*

Cette dotation de plus de 1,1 milliard XPF repose sur un dispositif conventionnel qui vise à contribuer aux charges de fonctionnement des établissements de l'enseignement privé et notamment celles relevant de la direction diocésaine de l'école catholique – DDEC.

Pour rappel, la Chambre Territoriale des comptes, dans le cadre du rapport sur la gestion de la DDEC rappelle que le premier financeur public sont les provinces, qui pourtant n'ont aucune obligation juridique pour ces interventions, contrairement à la Nouvelle-Calédonie et aux communes.

La province Sud a fait appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage dans le but de proposer des scénarii de financement de l'enseignement privé en province Sud par les différentes collectivités. Ce travail a été partagé avec la Nouvelle-Calédonie qui a acté en GTPE, le 8 septembre dernier, de retenir un principe de financement de l'enseignement privé par homologie avec le financement de l'enseignement public. La province est ainsi compétente pour les collèges et ce, en complément du forfait d'externat déjà perçu par les établissements privés.

En 2023, la collectivité entend redéfinir son cadre de compétence sur ce secteur en ajustant sa contribution au seul périmètre des collèges moyennant le respect d'une homologie entre secteur public, secteur privé. Il est donc proposé une contribution ramenée à 280 millions XPF au budget 2023.

L'économie générale du budget primitif pour l'exercice 2023

En recettes, l'économie générale du budget primitif va porter sur une enveloppe financière de **55,3 milliards XPF**, en croissance de 5% par rapport à celle de 2022.

Balance générale des recettes

Postes budgétaires	section d'investissement			Section de fonctionnement			Balance générale		
	BP 2023	Var. BP	Tx.	BP 2023	Var. BP	Tx.	Total BP 2023	Var	
Fiscalité de répartition	1 626 400 000	71 400 000	5%	26 174 875 000	1 141 875 000	5%	27 801 275 000	1 213 275 000	5%
Fiscalité additionnelle				7 230 000 000	230 000 000	3%	7 230 000 000	230 000 000	3%
Dotations de l'Etat	2 715 684 439	-115 896 208	-4%	6 076 004 050	-36 906 950	-1%	8 791 688 489	-152 803 158	-2%
Dotations NC	225 446 058	-12 025 000	-5%	2 380 808 408	-48 291 592	-2%	2 606 254 466	-60 316 592	-2%
recettes des services	344 000 000	115 000 000	50%	532 773 000	-117 881 000	-18%	876 773 000	-2 881 000	0%
Autres recouvrements	167 844 666	-21 675 317	-11%	792 614 696	332 539 696	72%	960 459 362	310 864 379	48%
Emprunts	7 000 000 000	1 000 000 000	17%				7 000 000 000	1 000 000 000	17%
TOTAL	12 079 375 163	1 036 803 475	9%	43 187 075 154	1 501 335 154	4%	55 266 450 317	2 538 138 629	5%
Hors emprunts et fiscalité de répartition :									
TOTAL	3 452 975 163	-34 596 525	-1%	17 012 200 154	359 460 154	2%	20 465 175 317	324 863 629	2%

Cette croissance prend, principalement, en compte l'évolution de deux postes suivants :

- la fiscalité de répartition qui affiche une croissance de 5% après une baisse affichée au BP 2022 de 7%
- la souscription d'emprunt proposée à hauteur de 7 milliards XPF, soit +17%.
  Cette ouverture s'établit par anticipation du fonds de roulement issu de la gestion 2022. Cette enveloppe sera réajustée, dans le cadre du budget supplémentaire, à hauteur du besoin réel de financement estimé à environ 3,5 milliards XPF pour 2023.

En excluant la fiscalité de répartition et la ressource d'emprunts, les autres recettes présentent une croissance globale de 2% (325 millions XPF) marquée essentiellement par les ajustements opérés sur la fiscalité additionnelle dont la dynamique reste limitée et les recouvrements divers.

Pour ce nouveau budget, le plan de ressources comprend :

- **pour 63%, les ressources fiscales** (35,03 milliards XPF) comprenant **:**
  - les dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie issues de la fiscalité de répartition (27,80 milliards XPF) en respectant la fraction réellement versée de 95 % ;
  - les recouvrements issus de la fiscalité additionnelle (7,23 milliards XPF) comprenant le produit des centimes additionnels et des taxes affectées développées précédemment.

- **pour 16%, les dotations de l'Etat** (8,79 milliards XPF) avec notamment les dotations globales de fonctionnement et d'équipement des collèges (6,84 milliards XPF), les recettes prévues au contrat de développement (1,73 milliard XPF) et les contributions sur programmes spécifiques (211 millions XPF) notamment pour l'aménagement des routes et les équipements sportifs.

- **pour 13%, la ressource d'emprunt** (7 milliards XPF). Le montant indiqué reste, à ce stade, un plafond et l'objectif de l'exécutif n'est pas d'en mobiliser l'intégralité. Le volume d'emprunt sera donc ajusté au besoin réel.

- **pour 5%, les dotations de la Nouvelle-Calédonie** (2,60 milliards XPF) comprenant principalement :
  - la participation via l'agence sanitaire et sociale au financement d'une partie du minimum vieillesse accordé aux personnes âgées (840 millions XPF) ;
  - la prise en charge des prestations réalisées au titre de la protection de l'enfance (680 millions XPF) ;
  - la compensation partielle liée à la mise en œuvre de la compétence en matière de placement des demandeurs d'emploi (427,5 millions XPF) ;
  - les contributions aux actions sanitaires et sociales (295 millions XPF) pour la santé scolaire, les actions de dépistage du VIH, l'organisation de l'action sociale et médico-sociale, la délégation de compétence en matière de petite enfance ainsi que l'appel à la responsabilité parentale ;

- la contribution au doublement des voies et à la sécurisation de l'échangeur sur Paita Nord (225 millions XPF) ;
- le programme d'entretien des routes territoriales (114 millions XPF) ;
- le contrôle des centres de vacances et de loisirs – CVL pour 17 millions XPF ;
- la mise à disposition de personnel (7,3 millions XPF).

- **pour 2%, les recouvrements divers** (960,5 millions XPF) comprenant essentiellement :
  - les recettes entrant dans le cadre des activités médico-sociales (448,2 millions XPF dont 430 millions XPF au titre du tiers payant CAFAT dans le cadre de l'aide médicale et 6 millions XPF au titre des fonds de prévention en provenance de la CAFAT pour les actions de lutte contre le VIH, la tuberculose et le cancer du col de l'utérus) ;
  - l'exploitation de la desserte maritime de l'Ile des Pins (125 millions XPF) ;
  - les contributions communales à l'opération ODI - internet à l'école (115 millions XPF) ;
  - les remboursements entrant dans le cadre de l'habitat social (80 millions XPF) et ceux relevant des ventes immobilières à tempérament (38 millions XPF) ;
  - les intérêts versés par la STCPI (69 millions XPF) ;
  - les conventions menées en partenariat avec l'ADEME (57,3 millions XPF) ;
  - le remboursement des complément de bourses pension et demi-pension indûment perçus (11,5 millions XPF) ;
  - le remboursement de la part des indemnités de la présidente de l'assemblée de province issue du cumul plafonné entre l'indemnité gouvernementale et les autres indemnités de mandats électifs, au-dessus du plafond légal (7,9 millions XPF) ;
  - la participation de la société le Nickel (SLN) aux chantiers de jeunes (5 millions XPF) ;
  - les travaux cartographiques (2 millions XPF).

- **pour solde, soit 1%, les recettes des services** (876,8 millions XPF) avec notamment :
  - le produit des cessions de biens immobiliers et mobiliers (330 millions XPF) ;
  - les revenus au titre des locations immobilières et des stations provinciales (126,9 millions XPF) et les redevances d'utilisation du domaine public maritime (125 millions XPF) ;
  - les recettes liées aux activités des parcs et équipements de loisirs (105,7 millions XPF) en lien avec le centre d'activités nautiques, le centre d'accueil de Poé, les parcs provinciaux, les aires aménagées ainsi que les installations de KO WE KARA) ;
  - la facturation des prestations de pensions et de demi-pensions dans les internats provinciaux (103,1 millions XPF) ;
  - la gestion de dépôts de déchets inertes (40 millions XPF) ;
  - la facturation des soins médicaux dispensés dans les circonscriptions médico-sociales (35 millions XPF) ;
  - la vente d'eau au golf de Déva (6 millions XPF) ;
  - les prestations topographiques ou d'enquêtes publiques (5 millions XPF) ;

En dépenses, à l'identique, le budget s'élève à 55,3 milliards XPF et se décompose comme suit :
- **28,2 milliards XPF consacrés aux programmes d'investissement, d'interventions et de subventions** soit 51% du budget provincial ;
- **23,1 milliards XPF destinés aux dépenses de fonctionnement** courant, aux rémunérations et charges sociales, aux indemnités des élus soit 42% du budget provincial ;
- **3,3 milliards XPF au titre de l'annuité de la dette** et du crédit de trésorerie, soit 6% du budget provincial ;
- **631 millions XPF pour des mouvements financiers** soit 1% du budget provincial *(frais de gestion des centimes additionnels, annulations et admissions en non-valeur de titres de recettes, frais de contentieux, dommages et intérêts, fonds de provisions ou de reversement…).*

Balance générale des dépenses

postes budgétaires	*%*	BP 2023	BP 2022	Var. de BP à BP	
DEPENSES		**55 266 450 317**	**52 728 311 688**	**2 538 138 629**	**5%**
Investissements directs	**22%**	**12 156 375 163**	**11 771 571 688**	**384 803 475**	**3%**
Annuité de la dette	**6%**	**3 336 600 000**	**3 070 200 000**	**266 400 000**	**9%**
Capital		2 723 000 000	2 601 000 000	122 000 000	5%
Intérêts		613 600 000	469 200 000	144 400 000	31%
Fonctionnement	**72%**	**39 773 475 154**	**37 886 540 000**	**1 886 935 154**	**5%**
Masse salariale	*36%*	20 014 000 000	19 934 000 000	80 000 000	0,4%
crédits de remplacement	*2%*	980 000 000	685 000 000	295 000 000	43,1%
Autres charges de Personnel	*1%*	295 802 500	235 004 974	60 797 526	26%
indemnités des Elus	*1%*	416 000 000	415 000 000	1 000 000	0,2%
Fonc des services	*3%*	1 419 009 518	1 316 741 610	102 267 908	8%
Interventions et subventions	*29%*	16 017 351 232	14 735 757 256	1 281 593 976	9%
Mvts financiers	*1%*	631 311 904	565 036 160	66 275 744	12%

➞ Le cadrage du budget de fonctionnement

Cette section budgétaire prend en compte notamment :

- le poste de rémunérations et charges (personnel et élus) prévu à hauteur de 21,70 milliards XPF et comprenant essentiellement la masse salariale estimée à 20 milliards XPF ;
- le fonctionnement des services pour 1,42 milliard XPF ;
- un périmètre d'interventions et de subventions estimé à 16 milliards XPF sur lequel repose principalement l'équilibre du budget de fonctionnement 2023.

Evolution du périmètre d'interventions et de subventions

C1 - Libellé	BP 2023	BP 2022	Var. BP	Tx.
INTERVENTIONS - HCD	13 137 115 221	11 721 470 034	1 415 645 187	12%
INTERVENTIONS - OPC	433 885 163	623 288 962	-189 403 799	-30%
SUBVENTIONS - HCD	2 446 350 848	2 390 998 260	55 352 588	2%
Total général	**16 017 351 232**	**14 735 757 256**	**1 281 593 976**	**9%**

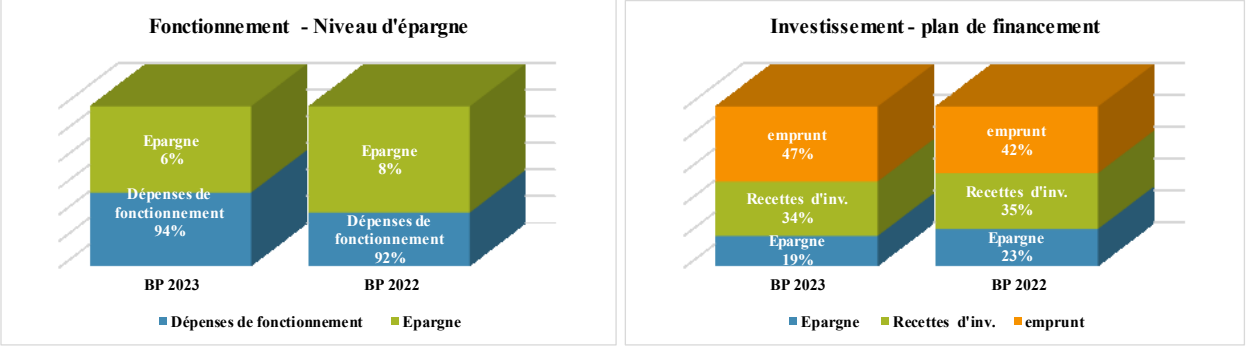
FONCTION' - Libellé	BP 2023	BP 2022	Var. BP	Tx.
4-SANTE-SOCIAL	7 280 822 600	6 070 232 112	1 210 590 488	20%
2-ENSEIGNEMENT	2 678 343 067	2 905 773 726	-227 430 659	-8%
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMATº PROFESSIONNELLE	2 225 883 236	2 229 505 536	-3 622 300	0%
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	1 732 665 407	1 379 832 000	352 833 407	26%
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	937 761 410	983 214 410	-45 453 000	-5%
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	638 798 000	638 151 960	646 040	0%
0-ADMINISTRATION GENERALE	356 077 512	362 047 512	-5 970 000	-2%
1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	167 000 000	167 000 000	0	0%
Total général	**16 017 351 232**	**14 735 757 256**	**1 281 593 976**	**9%**

➞ Le niveau d'épargne et l'endettement provincial

L'évolution des charges de fonctionnement doit tenir compte du besoin d'épargne [(1)] nécessaire pour répondre aux obligations légales *(dotations aux amortissements et équilibre réel du budget en lien avec la couverture du remboursement de la dette en capital).*
Au-delà de ce volume, le niveau d'épargne permet d'apprécier l'autonomie de la collectivité pour financer ses investissements.

En 2023, la collectivité consacre 6% de ses ressources de fonctionnement à l'épargne, soit 2,8 milliards XPF. Cette ressource, complétée des recettes de la section d'investissement et de l'enveloppe d'emprunts portent le plan de financement de l'investissement à 14,8 milliards XPF dont 12,1 milliards XPF d'investissements et 2,7 milliards XPF pour le remboursement du capital de la dette.

Evolution de l'épargne



(1) *Rappel : recettes de fonctionnement – dépenses de gestion = épargne de gestion*
épargne de gestion – intérêts de l'annuité de dette = épargne brute
épargne brute – capital de l'annuité de dette = épargne nette.

Concernant l'emprunt, et comme précisé précédemment, une enveloppe maximale d'emprunts de 7 milliards XPF est proposée afin de présenter, dès le budget primitif, le principal du plan d'investissement pour 2023.

Le retour à de meilleurs équilibres financiers au cours de l'exercice 2023 devrait permettre à la province Sud d'ajuster sa politique d'endettement. Ainsi, le prochain budget supplémentaire, avec l'intégration du fonds de roulement issu de la gestion 2021, adaptera le volume d'emprunts à souscrire en se rapprochant très certainement des 3,5 milliards XPF.

➞ L'effort d'investissement

La collectivité entend poursuivre sa politique d'investissement avec des crédits proposés à hauteur de 12,1 milliards XPF, en croissance de 3%.
Ce renforcement de l'investissement permet de mettre à disposition de la population des équipements de qualité et vise essentiellement l'éducation et la réussite scolaire, la mobilité et la préservation du cadre de vie, le développement économique, l'épanouissement de notre jeunesse ou encore la sécurité.

Une priorité sera donnée à la qualité des collèges provinciaux avec le programme « collèges nouvelle génération », à l'amélioration des déplacements grâce à un réseau routier plus qualitatif, au développement des activités de plein air favorisant les loisirs, à la formation de la jeunesse, à l'équipement en outils de sécurité tant de nos bâtiments que des polices municipales pour garantir la qualité de vie en province Sud.

Balance générale des dépenses d'investissement

FONCTION' - Libellé	BP 2023	BP 2022	Var. BP	Tx.
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	2 756 344 000	3 694 963 894	-938 619 894	-25%
2-ENSEIGNEMENT	2 260 391 434	1 499 074 500	761 316 934	51%
0-ADMINISTRATION GENERALE	1 610 140 000	1 361 250 000	248 890 000	18%
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	1 554 780 325	1 504 712 000	50 068 325	3%
10-CONTRIBUTION AUX PROGRAMMES COMMUNAUX	1 479 082 691	1 294 701 986	184 380 705	14%
4-SANTE-SOCIAL	1 087 366 916	1 325 199 308	-237 832 392	-18%
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE	687 669 797	734 400 000	-46 730 203	-6%
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	383 600 000	302 270 000	81 330 000	27%
11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE	337 000 000	55 000 000	282 000 000	513%
1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	0	0	0%
Total général	**12 156 375 163**	**11 771 571 688**	**384 803 475**	**3%**

L'ouverture des crédits d'investissements proposée à budget primitif comprend :

- 10,95 milliards XPF sur autorisation de programmes inscrites au plan pluriannuel d'investissement (PPI) ;
- 1,20 milliard XPF hors autorisations de programme.

Le plan pluriannuel, présenté en annexe du fascicule budgétaire, affiche la consommation des crédits attendus sur 2023 toute étape budgétaire confondue (budget primitif et budget supplémentaire + reports). Les reports de crédits, issus de la gestion 2022, viendront compléter ces inscriptions du budget primitif. Des mesures d'ajustements seront, bien entendu, ensuite prévues dans le cadre du budget supplémentaire.

Le programme de dépenses pour l'exercice 2023

Pour ce prochain exercice, la province Sud va consacrer 28,2 milliards XPF aux programmes d'investissement, d'interventions et de subventions en fonctionnement.

Ci-après la balance générale par programmes ouverts au budget de la province :

		INV		FONC			
Prog	Prog - Libellé court	BP 2023	BP 2022	BP 2023	BP 2022	Var. BP	Tx.
01	ADMINISTRATION	1 608 640 000	1 360 650 000	164 006 348	171 206 348	-7 200 000	-4%
02	INSTITUTIONS	1 500 000	600 000	192 071 164	190 841 164	1 230 000	1%
. 0-ADMINISTRATION GENERALE		**1 610 140 000**	**1 361 250 000**	**356 077 512**	**362 047 512**	**-5 970 000**	**-2%**
01	ADMINISTRATION	0	0	167 000 000	167 000 000	0	0%
. 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC		**0**	**0**	**167 000 000**	**167 000 000**	**0**	**0%**
01	ADMINISTRATION	27 400 000	17 600 000	0	0	0	0%
07	COLLEGES PUBLICS	2 009 437 434	1 128 600 000	391 000 000	399 000 000	-8 000 000	-2%
08	ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	0	0	1 073 635 800	1 080 824 000	-7 188 200	-1%
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	75 000 000	107 874 500	280 000 000	553 500 000	-273 500 000	-49%
10	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	0	0	416 626 267	344 954 126	71 672 141	21%
11	INTERNATS	47 654 000	145 000 000	168 021 000	162 181 000	5 840 000	4%
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	100 900 000	100 000 000	349 060 000	365 314 600	-16 254 600	-4%
. 2-ENSEIGNEMENT		**2 260 391 434**	**1 499 074 500**	**2 678 343 067**	**2 905 773 726**	**-227 430 659**	**-8%**
01	ADMINISTRATION	100 000	0	0	0	0	0%
13	PATRIMOINE	106 150 000	109 950 000	86 905 000	77 996 000	8 909 000	11%
14	CULTURE	81 000 000	78 000 000	167 086 000	186 103 000	-19 017 000	-10%
15	SPORTS	152 370 000	66 700 000	170 965 000	166 705 000	4 260 000	3%
16	JEUNESSE	43 980 000	47 620 000	512 805 410	552 410 410	-39 605 000	-7%
. 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS		**383 600 000**	**302 270 000**	**937 761 410**	**983 214 410**	**-45 453 000**	**-5%**
45	EQUIPEMENT COMMUNAL	1 479 082 691	1 294 701 986	0	0	0	0%
. 10-CONTRIBUTION AUX PROG COMMUNAUX		**1 479 082 691**	**1 294 701 986**	**0**	**0**	**0**	**0%**
46	TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	337 000 000	55 000 000	0	0	0	0%
. 11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE		**337 000 000**	**55 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0%**
01	ADMINISTRATION	4 800 000	1 650 000	0	0	0	0%
25	ENVIRONNEMENT	0	0	0	0	0	0%
27	ZIZA-ZAC	0	0	0	0	0	0%
31	EMPLOI	2 000 000	2 000 000	527 807 400	525 340 000	2 467 400	0%
33	INSERTION	1 300 000	1 000 000	445 179 736	375 949 736	69 230 000	18%
34	SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	604 369 797	645 000 000	0	0	0	0%
35	PECHE ET AQUACULTURE	0	0	45 400 000	45 800 000	-400 000	-1%
36	FORMATION	0	0	69 500 000	157 250 000	-87 750 000	-56%
37	AGRICULTURE	500 000	11 850 000	324 496 100	376 580 800	-52 084 700	-14%
38	TOURISME	25 000 000	38 000 000	424 000 000	361 500 000	62 500 000	17%
39	EXPANSION GENERALE	10 000 000	13 000 000	358 100 000	360 060 000	-1 960 000	-1%
40	STATIONS PROVINCIALES	39 700 000	21 900 000	31 400 000	27 025 000	4 375 000	16%
. 6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE		**687 669 797**	**734 400 000**	**2 225 883 236**	**2 229 505 536**	**-3 622 300**	**0%**
01	ADMINISTRATION	39 010 000	7 810 000	0	0	0	0%
17	AIDE MEDICALE	0	0	4 524 800 000	3 353 000 000	1 171 800 000	35%
18	HABITAT SOCIAL	841 635 136	1 089 789 308	16 840 000	30 790 000	-13 950 000	-45%
19	MEDICO-SOCIAL	15 015 000	50 800 000	2 404 755 600	2 385 283 200	19 472 400	1%
20	SANTE PUBLIQUE	191 706 780	176 800 000	317 827 000	285 406 912	32 420 088	11%
42	DROITS DES FEMMES ET EGALITE	0	0	16 600 000	15 752 000	848 000	5%
. 4-SANTE-SOCIAL		**1 087 366 916**	**1 325 199 308**	**7 280 822 600**	**6 070 232 112**	**1 210 590 488**	**20%**
01	ADMINISTRATION	0	0	0	0	0	0%
21	RESEAU ROUTIER	2 540 000 000	3 472 000 000	584 330 000	559 907 000	24 423 000	4%
22	INFRA & TRSPRT - AERIEN	192 500 000	182 220 000	59 835 407	59 625 000	210 407	0%
24	INFRA & TRSPRT - MARITIME	23 844 000	40 743 894	263 500 000	33 500 000	230 000 000	687%
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	0	0	825 000 000	726 800 000	98 200 000	14%
. 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		**2 756 344 000**	**3 694 963 894**	**1 732 665 407**	**1 379 832 000**	**352 833 407**	**26%**
01	ADMINISTRATION	0	0	0	0	0	0%
23	COURS D'EAU	0	2 000 000	0	0	0	0%
25	ENVIRONNEMENT	665 780 325	535 512 000	528 798 000	624 761 960	-95 963 960	-15%
26	URBANISME	109 000 000	185 700 000	0	3 390 000	-3 390 000	-100%
27	ZIZA-ZAC	615 000 000	600 000 000	0	0	0	0%
29	AMENAGEMENT RURAL	10 000 000	26 500 000	0	0	0	0%
32	PARTICIPATIONS FINANCIERES	0	0	0	0	0	0%
41	DEVELOPPEMENT FORESTIER	155 000 000	155 000 000	110 000 000	10 000 000	100 000 000	1000%
. 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT		**1 554 780 325**	**1 504 712 000**	**638 798 000**	**638 151 960**	**646 040**	**0%**
Total général		**12 156 375 163**	**11 771 571 688**	**16 017 351 232**	**14 735 757 256**	**1 281 593 976**	**9%**

Par grands secteurs, les principaux postes de dépenses sont les suivants :

→ **La santé, le logement et la solidarité sociale :**

Les politiques publiques en matière de logement, de santé et de protection sociale constituent des priorités de l'exécutif et concourent à prévenir de l'exclusion et de l'isolement les populations les plus fragilisées.

Ainsi, **près de 8,3 milliards XPF, soit 30% du budget provincial**, seront consacrés au secteur de la santé et du social, comprenant :

→ les programmes d'investissement :

- 842 millions XPF pour les dépenses relatives aux opérations d'habitat social ;

- 192 millions XPF pour les dépenses relatives à la santé publique comprenant 129 millions XPF pour la rénovation de la maison de santé à Bourail, 30 millions XPF pour l'aide à l'installation de médecins en province Sud et 32 millions XPF pour l'équipement et l'aménagement des circonscriptions médico-sociales (CMS) ;

- 39 millions XPF pour les dépenses d'équipements dont 24 millions XPF pour l'acquisition de deux nouvelles ambulances pour les circonscriptions médico-sociales de Yaté et de Bourail, 9 millions XPF pour des travaux d'aménagement à la direction provinciale de l'action sanitaire et social (DPASS) à Nouméa et 6 millions XPF pour l'acquisition de divers équipements ;

- 15 millions XPF pour les dépenses médico-sociales dont 8 millions XPF pour la maison de l'enfance à Bourail et 6 millions XPF pour des subventions d'équipement en faveur des associations œuvrant dans le secteur social.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 4,5 milliards XPF pour l'aide médicale dont 3,7 milliards XPF pour la liquidation des dépenses de santé et 516 millions XPF pour les soins externes et ce avec la perspective d'une juste compensation financière de la Nouvelle-Calédonie ;

- 2,4 milliards XPF pour les actions médico-sociales, dont 1,3 milliard XPF d'aides à domicile au titre du dispositif de minimum vieillesse, 347 millions XPF pour les subventions, 332 millions XPF pour les aides à la famille comprenant le dispositif d'aide de 1ère nécessité et 300 millions XPF pour les aides aux enfants secourus ;

- 317 millions XPF pour les dépenses relatives à la santé publique dont 117 millions XPF pour l'achat de produits pharmaceutiques, 68 millions XPF pour le fonctionnement des circonscriptions médico-sociales et 53 millions XPF pour les vacations.

→ **L'enseignement et la réussite éducative :**

4,9 milliards XPF, soit 18% du budget provincial, sont consacrés au secteur de l'enseignement, qui est également un secteur prioritaire avec, notamment pour 2023, les programmes suivants :

→ les programmes d'investissement :

- 2 milliards XPF pour le programme de construction et d'équipement des collèges publics soit un effort inédit comprenant :
  - 686 millions XPF pour des travaux de rénovation au sein de divers collèges ;
  - 371 millions XPF pour l'équipement et la maintenance informatique ;
  - 365 millions XPF pour l'extension du collège « Louise Michel » à Paita ;
  - 261 millions XPF pour la sécurisation ;
  - 135 millions XPF de dotation globale aux collèges ;
  - 116 millions XPF pour l'installation de panneaux photovoltaïques ;
  - 55 millions XPF pour les travaux relatifs aux appels à projets collèges « nouvelle génération » ;
  - 20 millions XPF pour des travaux de câblages informatiques.

- 100 millions XPF pour la poursuite de la participation à l'équipement et la maintenance du numérique des écoles primaires ;

- 75 millions XPF de participation à la mise aux normes et à la rénovation des bâtiments de l'enseignement privé dans le cadre du contrat de développement avec l'Etat ;

- 48 millions XPF au titre de l'équipement des internats dont 28 millions XPF pour divers travaux d'aménagement et équipements à l'internat de Bourail, 13 millions XPF pour divers travaux d'aménagement et équipements à l'internat de La Foa et 7 millions XPF pour l'internat de la réussite « Henriette Pentecost » à Dumbéa ;

- 27 millions XPF au titre de l'équipement générale dont 26 millions XPF pour divers travaux d'aménagement et d'équipements au sein de la direction de l'éduction et de la réussite (DERES) à Nouméa afin d'améliorer l'accueil des usagers.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 1,1 milliard XPF d'allocations d'enseignement, afin de poursuivre les efforts au bénéfice des familles les plus défavorisées ;

- 417 millions XPF pour soutenir les élèves poursuivant des études supérieures. Sur cette somme, 123 millions XPF bénéficieront aux étudiants boursiers hors territoire et 110 millions XPF seront servis au titre du dispositif dédié aux grandes écoles ;

- 391 millions XPF au titre du fonctionnement des collèges avec notamment l'assistance et la maintenance des systèmes informatiques des collèges ;

- 349 millions XPF pour la vie scolaire et éducative, dont 150 millions XPF pour l'opération de développement de l'internet à l'école (ODI), menée en partenariat avec les communes et 66 millions XPF pour les mesures d'accompagnement à la scolarité des élèves du primaire ;

- 280 millions XPF pour la participation au fonctionnement de l'enseignement privé en ajustant la contribution provinciale au seul périmètre des collèges moyennant le respect d'une homologie entre secteur public, secteur privé ;

- 168 millions XPF au titre du fonctionnement des internats provinciaux.

→ L'amélioration des conditions de déplacement de nos administrés :

Le transport et les communications restent un des programmes prioritaires de l'exécutif en 2023 dont le souci est de développer l'accès aux transports et la mobilité, nécessaire à l'insertion sociale et professionnelle, d'un large public y compris des personnes isolées.

Ainsi, **4,5 milliards XPF, soit 16% du budget provincial**, sont proposés, principalement sur les programmes suivants :

→ les programmes d'investissement :

- 2,5 milliards XPF pour le réseau routier comprenant :
  - 824 millions d'aménagement de routes dont 301 millions XPF pour la requalification de la rue Georges Lèques à Nouméa, 280 millions XPF pour l'aménagement, principalement cyclable, de la RP14-route de Magenta à Nouméa et 219 millions XPF pour l'amélioration de la liaison Thio-Canala ;
  - 700 millions XPF pour la poursuite des travaux de doublement des voies et la sécurisation de l'échangeur de Païta Nord ;
  - 300 millions XPF pour le renforcement des réseaux sud ;
  - 251 millions XPF pour la reconstruction d'ouvrages d'art ;
  - 170 millions XPF pour le renforcement des réseaux nord ;
  - 169 millions XPF de travaux de sécurisation dont 94 millions XPF pour la sécurisation de talus ;
  - 70 millions XPF pour l'amélioration de la desserte du sud-est au Mont-Dore.

- 192 millions XPF pour les infrastructures aériennes dont 142 millions XPF pour les infrastructures aériennes de l'aérodrome de l'Ile des Pins ;

- 24 millions XPF pour les infrastructures maritimes.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 825 millions XPF pour le transport public terrestre comprenant 800 millions XPF au titre de notre participation prévisionnelle au réseau de transport public de l'agglomération (SMTU) et 25 millions XPF au titre de notre participation aux réseaux de transport public interurbain (SMTI) ;

- 584 millions XPF pour le réseau routier dont 374 millions pour l'entretien des routes provinciales et 115 millions XPF pour l'entretien des routes territoriales avec une recette en provenance de la Nouvelle-Calédonie au titre de la prestation de service exercée ;

- 263 millions XPF pour les infrastructures maritimes dont 250 millions XPF liée à l'opération de desserte maritime de l'Ile des Pins. Ce poste est partiellement compensé par une recette de 125 millions XPF liée aux recettes générés par la desserte ;

- 60 millions XPF pour les infrastructures aériennes sur l'aérodrome de l'Ile des Pins.

→ L'emploi, la formation et le développement économique :

3 milliards XPF, soit 10% du budget provincial, sont proposés pour soutenir le développement économique, l'emploi, la formation et l'insertion professionnelle :

→ les programmes d'investissement :

- 604 millions XPF pour le soutien à l'investissement incluant :
  - 250 millions XPF pour la mise en œuvre de la politique publique agricole provinciale (PPAP) ;
  - 100 millions XPF pour l'accompagnement des jeunes entreprises innovantes ;
  - 80 millions XPF pour un ré-abondement du fonds « AGRI'EQUIP-PSUD » destiné à l'octroi de prêts aux jeunes agriculteurs dans le cadre de leur activité professionnelle ;
  - 69 millions XPF pour le Code des Aides pour le Soutien de l'Economie (CASE)-volet industrie et commerce ;
  - 20 millions XPF pour l'aide à la numérisation des données ;
  - 20 millions XPF pour le soutien à l'emploi de salariés dans l'industrie et commerce ;
  - 20 millions XPF pour le Code des Aides pour le Soutien de l'Economie (CASE)-volet tourisme ;
  - 20 millions XPF pour l'aide à la sécurisation des commerces ;
  - 10 millions XPF pour le Code des Aides pour le Soutien de l'Economie (CASE)-volet maritime.

- 40 millions XPF pour l'équipement des stations agricoles provinciales ;

- 25 millions XPF pour le secteur du tourisme dont 15 millions XPF pour la poursuite de l'aménagement de la zone d'accueil des croisiéristes à l'Ile des Pins.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 1,042 milliard XPF pour les actions en faveur de l'emploi, de l'insertion et de la formation, dont 445 millions XPF pour les actions d'insertion (dont 397 millions XPF pour l'organisation de chantiers et stages d'insertion), 400 millions XPF pour le programme provincial d'insertion citoyen (PPIC) ;

- 424 millions XPF pour le tourisme dont 325 millions XPF pour la participation au financement des actions de la SPL « Sud Tourisme » et 98 millions XPF pour des interventions dont 59 millions XPF de participations au fonctionnement de l'Aquarium des lagons à Nouméa ;

- 370 millions XPF pour le soutien aux secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture dont 270 millions XPF pour le soutien aux organismes et associations du secteur agricole.

→ **L'aménagement et l'environnement :**

Autre enjeu majeur, 2,2 milliards XPF, soit 8% du budget provincial pour protéger notre environnement dans le cadre d'un aménagement durable en province Sud comprenant les principaux postes suivants en 2023 :

→ les programmes d'investissement :

- 666 millions XPF pour l'environnement dont 192 millions XPF pour des aménagements au domaine de Déva à Bourail, 142 millions XPF pour des études et travaux d'aménagement au parc provincial des grandes fougères à Farino, Moindou et Sarraméa, 120 millions XPF pour le parc provincial de la rivière Bleue à Yaté et 46 millions XPF pour la gestion des déchets ;

- 615 millions XPF pour les ZIZA et ZAC dont 500 millions XPF de subvention d'équilibre en faveur de la SECAL au titre des ZAC de Dumbéa-sur-Mer et Panda et 115 millions XPF pour la poursuite de la création d'une zone d'activité dédiée aux initiatives de recyclage et de réemploi (écopôle) financée par l'Etat au travers du Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI) ;

- 155 millions XPF pour une avance en compte-courant en faveur de la SEM Sud Forêt afin de poursuivre la mise en place d'un nouveau modèle de sylviculture ;

- 109 millions XPF pour l'urbanisme dont 82 millions XPF pour la gestion des déchets inertes (centre de Koutio-Koueta à Nouméa) et 27 millions XPF pour des études d'aménagement de plages à Paita, Boulouparis et Bourail ;

- 10 millions XPF pour l'aménagement rural dans le cadre de la gestion de la ressource en eau.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 529 millions XPF pour les actions en faveur de l'environnement, dont 215 millions XPF pour le soutien aux organismes publics et privés (communes et associations) ;

- 110 millions XPF pour le développement forestier dont 75 millions XPF pour le soutien aux organismes publics et privés.

→ **Les services publics provinciaux :**

2 milliard XPF, **soit 7% du budget provincial**, relèvent des crédits destinés à l'équipement et aux interventions de l'administration. Se retrouvent sur ce programme :

→ les programmes d'investissement :

- 561 millions XPF pour la poursuite de la construction du pôle technique de la Vallée du Tir à Nouméa ;
- 406 millions XPF pour le renouvellement de l'équipement informatique et automobile ;
- 206 millions XPF pour les projets retenus dans le cadre du budget participatif pour l'année 2023 ;
- 182 millions XPF pour des travaux de réfection sur les bâtiments administratifs ;
- 65 millions XPF dont 50 millions XPF pour des travaux d'aménagement au « centre administratif 2 » et 15 millions XPF d'études et de travaux de rénovation à l'hôtel de la province Sud à Nouméa ;
- 61 millions XPF pour l'acquisition d'un terrain à Bourail pour le foyer de l'enfance ainsi que d'une villa près du foyer de Dumbéa-sur-Mer ;
- 27 millions XPF pour la gestion de la cartographie provinciale.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 165 millions XPF pour les actions de communication de la collectivité ;
- 22 millions XPF pour la gestion des débits de boissons ;
- 18 millions XPF pour les relations publiques.

→ **Le développement du territoire de la province Sud :**

2 milliard XPF, soit 7% du budget provincial pour permettre la poursuite de l'aide aux programmes d'équipement des communes dont 488 millions XPF au titre des opérations contractualisées avec l'Etat et les communes.

→ les programmes d'investissement :

- 729 millions XPF pour l'équipement général dont 448 millions XPF de crédits non ventilés et destinés à abonder toutes les opérations de ce programme et, notamment en matière d'équipement de sécurité, selon leur avancement et les justifications présentées par les communes ;
- 447 millions XPF pour l'aménagement et l'environnement dont notamment 247 millions XPF pour les programmes d'urbanisme et 141 millions XPF pour les programmes de gestion des déchets ;
- 337 millions XPF de travaux pour le compte de tiers dont 280 millions XPF pour la restructuration du site de la Fédération des Œuvres Laïques (FOL) à Nouméa et 56 millions XPF de prévention contre les feux de forêts ;
- 136 millions XPF pour les infrastructures, transports et communication ;
- 102 millions XPF pour les équipements en faveur de la qualité de vie et la tranquillité publique ;
- 51 millions XPF pour l'enseignement.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 167 millions XPF de crédits de paiement sont proposés pour les actions en faveur de la qualité de vie et la tranquillité publique.
  En complément du programme d'équipement vu précédemment, cette enveloppe de fonctionnement est essentiellement consacrée aux actions menées par les communes dans leurs missions de protection, de tranquillité publique et de surveillance.

→ **Les activités de jeunesse, culturelles, sportives et de loisirs :**

Ensuite, 1,3 milliard XPF, soit 4% du budget, sont proposés pour l'épanouissement de notre jeunesse avec notamment les principaux postes suivants :

→ les programmes d'investissement :

- 152 millions XPF pour les sports, dont 100 millions XPF pour l'aménagement de pistes de BMX, aux boucles de Tina à Nouméa, labellisées Fédération Française de Cyclisme adaptée au développement du BMX et à l'organisation de championnats de niveau local, régional, national et international ; 17 millions XPF pour les sentiers de randonnées, 11 millions XPF pour la participation à l'acquisition d'équipements sportifs par les comités provinciaux et associations et 10 millions XPF pour l'équipement du centre d'activité nautique à Nouméa ;

- 106 millions XPF pour le patrimoine avec 75 millions XPF pour des actions de sauvegarde, de restauration et de protection de patrimoine, 17 millions XPF pour la restauration des bâtiments historiques provinciaux et 12 millions XPF pour le château Hagen à Nouméa ;

- 81 millions XPF pour la culture dont 49 millions XPF au titre du fonds de soutien aux productions audiovisuelles et cinématographiques et 30 millions XPF pour la poursuite des études et travaux de la maison de Wallis-et-Futuna à Nouméa-Magenta.

→ les programmes d'interventions et de subventions :

- 513 millions XPF pour certaines des actions en faveur de la jeunesse dont 196 millions XPF pour le soutien aux associations, 87 millions XPF pour les opérations du contrat d'agglomération, 73 millions XPF pour la mise en place d'une aide à la pratique d'activités dans le domaine du sport et de la culture (click & mouv), 62 millions XPF pour le centre d'accueil (CAP) de Poé à Bourail, 29 millions XPF pour le fonds d'expérimentation pour la jeunesse et 25 millions XPF pour le fonctionnement de l'espace jeune provincial au quai Ferry à Nouméa ;

- 171 millions XPF pour les sports, dont 107 millions XPF pour le soutien aux associations, 19 millions XPF pour les sentiers de randonnées, 16 millions XPF pour le centre des activités nautiques (CAN) et 15 millions XPF pour les boucles de Tina tous deux situés à Nouméa ;

- 168 millions XPF pour des actions culturelles dont 117 millions XPF pour le soutien aux organismes à vocation culturelle et 12 millions XPF pour la formation artistique ;

- 87 millions XPF pour le patrimoine avec 38 millions XPF au titre du soutien aux associations, 21 millions XPF pour l'archéologie et 17 millions XPF pour le château Hagen à Nouméa.

* * *

Pour le reste, les propositions vont intéresser le fonctionnement général de la collectivité (rémunérations du personnel des élus, fonctionnement de services) et les mouvements financiers (remboursement de la dette, ligne de trésorerie et dépenses de gestion financière).

Le budget primitif par section

Les mouvements réels établis à hauteur de 55,3 milliards XPF doivent être complétés des opérations d'ordre *(reclassements comptables qui ne donnent lieu à aucune décaisse ou encaisse effectives).*

Ainsi complété, le budget primitif pour l'exercice 2023 est arrêté, en mouvements budgétaires, à 66,31 milliards XPF répartis comme suit par section du budget :

Répartition par section budgétaire

budget primitif 2023	Section d'investissement		Section de fonctionnement		Budget global		
en millions XPF	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	%
1 - DEPENSES							
Investissements		**12 156**				**12 156**	22%
Interventions et subventions				**16 017**		**16 017**	29%
Personnel et Elus				**21 706**		**21 706**	39%
Fonc des sces				**1 419**		**1 419**	3%
Mvts financiers				**631**		**631**	1%
Annuité		**2 723**		**614**		**3 337**	6%
2 - RECETTES							
Fiscalité de répartition	**1 626**		**26 175**		**27 801**		50%
Fiscalité additionnelle			**7 230**		**7 230**		13%
Dotations de l'Etat	**2 716**		**6 076**		**8 792**		16%
Dotations de la NC	**225**		**2 381**		**2 606**		5%
Recettes des sces	**344**		**533**		**877**		2%
Recouvrements divers	**168**		**793**		**960**		2%
Emprunts	**7 000**				**7 000**		13%
Mouvements réels	**12 079**	**14 879**	**43 187**	**40 387**	**55 266**	**55 266**	
Mvts d'ordre	**7 944**	**5 144**	**3 100**	**5 900**	**11 044**	**11 044**	
Total	**20 023**	**20 023**	**46 287**	**46 287**	**66 311**	**66 311**	

Telles sont résumées, les principales orientations du projet de budget primitif que j'ai l'honneur de vous soumettre.

TITRE I - LES PROPOSITIONS DE CREDITS DE PAIEMENT

CHAPITRE 1 - LES RECETTES REELLES

En mouvements réels, les ressources du budget primitif 2023 s'élèvent à **55,3 milliards XPF**, en hausse de 2,5 milliards XPF par rapport aux recettes du budget primitif 2022 (+5%).

En section d'investissement, les recettes sont en hausse (+9%) principalement du fait de l'augmentation de la ressource externe d'emprunt et des recettes des services.
En section de fonctionnement, la hausse (+4%) s'explique essentiellement par les dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie (+1,141 milliard XPF), des recouvrements divers (+333 millions XPF) et de la fiscalité (+230 millions XPF).
Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des ressources par critère :

CRITERE	BP 2023		Total BP 2023	BP 2022		Total BP 2022	var %		Total var %
	INV	FONC		INV	FONC		INV	FONC	
DOTATIONS LEGALES NC	1 626 400 000	26 174 875 000	**27 801 275 000**	1 555 000 000	25 033 000 000	26 588 000 000	5%	5%	5%
FISCALITE	0	7 230 000 000	**7 230 000 000**	0	7 000 000 000	7 000 000 000	.	3%	3%
EMPRUNTS	7 000 000 000	0	**7 000 000 000**	6 000 000 000	0	6 000 000 000	17%	.	17%
DOTATIONS LEGALES ETAT	997 000 000	5 850 000 000	**6 847 000 000**	1 013 000 000	5 850 000 000	6 863 000 000	-2%	0%	0%
DOTATIONS NC	225 446 058	2 380 808 408	**2 606 254 466**	237 471 058	2 429 100 000	2 666 571 058	-5%	-2%	-2%
DOTATIONS - OPC	1 513 311 989	220 504 050	**1 733 816 039**	1 580 399 958	255 750 000	1 836 149 958	-4%	-14%	-6%
RECETTES DES SCES	344 000 000	532 773 000	**876 773 000**	229 000 000	650 654 000	879 654 000	50%	-18%	0%
RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	71 844 666	606 344 696	**678 189 362**	51 500 000	273 525 000	325 025 000	40%	122%	109%
DOTATIONS ETAT	205 372 450	5 500 000	**210 872 450**	238 180 689	7 161 000	245 341 689	-14%	-23%	-14%
MVTS FINANCIERS	94 000 000	69 000 000	**163 000 000**	87 400 000	69 000 000	156 400 000	8%	0%	4%
DOTATIONS COMMUNES	2 000 000	117 270 000	**119 270 000**	50 619 983	117 550 000	168 169 983	-96%	0%	-29%
TOTAL	**12 079 375 163**	**43 187 075 154**	**55 266 450 317**	**11 042 571 688**	**41 685 740 000**	**52 728 311 688**	**9%**	**4%**	**5%**

SECTION 1 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes d'investissement comprennent l'ensemble des ressources réelles de la province, hors emprunts.
Pour 2023, elles s'élèvent à **5,079 milliards XPF** répartis comme suit par provenance :

CRITERE	BP 2023	BP 2022	variation	
			valeur	%
DOTATIONS LEGALES NC	**1 626 400 000**	1 555 000 000	71 400 000	5%
DOTATIONS LEGALES ETAT	**997 000 000**	1 013 000 000	-16 000 000	-2%
DOTATIONS - OPC	**1 513 311 989**	1 580 399 958	-67 087 969	-4%
DOTATIONS ETAT	**205 372 450**	238 180 689	-32 808 239	-14%
DOTATIONS NC	**225 446 058**	237 471 058	-12 025 000	-5%
RECETTES DES SCES	**344 000 000**	229 000 000	115 000 000	50%
MVTS FINANCIERS	**94 000 000**	87 400 000	6 600 000	8%
RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	**71 844 666**	51 500 000	20 344 666	40%
DOTATIONS COMMUNES	**2 000 000**	50 619 983	-48 619 983	-96%
TOTAL	**5 079 375 163**	**5 042 571 688**	**36 803 475**	**1%**

A. LES DOTATIONS LEGALES

1.1. La Dotation Globale d'Equipement de la Nouvelle-Calédonie (DGE NC)

La dotation globale d'équipement est définie par l'article 181-II de la loi organique modifiée n° 99-209. Elle représente 4% des impôts, droits et taxes perçus au budget de la Nouvelle-Calédonie puis est répartie entre les trois provinces dont 40% pour la province Sud du fait de la clé de répartition.
Pour 2023, elle est fixée à **1,626 milliard XPF.**

1.2. La Dotation Globale de Construction et d'Equipement des Collèges publics (DGCEC Etat)

Cette dotation en provenance de l'Etat est fixée par l'article 181-IV de la loi organique modifiée n° 99-209. Elle évolue en fonction du projet de loi de finances.
Pour 2023, elle est fixée à **997 millions XPF** correspondant à la réalisation 2022.

B. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES

Ces dotations représentent les participations de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie, des provinces et des communes dans le cadre du contrat de développement (CD) 2017-2022 et du contrat inter-collectivité (CI) 2017-2022 devant être prolongés en 2023.
Pour 2023, ces ressources s'élèvent à **1,513 milliard XPF** en section d'investissement. Le financement par programme se présente comme suit :

2.1. Le réseau routier

Les participations s'élèvent à **505,2 millions XPF** comprenant :

- la reconstruction du pont de Thio sur la RP4-route de Thio pour 188,2 millions XPF
- la requalification de la rue Georges Lèques à Nouméa pour 150,5 millions XPF
- l'amélioration de la liaison Thio – Canala pour 138,5 millions XPF
- l'amélioration de la desserte du sud-est au Mont-Dore pour 28 millions XPF

2.2. L'habitat social

Les participations s'élèvent à **347 millions XPF** comprenant :

- l'aide à l'habitat groupé pour 338,2 millions XPF
- les études stratégiques liées à l'habitat social pour 8,8 millions XPF

2.3. Les travaux sous maitrise d'ouvrage déléguée

Les participations s'élèvent à **253,7 millions XPF** comprenant :

- la reconstruction du bâtiment de la FOL à Nouméa pour 225,7 millions XPF
- le plan de prévention des feux de forêts pour 28 millions XPF

2.4. Les collèges publics

Les participations s'élèvent à **168,8 millions XPF** comprenant :

- les travaux de sécurisation des collèges publics pour 145,6 millions XPF
- la poursuite de la mise en place du cartable numérique pour les collégiens pour 23,2 millions XPF

2.5. L'environnement

Les participations s'élèvent à **112,7 millions XPF** comprenant :

- la construction des bâtiments de l'espace multiculturel de Déva à Bourail pour 87,7 millions XPF
- la restauration des sites dégradés de la côte oubliée à Thio pour 14,5 millions XPF
- le plan de prévention des feux de forêts dans divers sites pour 10,5 millions XPF

2.6. La santé publique

Les participations s'élèvent à **54,9 millions XPF** comprenant les études et les travaux concernant principalement :

- la maison de santé de Bourail pour 53,5 millions XPF
- la maison de santé de Vao à l'Ile des Pins pour un solde de 1,1 million XPF

2.7. L'enseignement privé

Les participations s'élèvent à **50,5 millions XPF** et concernent la participation à la mise aux normes et à la rénovation des bâtiments de l'enseignement privé.

2.8. Les autres programmes

Les participations s'élèvent à **20,4 millions XPF** concernant les programmes suivants :

- la résorption des dépôts sauvages dans divers sites pour 10,5 millions XPF
- la poursuite de la construction du foyer pour adolescents de Néméara à Bourail pour 7,5 millions XPF
- les aides économiques aux entreprises des communes rurales pour 2,2 millions XPF

C. LES RECETTES DES SERVICES

344 millions XPF de recettes des services comprennent :

- 190 millions XPF de cessions de terrains
- 140 millions XPF de cessions de logements
- 14 millions XPF de vente de bovins et d'ovins

D. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

225,4 millions XPF de recettes pour la participation au doublement des voies et à la sécurisation de l'échangeur de Païta Nord.

E. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE L'ETAT

Les participations de l'Etat sur des opérations spécifiques s'élèvent à **205,3 millions XPF** comprenant :

- le doublement des voies et la sécurisation de l'échangeur de Païta Nord pour 89,7 millions XPF
- la création de pistes BMX labélisée par la fédération française de cyclisme à Nouméa pour 89,5 millions XPF
- l'extension des pistes cyclables de Tina sur foncier communal à Nouméa pour 17,5 millions XPF
- des études sur la flore en lien avec la convention de Ramsar, sur la capacité de charge des îlots du Grand Nouméa et sur le plan de gestion de l'îlot Leprédour pour 4,4 millions XPF
- l'acquisition de matériels dans le cadre des travaux d'intérêt général pour 4,3 millions XPF

F. LES MOUVEMENTS FINANCIERS

94 millions XPF de recettes comprenant :

- 56 millions XPF de remboursements d'avances dans le cadre des aides à l'accession au logement social
- 38 millions XPF au titre des ventes à tempérament de terrains provinciaux

G. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES

Les recouvrements et participations diverses s'élèvent **71,8 millions XPF** répartis sur les programmes ci-après :

3.1. Les équipements communaux

25 millions XPF de participations de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie (ADEME) pour la réalisation d'un quai d'apport volontaire à Tontouta- Païta.

3.2. L'habitat social

24 millions XPF de participations de de l'Agence Française de Développement (AFD) pour des études stratégiques en lien avec le Plan Provincial de l'Habitat (PPLH) afin d'approfondir les sujets qui ont été identifiés lors des études sur le besoin en logement et le financement du logement social.

3.3. L'environnement

22,8 millions XPF de participations de l'ADEME au titre de l'accord-cadre 2017-2022, comprenant :

- 15 millions XPF pour divers projets qui seront validés en cours d'année par les comités de gestion
- 3,8 millions XPF pour une étude sur la création d'un observatoire des déchets
- 2,5 millions XPF pour la création d'une unité de compostage industriel

H. LES DOTATIONS DES COMMUNES

2 millions XPF de participations aux travaux de cartographie.

SECTION 2 - LA DETTE

A. L'ENCOURS DE DETTE

L'encours de la dette au 1er janvier 2023 s'établit à **25,1 milliards XPF** soit 58% des recettes de fonctionnement.

Les emprunts à taux fixe représentent 77% de cet encours et ceux à taux indexé, 23%. Cet encours est décomposé comme suit par établissement prêteur :

- AFD 15,224 milliards XPF
- BDT 4,520 milliards XPF
- BNC 3,488 milliards XPF
- CFFL 720 millions XPF
- SGCB 701 millions XPF
- BCI 450 millions XPF

Pour mémoire 4,1 milliards XPF d'emprunts ont été mobilisés en 2023 dont 1 milliard XPF auprès de l'Agence Française de Développement (AFD), 1,5 milliard XPF auprès de la Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC) et 1,6 milliards XPF auprès de la Banque des Territoires (CDC-BDT) comprenant 500 millions XPF au titre d'une souscription 2021.

B. L'EMPRUNT 2023

Les investissements 2023 sont financés, en partie, par une ressource externe d'emprunt de **7 milliards XPF,** en augmentation de 1 milliard XPF par rapport au budget primitif 2022 mais dont le niveau réel sera déterminé en cours d'exercice.

En 2023, ces ressources externes d'emprunt financent 58% des investissements directs.

Au BP 2022, les emprunts ont financé les investissements directs à hauteur de 51 %. Les ajustements effectués sur l'emprunt au BS 2022 ont ramené ce ratio à hauteur de 30%.

SECTION 3 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

De BP à BP, les ressources globales de la section sont en hausse de 1,501 milliard XPF soit +4% et ce, suite aux informations communiquées par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en amont de chaque préparation budgétaire.
Cette augmentation s'explique principalement par la dotation légale 2023 en provenance de la Nouvelle-Calédonie (+1,141 milliard XPF), les recouvrements divers (+332.8 millions XPF) et la fiscalité (+230 millions XPF).

Les recettes directes du budget 2023 s'élèvent à **43,187 milliards XPF** répartis comme suit :

CRITERE	BP 2023	BP 2022	variation	
			valeur	%
DOTATIONS LEGALES NC	**26 174 875 000**	25 033 000 000	1 141 875 000	5%
DOTATIONS LEGALES ETAT	**5 850 000 000**	5 850 000 000	0	0%
FISCALITE	**7 230 000 000**	7 000 000 000	230 000 000	3%
DOTATIONS NC	**2 380 808 408**	2 429 100 000	-48 291 592	-2%
RECETTES DES SCES	**532 773 000**	650 654 000	-117 881 000	-18%
RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	**606 344 696**	273 525 000	332 819 696	122%
DOTATIONS - OPC	**220 504 050**	255 750 000	-35 245 950	-14%
DOTATIONS COMMUNES	**117 270 000**	117 550 000	-280 000	0%
MVTS FINANCIERS	**69 000 000**	69 000 000	0	0%
DOTATIONS ETAT	**5 500 000**	7 161 000	-1 661 000	-23%
TOTAL	**43 187 075 154**	**41 685 740 000**	**1 501 335 154**	**4%**

A. LES DOTATIONS LEGALES

1.1. La dotation globale de fonctionnement de la Nouvelle-Calédonie (DGF NC)

La DGF NC est définie par l'article 181-I de la loi organique modifiée n° 99-209. Elle représente au minimum 51,5% des impôts, droits et taxes perçus au budget de la Nouvelle-Calédonie. De 2003 à 2013, cette quote-part a été portée à 53,5%. Depuis 2014, la quote-part de cette dotation de fonctionnement a été ramenée à 51,5%. La DGF NC est ensuite répartie entre les trois provinces à concurrence de 50% pour la province Sud, 32% pour la province Nord et 18% pour la province des Iles et ce en raison de la clé de répartition, figée depuis 1989 et ce alors que la province Sud accueille aujourd'hui 74,8% de calédoniens.
Pour 2023, elle est donc estimée à **26,174 milliards XPF.**

1.2. La dotation globale de fonctionnement de l'Etat (DGF Etat)

Cette dotation est fixée par l'article 181-III de la loi organique modifiée n° 99-209. Son évolution annuelle suit celle des dotations attribuées par l'Etat aux collectivités locales de Métropole.
Pour 2023, il est proposé une inscription à hauteur de **5,850 milliards XPF** correspondant à une reconduction de la dotation prévue d'être perçue pour l'exercice 2022.

B. LA FISCALITE

La fiscalité représente le second poste de recettes de la section. Elle est constituée de centimes additionnels aux impôts locaux et de taxes provinciales. Pour 2023, le rendement est estimé à **7,230 milliards XPF**.

OPERATION	BP 2023	BP 2022	var %
TAXE SUR LE PRODUIT DES JEUX	**1 900 000 000**	1 975 000 000	-4%
PATENTES	**1 400 000 000**	1 400 000 000	0%
DROIT D'ENREGISTREMENT	**1 400 000 000**	1 100 000 000	27%
COMMUNICATION TELEPHONIQUE	**1 200 000 000**	1 300 000 000	-8%
IMPOT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIERES	**750 000 000**	650 000 000	15%
CONTRIBUTION FONCIERE	**500 000 000**	500 000 000	0%
LICENCE DEBITS DE BOISSONS	**60 000 000**	50 000 000	20%
COURSES HIPPIQUES - PMU	**20 000 000**	25 000 000	-20%
TOTAL	**7 230 000 000**	**7 000 000 000**	**3%**

2.1. Les centimes additionnels à la taxe sur les spectacles et le produit des jeux

Créés par la loi de pays 2015-2 du 19 mars 2015 et fixés par délibération APS n°5-2015 modifiant la délibération n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 100 centimes, soit le maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie.
Pour 2023, leur rendement est prévu à hauteur de **1,9 milliard XPF,** en baisse de 75 millions XPF (-4%).

2.2. Les centimes additionnels aux patentes

En vigueur depuis 1990, ils sont fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990. Depuis 2010, ils sont passés de 15 à 30 centimes soit le maximum autorisé par le congrès.
Pour 2023, leur rendement est prévu à **1,4 milliard XPF**, identique à 2022.

2.3. Les centimes additionnels aux droits d'enregistrement

En vigueur depuis 1990, ils sont fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 20 centimes soit le maximum autorisé par le congrès.
Pour 2023, les recettes sont estimées à **1,4 milliard XPF**, en hausse de 300 millions XPF (+27%).

2.4. La taxe sur les communications téléphoniques

Instaurée en 2003, cette taxe a été fixée par la délibération APS n° 15-2003 du 17 juillet 2003 à 5 XPF par minute, soit le maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie.
Pour 2023, son rendement est prévu à **1,2 milliard XPF**, en baisse de 100 millions XPF (-8%).

2.5. Les centimes additionnels à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières

Créés depuis le 1er février 2015, ils sont fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 20 centimes, soit le maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie.
Pour 2023, leur rendement est prévu à **750 millions XPF**, en hausse de 100 million XPF (+15%).

2.6. Les centimes additionnels à la contribution foncière

Créés en 1990, leur taux a été fixé par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 10 centimes. Depuis 2010, cette quote-part a été relevée à son maximum passant ainsi de 10 à 30 centimes.
Les recettes 2023 sont estimées à **500 millions XPF**, identiques à 2022.

2.7. Les centimes additionnels aux licences et débit de boissons

Créés en 1990, leur taux a été fixé par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 50 centimes soit le montant maximum autorisé par le congrès.
Les recettes 2023 sont estimées à **60 millions XPF,** en hausse de 10 millions XPF (+20%).

2.8. La taxe sur les activités liées au Pari Mutuel Urbain (PMU)

Instauré en 2013 par la loi de pays n° 2013-3 du 4 juin 2013, leur taux a été fixé par délibération du Congrès n°278 du 13 juin 2013 à 20% du produit brut des jeux issus de l'activité du Pari mutuel urbain (PMU) en Nouvelle-Calédonie.
Les recettes 2023 sont estimées à **20 millions XPF**, en baisse de 5 millions XPF (-20%).

C. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

Les dotations spécifiques versées par la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à **2,381 milliards XPF** répartis sur les programmes suivants :

PROGRAMME - OPERATION	BP 2023	BP 2022	var %
AIDE AUX PERSONNES AGEES	**840 000 000**	840 000 000	0%
PLACEMENTS SOCIAUX - MEDICO-SOCIAL	**680 000 000**	680 000 000	0%
DELEGATION EN MATIERE SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE	**55 000 000**	49 000 000	12%
DELEGATION PETITE ENFANCE	**25 000 000**	25 000 000	0%
RAPPEL A LA RESPONSABILITE PARENTALE	**6 000 000**	12 000 000	-50%
. MEDICO-SOCIAL	**1 606 000 000**	**1 606 000 000**	**0%**
PLACEMENT FORMATION DEMANDEURS D'EMPLOI	**427 500 000**	427 500 000	0%
. EMPLOI	**427 500 000**	**427 500 000**	**0%**
SANTE SCOLAIRE	**150 000 000**	150 000 000	0%
DEPISTAGE	**59 000 000**	59 000 000	0%
. SANTE PUBLIQUE	**209 000 000**	**209 000 000**	**0%**
PROG NC-ENTRETIEN DES ROUTES TERRITORIALES	**114 000 000**	114 000 000	0%
. RESEAU ROUTIER	**114 000 000**	**114 000 000**	**0%**
CONTROLE DES CVL	**17 000 000**	17 000 000	0%
. JEUNESSE	**17 000 000**	**17 000 000**	**0%**
MASSE SALARIALE	**7 308 408**	2 600 000	181%
. ADMINISTRATION	**7 308 408**	**2 600 000**	**181%**
GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU	**0**	4 000 000	-100%
. AMENAGEMENT RURAL	**0**	**4 000 000**	**-100%**
GESTION DES DECHETS	**0**	49 000 000	-100%
. ENVIRONNEMENT	**0**	**49 000 000**	**-100%**
TOTAL	**2 380 808 408**	**2 429 100 000**	**-2%**

3.1. Le secteur médico-social

Les recettes de ce programme s'élèvent à **1,606 milliard XPF** comprenant :

- 840 millions XPF au titre de la participation partielle de la Nouvelle-Calédonie au dispositif de minimum vieillesse pour les personnes âgées, contre 1,3 milliard XPF de dépenses
- 680 millions XPF pour le remboursement des frais de placements des mineurs sous protection judiciaire dans les foyers et les familles d'accueil
- 55 millions XPF au titre de la délégation de compétence de l'action sociale et médico-sociale
- 25 millions XPF pour la délégation relative à la petite enfance
- 6 millions XPF pour le rappel à la responsabilité parentale

3.2. L'emploi

427,5 millions XPF au titre de la participation partielle de la Nouvelle-Calédonie au programme de placement des demandeurs d'emplois.

3.3. La santé publique

209 millions XPF comprenant :

- 150 millions XPF pour la santé scolaire,
- 59 millions XPF pour des actions de dépistage et de suivi du VIH et de la tuberculose.

3.4. Le réseau routier

114 millions XPF pour l'entretien de la voirie territoriale, délégué à la province par la Nouvelle-Calédonie.

3.5. La jeunesse

17 millions XPF versés par la Nouvelle-Calédonie pour le contrôle des Centres de Vacances et de Loisirs (CVL) délégué à la province Sud par convention depuis 2007.

3.6. L'administration

7,3 millions XPF versés par la Nouvelle-Calédonie au titre de sa participation à la gestion du fonds de soutien à la production audiovisuelle.

D. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES

Les recouvrements et participations diverses s'élèvent à **606,3 millions XPF** répartis sur les programmes suivants :

PROGRAMME - OPERATION	BP 2023	BP 2022	var %
CAFAT - LIQUIDATIONS DEPENSES DE SANTE	430 000 000	215 000 000	100%
. AIDE MEDICALE	**430 000 000**	**215 000 000**	**100%**
DESSERTE MARITIME ILE DES PINS	125 000 000	10 000 000	1150%
. INFRA & TRSPRT - MARITIME	**125 000 000**	**10 000 000**	**1150%**
COMPLEMENT BOURSE PENSION	6 070 000	3 500 000	73%
COMPLEMENT BOURSES - DEMI-PENSION	5 470 000	5 500 000	-1%
. ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	**11 540 000**	**9 000 000**	**28%**
OPERATIONS NON VENTILEES - MEDICO SOCIAL	7 000 000	0	.
ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET ACT° SANITAIRES	2 640 000	1 440 000	83%
. MEDICO-SOCIAL	**9 640 000**	**1 440 000**	**569%**
SUBVENTIONS HCD	5 000 000	12 865 000	-61%
GESTION DES DECHETS	4 450 000	5 250 000	-15%
CONSERVATION ET GESTION DE LA BIODIVERSITE	0	7 500 000	-100%
. ENVIRONNEMENT	**9 450 000**	**25 615 000**	**-63%**
INDEMNITES ELUS	7 944 696	0	.
. INSTITUTIONS	**7 944 696**	**0**	**.**
CAFAT CMS	6 000 000	6 000 000	0%
. SANTE PUBLIQUE	**6 000 000**	**6 000 000**	**0%**
CHANTIERS DE JEUNES	5 000 000	5 000 000	0%
. INSERTION	**5 000 000**	**5 000 000**	**0%**
DOMAINE PUBLIC MARITIME	900 000	600 000	50%
. ADMINISTRATION	**900 000**	**600 000**	**50%**
EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE	870 000	870 000	0%
. CULTURE	**870 000**	**870 000**	**0%**
	606 344 696	**273 525 000**	**122%**

5.1 L'aide médicale

Les recettes s'élèvent à **430 millions XPF** de remboursements opérés par la CAFAT et les mutuelles au titre du tiers-payant assuré par la province Sud dans le cadre de l'aide médicale.

5.2 Les infrastructures et le transport maritime

125 millions XPF au titre de l'exploitation de la desserte maritime de l'Ile des Pins.

5.3 Les autres postes de recettes

51,3 millions XPF dont les principaux crédits sont répartis sur les opérations suivantes :

- les allocations d'enseignement — 11,5 millions XPF
  pour la facturation des compléments de bourses versés pour les élèves internes et demi-pensionnaires prenant leur repas dans les internats provinciaux

- le médico-social — 9,6 millions XPF
  dont 7 millions XPF pour les allocations et prestations familiales des enfants placés et 2,6 millions XPF pour les stages de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences sexistes et au sein du couple

- l'environnement — 9,4 millions XPF
  la participation de l'ADEME à divers projets qui seront validés en cours d'année par les comités de gestion

- les indemnités des élus — 7,9 millions XPF
  En application des dispositions légales concernant la présidente de l'assemblée de la province Sud, nommée secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée de la citoyenneté, la part des indemnités issue du cumul entre l'indemnité gouvernementale et les autres indemnités de mandats électifs étant plafonnées. Le montant au-dessus du plafond légal de 2 811,62 Euros (c/v 338 163 XPF), est reversée au budget de la province Sud en produit non affecté (compte 6539 du chapitre 930), soit un montant estimé pour 2023 de 7,9 millions XPF.

- la santé publique 6,0 millions XPF
  au titre du fonds de prévention du cancer du col de l'utérus

- l'insertion 5,0 millions XPF
  pour la participation de la Société Le Nickel aux chantiers de jeunes

E. LES RECETTES DES SERVICES

532,8 millions XPF de recettes des services sont proposées, répartis sur les programmes suivants :

PROGRAMME - OPERATION	BP 2023	BP 2022	var %
DOMAINE PUBLIC MARITIME	**125 000 000**	125 000 000	0%
TERRAINS PROVINCIAUX	**90 560 000**	90 560 000	0%
IMMEUBLES - ADMINISTRATION	**8 800 000**	128 800 000	-93%
KO WE KARA	**5 500 000**	5 500 000	0%
LOGEMENTS	**5 000 000**	5 000 000	0%
PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES	**4 000 000**	3 000 000	33%
. ADMINISTRATION	**238 860 000**	**357 860 000**	**-33%**
GESTION GENERALE	**77 600 000**	65 000 000	19%
. INTERNATS	**77 600 000**	**65 000 000**	**19%**
PARC ZOOLOGIQUE & FORESTIER	**25 000 000**	25 000 000	0%
PARC PROVINCIAL DE LA RIVIERE BLEUE	**17 000 000**	17 000 000	0%
AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	**6 000 000**	6 000 000	0%
AMENAGEMENT ET GESTION SITES TERRESTRES	**5 000 000**	5 000 000	0%
PARC PROVINCIAL DES GRANDES FOUGERES	**4 200 000**	4 200 000	0%
ENQUETES ICPE	**1 000 000**	1 100 000	-9%
. ENVIRONNEMENT	**58 200 000**	**58 300 000**	**0%**
STOCKAGE DES DECHETS INERTES 2017-2022	**40 000 000**	40 000 000	0%
. URBANISME	**40 000 000**	**40 000 000**	**0%**
SOINS CMS	**35 000 000**	40 000 000	-13%
. SANTE PUBLIQUE	**35 000 000**	**40 000 000**	**-13%**
CENTRE DES ACTIVITES NAUTIQUES	**25 000 000**	28 000 000	-11%
STADE DU PLGC	**900 000**	1 000 000	-10%
. SPORTS	**25 900 000**	**29 000 000**	**-11%**
BOURSES - IP DEMI-PENSION	**15 381 500**	14 881 500	3%
BOURSES - IP PENSION	**10 111 500**	10 012 500	1%
. ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	**25 493 000**	**24 894 000**	**2%**
CENTRE D'ACCUEIL DE POE	**24 000 000**	20 000 000	20%
. JEUNESSE	**24 000 000**	**20 000 000**	**20%**
IDP-AERODROME DE MOUE	**6 500 000**	14 500 000	-55%
AERODROME DE OUATOM	**650 000**	650 000	0%
BRL-AERODROME DE POE	**320 000**	200 000	60%
HELISTATIONS	**250 000**	250 000	0%
. INFRA & TRSPRT - AERIEN	**7 720 000**	**15 600 000**	**-51%**
TOTAL	**532 773 000**	**650 654 000**	**-18%**

4.1 L'administration

238,9 millions XPF qui concernent principalement :

- les redevances d'occupation du domaine public maritime 125,0 millions XPF
  dont 40 millions XPF pour l'occupation du domaine maritime par Prony Resources
- les locations de terrains 90,6 millions XPF
  dont 65 millions XPF au titre de baux sur lots industriels et 22 millions XPF
  au titre des stations-services situés sur les voies express
- les locations d'immeubles provinciaux 8,8 millions XPF

4.2 Les internats

77,6 millions XPF pour la fourniture de repas comprenant :

- la fourniture de repas aux cantines municipales 41,0 millions XPF
- les participations des parents et des autres provinces aux frais de pensions 36,6 millions XPF
  et demi-pensions des élèves non boursiers accueillis dans les internats
  provinciaux de Bourail, La Foa et Dumbéa-sur-mer

4.3 L'environnement

58,2 millions XPF comprenant essentiellement :

- les droits d'entrée, la vente de produits et les locations du parc zoologique et forestier « Michel Corbasson » à Nouméa 25,0 millions XPF
- les droits d'entrée du parc provincial de la Rivière Bleue à Yaté 17,0 millions XPF
- la vente d'eau brute au Sheraton de Déva à Bourail 6,0 millions XPF
- les droits d'entrée des aires aménagées du grand sud à Yaté 5,0 millions XPF
- les droits d'entrée du parc provincial des Grandes Fougères à Farino, Sarraméa et Moindou 4,2 millions XPF

4.4 Les autres postes de recettes

158,1 millions XPF répartis sur les programmes et opérations suivantes :

- l'urbanisme 40,0 millions XPF
  pour les redevances de dépôts de déchets inertes

- la santé publique 35,0 millions XPF
  pour la facturation des soins médicaux dispensés dans les centres médicaux

- les sports 25,9 millions XPF
  dont 25 millions XPF de recettes du Centre des Activités Nautiques (CAN) à Nouméa

- les allocations d'enseignement 25,5 millions XPF
  pour la facturation des prestations de pensions et demi-pensions dans les internats de Bourail, La Foa et Dumbéa-sur-mer pour les élèves boursiers de la province Sud

- la jeunesse 24,0 millions XPF
  pour les recettes du centre d'accueil de Poé à Bourail

- les infrastructures aériennes 7,7 millions XPF
  dont 6,5 millions XPF de location et le remboursement des frais d'entretien des locaux de l'aérodrome de l'Ile des Pins

F. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES

Les participations sur opérations contractualisées concernent les participations de l'Etat au titre du projet de contrat de développement Etat/province Sud 2017-2022.

OPERATION	BP 2023	BP 2022	var %
CHANTIERS DE JEUNES	**138 754 050**	153 754 050	-10%
ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE	**49 500 000**	71 995 950	-31%
INTERNATS D'EXCELLENCE	**17 250 000**	15 000 000	15%
LUTTE EXCLUSION TRIBU DE ST LOUIS	**15 000 000**	15 000 000	0%
TOTAL	**220 504 050**	**255 750 000**	**-14%**

Les participations attendues de l'Etat, pour **220,5 millions XPF** concernent les opérations suivantes :

- l'insertion avec les chantiers de jeunes et la lutte contre l'exclusion à la tribu de Saint-Louis au Mont-Dore 153,7 millions XPF
- la vie scolaire avec les actions d'accompagnement scolaire 49,5 millions XPF
- le fonctionnement des internats d'excellence 17,2 millions XPF

G. LES RECETTES DES COMMUNES

117,2 millions XPF de participations des communes pour les opérations suivantes :

- l'opération de développement de l'internet à l'école (ODI) 114,8 millions XPF
- la participation du centre communal d'action sociale du Mont-Dore aux frais de vacations de psychologues sur la commune 2,5 millions XPF

H. LES MOUVEMENTS FINANCIERS

69 millions XPF de recettes en provenance de la Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle (STCPI) au titre des intérêts fixes et plafonnés issus du prêt participatif.

I. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE L'ETAT

5,5 millions XPF de participations spécifiques dont 3 millions XPF pour l'organisation du « Noumea Women's Forum » et 2,5 millions XPF pour les stages de citoyenneté.

CHAPITRE 2 – LES DEPENSES REELLES

Les dépenses du budget primitif 2023 en mouvements réels s'élèvent à **55,266 milliards XPF**, en hausse de 2,538 milliards XPF par rapport au budget primitif 2022 (+5%).

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des emplois par critères et section :

CRITERE	BP 2023		Total BP 2023	BP 2022		Total BP 2022	var %		Total var %
	INV	FONC		INV	FONC		INV	FONC	
INV PROVINCIAUX - HCD	6 225 390 178	0	**6 225 390 178**	6 080 781 378	0	**6 080 781 378**	2%	.	2%
INV POUR TIERS - HCD	283 000 000	0	**283 000 000**	116 000 000	0	**116 000 000**	144%	.	144%
INV - OPC	2 775 249 538	0	**2 775 249 538**	3 188 188 084	0	**3 188 188 084**	-13%	.	-13%
PERSONNEL ET ELUS	0	21 705 802 500	**21 705 802 500**	0	21 269 004 974	**21 269 004 974**	.	2%	2%
FONC DES SCES	0	1 419 009 518	**1 419 009 518**	0	1 316 741 610	**1 316 741 610**	.	8%	8%
INTERVENTIONS - HCD	0	13 137 115 221	**13 137 115 221**	0	11 721 470 034	**11 721 470 034**	.	12%	12%
SUBVENTIONS - HCD	2 686 385 447	2 446 350 848	**5 132 736 295**	2 155 402 226	2 390 998 260	**4 546 400 486**	25%	2%	13%
INTERVENTIONS - OPC	0	433 885 163	**433 885 163**	0	623 288 962	**623 288 962**	.	-30%	-30%
MVTS FINANCIERS	186 350 000	631 311 904	**817 661 904**	231 200 000	565 036 160	**796 236 160**	-19%	12%	3%
EMPRUNTS	2 723 000 000	613 600 000	**3 336 600 000**	2 601 000 000	469 200 000	**3 070 200 000**	5%	31%	9%
TOTAL	**14 879 375 163**	**40 387 075 154**	**55 266 450 317**	**14 372 571 688**	**38 355 740 000**	**52 728 311 688**	**4%**	**5%**	**5%**

Entre 2022 et 2023, on constate que :

→ les investissements directs progressent pour atteindre 12,156 milliards XPF (+3%),

→ les dépenses de gestion augmentent de 1,886 milliard XPF (+5%) comprenant :

- les rémunérations et charges afférentes, en hausse de 437 millions XPF (+2%),
- le fonctionnement des services, en hausse de 102 millions XPF (+7,8%)
- les interventions et subventions de fonctionnement, en augmentation de 1,281 milliard XPF (+9%),
- les mouvements financiers, en augmentation de + 66,3 millions XPF,

→ le remboursement de la dette s'élève à 3,336 milliards XPF, en hausse de 266 millions XPF.

En mouvements réels, la structure des dépenses 2023 se présente comme suit par grands postes :

CRITERE	BP 2023		Total BP 2023	BP 2022		Total BP 2022	var %		Total var %
	INV	FONC		INV	FONC		INV	FONC	
INVESTISSEMENTS DIRECTS	12 156 375 163		**12 156 375 163**	11 771 571 688		**11 771 571 688**	3%		3%
DEPENSES DE GESTION		39 773 475 154	**39 773 475 154**		37 886 540 000	**37 886 540 000**		5%	5%
Rémunérations et charges		21 705 802 500	21 705 802 500		21 269 004 974	21 269 004 974		2%	2%
Fonctionnement des services		1 419 009 518	1 419 009 518		1 316 741 610	1 316 741 610		8%	8%
Interventions et subventions		16 017 351 232	16 017 351 232		14 735 757 256	14 735 757 256		9%	9%
Mouvements financiers		631 311 904	631 311 904		565 036 160	565 036 160	.	12%	12%
ANNUITE DE L'EMPRUNT	2 723 000 000	613 600 000	**3 336 600 000**	2 601 000 000	469 200 000	**3 070 200 000**	5%	31%	9%
TOTAL	**14 879 375 163**	**40 387 075 154**	**55 266 450 317**	**14 372 571 688**	**38 355 740 000**	**52 728 311 688**	**4%**	**5%**	**5%**

SECTION 1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs comprennent l'ensemble des dépenses d'investissement à l'exception du remboursement en capital des emprunts. Ils traduisent les priorités fixées par l'exécutif.
Pour 2023, ils s'élèvent à **12,156 milliards XPF** avec la répartition suivante par programme :

	PROGRAMME	BP 2023	BP 2022
21	RESEAU ROUTIER	**2 540 000 000**	3 472 000 000
22	INFRA & TRSPRT - AERIEN	**192 500 000**	182 220 000
24	INFRA & TRSPRT - MARITIME	**23 844 000**	40 743 894
FONCTION 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		**2 756 344 000**	**3 694 963 894**
07	COLLEGES PUBLICS	**2 009 437 434**	1 128 600 000
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	**100 900 000**	100 000 000
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	**75 000 000**	107 874 500
11	INTERNATS	**47 654 000**	145 000 000
01	ADMINISTRATION	**27 400 000**	17 600 000
FONCTION 2-ENSEIGNEMENT		**2 260 391 434**	**1 499 074 500**
01	ADMINISTRATION	**1 608 640 000**	1 360 650 000
02	INSTITUTIONS	**1 500 000**	600 000
FONCTION 0-ADMINISTRATION GENERALE		**1 610 140 000**	**1 361 250 000**
25	ENVIRONNEMENT	**665 780 325**	535 512 000
27	ZIZA-ZAC	**615 000 000**	600 000 000
41	DEVELOPPEMENT FORESTIER	**155 000 000**	155 000 000
26	URBANISME	**109 000 000**	185 700 000
29	AMENAGEMENT RURAL	**10 000 000**	26 500 000
23	COURS D'EAU	**0**	2 000 000
FONCTION 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT		**1 554 780 325**	**1 504 712 000**
45	EQUIPEMENT COMMUNAL	**1 479 082 691**	1 294 701 986
FONCTION 10-CONTRIBUTION AUX PROGRAMMES COMMUNAUX		**1 479 082 691**	**1 294 701 986**
18	HABITAT SOCIAL	**841 635 136**	1 089 789 308
20	SANTE PUBLIQUE	**191 706 780**	176 800 000
01	ADMINISTRATION	**39 010 000**	7 810 000
19	MEDICO-SOCIAL	**15 015 000**	50 800 000
FONCTION 4-SANTE-SOCIAL		**1 087 366 916**	**1 325 199 308**
34	SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	**604 369 797**	645 000 000
40	STATIONS PROVINCIALES	**39 700 000**	21 900 000
38	TOURISME	**25 000 000**	38 000 000
39	EXPANSION GENERALE	**10 000 000**	13 000 000
01	ADMINISTRATION	**4 800 000**	1 650 000
31	EMPLOI	**2 000 000**	2 000 000
33	INSERTION	**1 300 000**	1 000 000
37	AGRICULTURE	**500 000**	11 850 000
FONCTION 6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE		**687 669 797**	**734 400 000**
15	SPORTS	**152 370 000**	66 700 000
13	PATRIMOINE	**106 150 000**	109 950 000
14	CULTURE	**81 000 000**	78 000 000
16	JEUNESSE	**43 980 000**	47 620 000
01	ADMINISTRATION	**100 000**	0
FONCTION 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS		**383 600 000**	**302 270 000**
46	TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	**337 000 000**	55 000 000
FONCTION 11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE		**337 000 000**	**55 000 000**
TOTAL		**12 156 375 163**	**11 771 571 688**

La répartition des propositions des crédits par type de financement se présente comme suit (en millions XPF) :

Financement	HCD	CD	CI	CDT50	CA	CPEC	CCA	CAT50	CCT50
HCD	9 285,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OPC	0,0	1 355,7	574,3	378,2	266,0	130,5	95,7	48,2	22,4
TOTAL	**9 285,4**	**1 355,7**	**574,3**	**378,2**	**266,0**	**130,5**	**95,7**	**48,2**	**22,4**

HCD : opérations hors contrat
OPC : opérations sous contrats 2015-2017 et 2017-2022 comprenant le CD : le contrat de développement, le CD T5.0 : le Contrat de Développement Trajectoire 5.0, le CA : le Contrat d'Agglomération, le CI : le contrat inter-collectivité, la CCA : Convention-Cadre ADEME, le CPEC : Contrat Province Sud-Etat-Communes de l'intérieur, le CA T5.0 : le Contrat d'Agglomération Trajectoire 5.0 et le CC T5.0 : Contrat Province Sud-Etat-Communes de l'intérieur Trajectoire 5.0

A. FONCTION 8 - LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Les dépenses de ce secteur s'établissent à **2,756 milliards XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

Programme 21 - Réseau routier

2,540 milliards XPF dont 841 millions XPF financés sur les CD et CI 2017-2022 répartis comme suit par opérations :

Libellé de l'opération	HCD	CD	CI	TOTAL
AMENAGEMENT DES ROUTES	304 000 000	301 000 000	219 000 000	**824 000 000**
DOUBLEMENT VOIES & SECU ECHANGEUR PAITA NORD	700 000 000	0	0	**700 000 000**
RENFORCEMENT RP RESEAU SUD	300 000 000	0	0	**300 000 000**
RECONSTRUCTIONS OUVRAGES D'ART	0	251 000 000	0	**251 000 000**
RENFORCEMENT RP RESEAU NORD	170 000 000	0	0	**170 000 000**
SECURISATION DES TALUS	94 000 000	0	0	**94 000 000**
SECURISATION	75 000 000	0	0	**75 000 000**
AMELIORATION DE LA DESSERTE DU SUD EST	0	0	70 000 000	**70 000 000**
ETUDES SUR RESEAU ROUTIER	40 000 000	0	0	**40 000 000**
REPARATIONS ET CONFORMITE OUVRAGES D'ART	14 000 000	0	0	**14 000 000**
MATERIEL D'ENTRETIEN DE VOIRIE	2 000 000	0	0	**2 000 000**
TOTAL	**1 699 000 000**	**552 000 000**	**289 000 000**	**2 540 000 000**

→ **L'aménagement de routes**
824 millions XPF de crédit comprenant :

- l'aménagement de la rue Georges Lèques à Nouméa pour le tronçon entre le giratoire du collège de Normandie à Nouméa et le giratoire de la ZIZA 2, 325 millions XPF
- l'aménagement de la rue Gervolino sur la RP14-Route de Magenta à Nouméa pour le renforcement de la chaussée, la création de trottoirs pour les piétons et les cyclistes et la mise en place d'éclairages et de dispositifs de retenue 280 millions XPF
- l'amélioration de la liaison Thio-Canala par l'aménagement et la sécurisation de la route de Petchekara, à Thio sur le CI 2017-2022 219 millions XPF

→ **Le doublement des voies et la sécurisation de l'échangeur de Païta nord**
700 millions XPF pour le prolongement de la VE2 sur la RT1 avec doublement des voies.
L'ouvrage de franchissement existant sera démoli et un nouvel ouvrage sera réalisé pour permettre le doublement des voies en passage supérieur et la création de cheminements piétons en partie inférieure. Les bretelles de l'échangeur seront mises en conformité et deux giratoires seront créés.

→ **Le renforcement des routes provinciales du réseau Sud**
300 millions XPF pour le renforcement des routes sur les tronçons suivants :

- la RP1-Route du Sud au Mont-Dore entre la Thy et Thabord 150 millions XPF
- la RP2-Route de la corniche au Mont-Dore au niveau du parcours du cœur 130 millions XPF
- la RP3-Route de Yaté, le tronçon du col de Mouirange au col des deux tétons 20 millions XPF

→ **La reconstruction d'ouvrages d'arts**
251 millions XPF de crédit pour l'achèvement des travaux de reconstruction du pont de Thio, financés sur le CD 2017-2022.

→ **Le renforcement des routes provinciales du réseau Nord**
170 millions XPF pour le renforcement des routes sur les tronçons suivants :

- la RP4-Route de Thio 145 millions XPF
- la RP5-Route du col d'Amieu 25 millions XPF

→ **La sécurisation des talus**

94 millions XPF de travaux de confortement des talus sur les voiries suivantes :

- 64 millions XPF pour le secteur Nord avec les routes suivantes :
  - → la RP4-Route de Thio 40 millions XPF
    financés à 50% par l'Etat au titre du Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI)
  - → la RP5-Route du col d'Amieu à Sarraméa 24 millions XPF
- 30 millions XPF pour la RP7-Route de la baie des dames à Nouméa

→ **La sécurisation routière**

75 millions XPF de travaux d'éclairage, de signalisation directionnelle, de traitement des obstacles latéraux et de sécurisation des cheminements piétonniers comprenant :

- 50 millions XPF pour la réalisation d'un cheminement piétons sur la RP1-Route du Sud au Mont-Dore au niveau de la Conception
- 10 millions XPF pour l'éclairage de la route du golf de Tina à Nouméa
- 6 millions XPF pour la mise en conformité des dispositifs de retenue
- 5 millions XPF pour la signalisation directionnelle sur les routes provinciales
- 4 millions XPF pour la sécurisation du carrefour RP16-Route de Farino et la VU1 sur la commune de Farino

→ **L'amélioration de la desserte du Sud Est au Mont-Dore**

70 millions XPF de crédits sur CI 2017-2022 pour l'amélioration de la circulation routière entre les zones urbaines et surburbaines du Mont Dore, entre Boulari et la Coulée sur la RP1-Route du Sud, avec la réalisation d'un cheminement piéton entre le pont de la Coulée et le giratoire Caillard.

→ **Les autres opérations**

56 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- les études préalables à la réalisation de travaux ainsi qu'un état des lieux des équipements routiers et des chaussées 40 millions XPF
- la réparations et la mise en conformité des ouvrages d'art 14 millions XPF
- l'acquisition de divers matériels pour l'entretien de la voirie 2 millions XPF

Programme 22 – Infrastructure & transport aérien

192,5 millions XPF de crédits pour les infrastructures aériennes répartis sur les opérations suivantes :

→ **L'aérodrome de Moue à l'Ile des Pins**

142,5 millions XPF de crédits comprenant :

- les études et travaux d'agrandissement de l'aérogare 110,0 millions XPF
- divers travaux et aménagements 20,5 millions XPF
- l'acquisition de matériels techniques 12,0 millions XPF

→ **L'aérodrome de Poé à Bourail**

50 millions XPF pour la réalisation d'une clôture aux normes de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) afin de répondre notamment aux mesures de sûreté en vigueur sur cette plateforme secondaire en sécurisant la zone côté piste (ZCP) et prévenir le risque animalier.

Programme 24 - Infrastructure & transport maritime

23,8 millions XPF de crédits pour les infrastructures maritimes comprenant :

- les études et travaux pour la réhabilitation des wharfs en province Sud 18,5 millions XPF
- la participation à l'amélioration des infrastructures d'accueil des croisiéristes sur le CDI 2017-2022 5,3 millions XPF

B. FONCTION 2 - L'ENSEIGNEMENT

Les dépenses de ce secteur s'établissent à **2,260 milliards XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

Programme 07 - Collèges publics

Le programme de construction, de rénovation et d'équipements des collèges s'élève à **2,009 milliards XPF** pour l'exercice 2023 représentant un effort inédit décomposé comme suit :

→ **Le matériel et l'équipement numériques**
371,3 millions XPF de crédits comprenant :

- la mise en place de cartables numériques 232,3 millions XPF
  dans toutes les classes de 5ème des collèges publics.
  Cet outil permettra à chaque collégien d'avoir accès, de manière sécurisé pour la durée de son cursus scolaire, à un espace numérique de travail (ENT) incluant les manuels scolaires, diverses applications et réseaux sécurisés.
  Cette opération est financée partiellement par l'Etat au titre de l'avenant au CD trajectoire 5.0.

- l'opération « collèges numériques » 139 millions XPF
  dont 120 millions XPF pour le matériel (ordinateurs, imprimantes, vidéoprojecteurs équipements mobiles..) et 19 millions XPF pour les licences spéciales éducation.
  Ces crédits permettront de renouveler le matériel fixe et portable en place depuis cinq ans et de poursuivre l'équipement en matériel mobile des établissements qui en justifieront le besoin.

→ **L'extension du collège Louise Michel à Païta**
365 millions XPF pour porter la capacité de l'établissement à 600 élèves pour la rentrée 2024. Les travaux comprennent l'extension du bâtiment de restauration, la construction d'un 3ème logement de fonction, la création d'un plus grand parking pour le public, la rénovation du parking du personnel et des terrains de sport.

→ **Le gros entretien, la rénovation et l'équipement des collèges**
270 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- les travaux de rénovation et d'aménagement des collèges 200 millions XPF
  comprenant notamment :
  - → 110 millions XPF pour le ravalement de façade des collèges de Boulari au Mont-Dore et Francis Carco à Dumbéa
  - → 30 millions XPF pour la reprise des charpentes et des couvertures des collèges de Bourail et Francis Carco à Dumbéa

- les travaux de sécurité et d'hygiène dans divers collèges 40 millions XPF
- la réfection des logements de fonction 15 millions XPF
- le renouvellement des équipements 10 millions XPF
- les études préalables à la programmation des travaux 5 millions XPF

→ **La sécurisation des collèges**
260,8 millions XPF de crédits, financés sur le CD 2017-2022 pour la poursuite de la mise en place des dispositifs de sûreté afin de réduire significativement le risque d'intrusion et les éventuelles dégradations.
Cette opération inclut, d'une part, les protections passives des établissements, avec le remplacement des clôtures d'enceinte, et d'autre part, les protections actives par le recours à des outils technologiques tels que les caméras de vidéo-protection, les détecteurs d'intrusion et d'éclairage sur détection. Par ailleurs, ces dispositifs seront complétés par un éclairage extérieur permanent pour faciliter les interventions éventuelles des services de sécurité publique.

Les travaux concernent les collèges de Kaméré, Rivière Salée, Normandie, Magenta situés à Nouméa, Apogoti et Dumbéa-sur-Mer situés à Dumbéa, Boulari et Plum situés au Mont-Dore, « Louise Michel » et « Gabriel Paita » situés à Païta et « La Colline » situé à Thio.

→ **Le collège Francis Carco à Dumbéa**
185 millions XPF de crédits dont 170 millions XPF pour le réaménagement de huit salles de sciences et 15 millions XPF d'études pour évaluer l'ensemble des travaux de rénovation à réaliser.

→ **Le collège de Boulari au Mont-Dore**
143,2 millions XPF de crédits dont 140 millions XPF pour la rénovation des désordres extérieurs constatés sur la voirie et les réseaux divers, l'étanchéité, la maçonnerie, le traitement de l'acoustique et de la poussière ainsi que le remplacement des éclairages.

→ **La dotation d'équipement aux collèges publics**
135 millions XPF de crédits de subventions répartis entre les 21 collèges pour couvrir les besoins d'équipements (mobilier, manuels scolaires…) et les menus travaux et réparations.

→ **Les économies d'énergie dans les collèges**
116 millions XPF de crédits répartis comme suit :
- la réhabilitation du système de production d'eau chaude pour les collèges des Portes de fer, Tuband, Baudoux, Marrioti, Magenta, Rivière Salée, Kaméré et Normandie à Nouméa, Auteuil, Koutio, Apogoti et Katiramona à Dumbéa, Boulari au Mont-Dore et Paita Nord — 88 millions XPF
- l'optimisation et le renouvellement de l'éclairage pour les collège de Normandie à Nouméa et Boulari au Mont-Dore — 13 millions XPF
- la poursuite de l'installation de panneaux photovoltaïques pour les collèges de Kaméré et Mariotti à Nouméa et de Yaté — 10 millions XPF
- les audits pour l'optimisation énergétique — 5 millions XPF

→ **Le plan « collèges nouvelle génération »**
55 millions XPF pour permettre la mise en œuvre du dispositif adopté par délibération n°4-2022/APS du 17 février dernier comprenant :
- les subventions à verser au titre des appels à projet qui auront été validés par le comité de sélection et de suivi — 50 millions XPF
- les travaux à réaliser directement par la province dans les établissements — 5 millions XPF

→ **Les autres opérations**
108 millions XPF répartis sur les principales opérations suivantes :
- les travaux de rénovation du collège « Louis-Léopold Dijet » à Bourail — 40,0 millions XPF
- le traitement contre la corrosion des éléments métalliques du collège « Edmée Varin » à Dumbéa — 39,2 millions XPF
- la poursuite des travaux de mise à niveau du câblage dans les collèges — 20,0 millions XPF
- la rénovation des voies et réseaux du collège de Kaméré à Nouméa — 8,9 millions XPF

Programme 12 – Vie scolaire et éducative

100,9 millions XPF de crédits principalement pour les équipements numériques des écoles, dans le cadre de l'opération ODI qui comprend :
- l'extension du parc de tableaux blancs interactifs afin d'équiper l'ensemble des classes — 45 millions XPF
- l'amélioration des conditions de charge, de stockage et de sécurisation des ordinateurs portables dans les écoles — 30 millions XPF
- le renouvellement des équipements obsolètes — 20 millions XPF
- les travaux de câblage — 5 millions XPF

Programme 09 - Enseignement privé

75 millions XPF de crédits pour la participation aux travaux de mise aux normes et de rénovation des établissements de la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique (DDEC) et de l'Alliance Scolaire de l'Eglise Evangélique (ASEE), financée principalement sur le CD 2017-2022.

Programme 11 - Internats

47,6 millions XPF de crédits sont proposés et répartis sur les opérations suivantes :

→ **L'internat de Bourail**
27,7 millions XPF de crédits dont notamment :
- la réhabilitation de la production d'eau chaude 17,7 millions XPF
- divers travaux d'aménagement 9,0 millions XPF

→ **L'internat de La Foa**
12,8 millions XPF de crédits comprenant notamment :
- le renouvellement des équipements 6,0 millions XPF
- les études pour le réaménagement du réfectoire 2,8 millions XPF
- divers travaux d'aménagement 2,0 millions XPF
- les travaux de sécurité et d'hygiène 2,0 millions XPF

→ **L'internat de la réussite Henriette Pentecost à Dumbéa**
7,1 millions XPF de crédits dont notamment :
- divers travaux d'aménagement complémentaires 4,3 millions XPF
- l'acquisition de matériels 2,0 millions XPF
- les travaux de sécurité et d'hygiène 0,7 million XPF

Programme 01 – Administration

27,4 millions XPF pour divers travaux et matériels, dont 26,5 millions XPF pour des travaux d'aménagement des locaux de la Direction de l'Education et de la Réussite (DERES) permettant d'y améliorer l'accueil.

C. FONCTION 0 - L'EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION

Les dépenses de ce secteur s'établissent à **1,610 milliard XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

Programme 01 - Administration

1,609 milliard XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Le pôle technique à Nouméa**
561 millions XPF de crédits comprenant :
- la poursuite de la construction de locaux à la vallée du Tir à Nouméa permettant de regrouper sur un même site les agents de la Direction de l'Aménagement, de l'Equipement et des Moyens (DAEM) 422 millions XPF
- la construction d'une antenne sur le site de l'ancien péage de Koutio à Dumbéa pour accueillir le service des études, la réforme de la DAEM ainsi qu'un site relai à la disposition des agents 89 millions XPF
- l'acquisition de matériels et mobiliers pour équiper ces sites 50 millions XPF

→ **L'équipement informatique**

286,2 millions XPF répartis comme suit :

- l'acquisition de micro-ordinateurs, de licences bureautiques et de matériels périphériques 106,1 millions XPF
  comprenant notamment :
  - → 50 millions XPF pour les postes informatiques,
  - → 36 millions XPF pour les logiciels,
  - → 16 millions XPF pour le matériel périphérique,
- le matériel et les logiciels nécessaires au fonctionnement et à la surveillance des systèmes et réseaux 65,6 millions XPF
- les applications métiers utilisées par les directions pour des travaux de gestion de projet et des développements internes, 42,0 millions XPF
- les applications de gestion des ressources humaines 15,0 millions XPF
- les applications de gestion des aides et des subventions de la collectivité 12,0 millions XPF
- l'infocentre pour la mise en œuvre des outils informatiques décisionnels 10,5 millions XPF
- les applications de gestion du patrimoine 10,0 millions XPF
- les applications de communication 8,0 millions XPF
- le système d'information géographique de la collectivité 7,0 millions XPF
- l'application de gestion financière 5,0 millions XPF
- les applications de gestion médicale dans les centres médicaux 3,0 millions XPF
- l'application de gestion éducative 2,0 millions XPF

→ **Le budget participatif**

206,5 millions XPF de crédits pour le financement de la participation provinciale aux différents projets retenus, au titre de la campagne lancée en 2022. Le complément sera assuré au budget supplémentaire.

→ **Les grosses réparations et les aménagements dans les bâtiments provinciaux**

182,5 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- les bâtiments du secteur Sud 112,9 millions XPF
  comprenant notamment :
  - → 60 millions XPF pour les travaux d'entretien et de maintenance des bâtiments
  - → 33 millions XPF pour le remplacement du groupe froid au CAPS
  - → 10 millions XPF le parvis du centre médico-social de Dumbéa

- les bâtiments du secteur Nord 69,6 millions XPF
  comprenant notamment :
  - → 30,5 millions XPF pour le renforcement des charpentes et le remplacement des couvertures ainsi que la remise en conformité électrique des bâtiments de la DAEM et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques à La Foa
  - → 8 millions XPF pour la rénovation et l'entretien de logements sur La Foa, Thio et Bourail

→ **Le parc automobile**

119,5 millions XPF de crédits pour le renouvellement des véhicules, dont 63 millions XPF pour l'achat de véhicules électriques ou hybrides pour les véhicules de fonction et de service.

→ **Les bâtiments administratifs de la route des artifices à Nouméa**

65 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- les travaux de réaménagement de l'ancien immeuble du gouvernement-« centre administratif 2 » 50 millions XPF
- les études et travaux de réaménagement de l'hôtel de province 15 millions XPF

→ **Les acquisitions foncières**
61,5 millions XPF de crédits comprenant pour :
- l'acquisition d'un terrain à Bourail pour le foyer de l'enfance 40,0 millions XPF
- l'acquisition d'une villa près du foyer de Dumbéa-sur-mer 21,5 millions XPF

→ **La cartographie**
27,2 millions XPF de crédits comprenant notamment :
- l'acquisition, la rectification d'images aériennes et la cartographie 17,5 millions XPF
- l'acquisition de matériels et d'équipement 9,6 millions XPF

→ **L'amélioration de la conception énergétique**
26 millions XPF de crédits pour la pose de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments de la Direction de l'Aménagement, de l'Equipement et des Moyens (DAEM), sur les sites aménagés du Grand Sud et sur deux bâtiments du parc zoologique et forestier « Michel Corbasson ».

→ **Les autres opérations**
73,3 millions XPF de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :
- l'équipement et le renouvellement des mobiliers et matériel de bureau des directions 22,6 millions XPF
- les dépôts et cautionnements 21,1 millions XPF
  dont 20 millions XPF de cautions versées aux bailleurs sociaux, dans le cadre de l'accès des familles dans les logements sociaux ;
- le gros entretien et les révisions techniques obligatoires de l'hélicoptère 18,9 millions XPF
- diverses études préalables à la définition des travaux à réaliser 10,0 millions XPF
- l'équipement des logements provinciaux 0,6 million XPF

Programme 02 – Institutions

1,5 million XPF de crédits pour l'acquisition de matériels pour le service communication.

D. FONCTION 7 - L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

Les investissements relatifs à l'aménagement et à l'environnement s'élèvent à **1,554 milliard XPF** répartis principalement comme suit par programme et opération :

Programme 25 – Environnement

665,8 millions XPF répartis principalement comme suit par opération et financement :

→ **L'aménagement du domaine de Déva à Bourail**
192 millions XPF de crédits comprenant :
- la construction des bâtiments de l'espace multi-culturel financées sur le CD 2017-2022 117 millions XPF
- la construction de campement et de toilettes sèches sur le littoral 55 millions XPF
- la mise en valeur touristique et le développement économique du domaine de Déva, confiés par convention à la SEM Mwe Ara 20 millions XPF

→ **Le parc provincial des grandes fougères à Farino, Moindou et Sarraméa**
142 millions XPF de crédits pour l'aménagement et l'équipement du parc comprenant notamment :
- l'aménagement de l'aire de jeux pour enfants, de l'arboretum et de la zone de détente 59 millions XPF
- l'achèvement de l'aménagement de l'espace d'accueil 20 millions XPF

- la réalisation d'un parcours d'accrobranche 20 millions XPF
- la remise en état des pistes 20 millions XPF
- la construction de radiers et passerelles sur les cours d'eau 20 millions XPF

→ **Le parc provincial de la rivière bleue à Yaté**

119,8 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- L'aménagement du guichet d'accueil et la reconstruction du dock 66,2 millions XPF
- l'aménagement du parc 16,0 millions XPF
  dont 10 millions XPF pour l'amélioration et l'entretien des pistes carrossables non revêtues,
- la réalisation de passerelles routières et piétonnes 15,5 millions XPF
- l'aménagement des aires d'accueil 10,0 millions XPF
- l'acquisition de matériel 7,8 millions XPF

→ **La gestion des déchets**

45,7 millions XPF de crédits au titre de la convention cadre ADEME pour financer les opérations suivantes :

- divers études et projets qui seront validés en cours d'année par les comités de gestion 35,0 millions XPF
- la réalisation d'une étude pour la création d'un observatoire des déchets 7,6 millions XPF
- la participation à la réalisation d'une unité de compostage industriel 3,1 millions XPF

→ **Les aires protégées aménagées**

38,4 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- les aires aménagées du Grand Nouméa 17,0 millions XPF
  dont :
  → 12 millions XPF pour le remplacement du platelage de l'îlot Signal
  → 5 millions XPF pour le remplacement et l'installation de balises, de mâts et de mouillages

- diverses études 11,9 millions XPF
  en partie financées par l'Office Français de la Biodiversité (OFB) avec :
  → 3,5 millions XPF pour la capacité de charge des îlots du grand Nouméa
  → 2,8 millions XPF pour la flore en lien avec la convention Ramsar
  → 2,5 millions XPF pour le plan de gestion de l'îlot Leprédour
  → 2 millions XPF pour la biologie du méliphage noir

- les aires aménagées du nord 5,5 millions XPF
  avec notamment :
  → 3 millions XPF pour le reboisement du littoral de Poé à Bourail
  → 2,5 millions XPF pour le remplacement et l'installation de nouvelles balises et mats de réserves

- l'acquisition de matériels 2,0 millions XPF
- le plan de gestion du parc du lagon Sud 2,0 millions XPF

→ **La côte oubliée entre Thio et Yaté**

28,9 millions XPF de crédits sur CD 2017-2022, pour la restauration écologique d'anciens sites dégradés par le feu et l'activité minière au sein du parc de la côte oubliée.

→ **Le parc zoologique et forestier « Michel Corbasson » à Nouméa**

23,7 millions XPF de crédits comprenant :

- la modernisation des installations 8,0 millions XPF
- le réaménagement de la maison de la nature 6,0 millions XPF
- la restauration de parcelles de forêt sèche 4,4 millions XPF
- l'acquisition de matériels 3,8 millions XPF
- l'acquisition de plants de reboisement 1,5 million XPF

→ **La conservation et la gestion de la biodiversité**

21,7 millions XPF de crédits d'études comprenant :

- la mise à jour de la cartographie des forêts de la province Sud 8,0 millions XPF
- la poursuite du suivi de la densité de requins autour de Nouméa, en particulier à proximité du centre des activités nautiques, des baies et des îlots Maître & Signal 7,6 millions XPF
- le plan des gestion des forêts sèches à La Foa, Moindou, Bourail et Poya sud 5,0 millions XPF
- le plan de gestion au titre de la convention Ramsar 1,0 million XPF

→ **Le plan de prévention des feux de forêts**

21 millions XPF de crédits sur le CD 2017-2022 et comprenant :

- l'aménagement de pistes dans le secteur des grandes fougères et de la côte oubliée 5 millions XPF
- l'installation de système de détection précoce d'incendie sur site pilote 5 millions XPF
- l'acquisition et l'installation de cuves à eau 5 millions XPF
- les études pour l'élaboration du 4ème plan de prévention des feux de fôrets 3 millions XPF

→ **Les autres opérations**

32,5 millions XPF répartis sur les opérations suivantes :

- la restauration de sites de forêt sèche en partenariat avec l'Office Français de la Biodiversité (OFB) 15,0 millions XPF
- le reboisement et la protection des sites de forêt sèche dégradés 11,5 millions XPF
- l'équipement des navires de surveillance des milieux naturels 5,9 millions XPF

Programme 27 - Zones industrielles, artisanales et d'aménagement concerté

615 millions XPF répartis comme suit par opération et financement :

→ **Les ZAC de Dumbéa-sur-mer et Panda**

500 millions XPF de crédits pour une subvention d'équilibre à la Société d'Equipement de la Nouvelle-Calédonie (SECAL).

→ **L'écopôle recyclerie**

115 millions XPF de crédits, financés au titre du Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI), pour la création d'une zone d'activité dédiée aux initiatives de recyclage et de réemploi.

Programme 41 – Développement forestier

155 millions XPF de crédits pour la SEM Sud Forêt de poursuivre la mise en place d'un nouveau modèle de sylviculture en province Sud comprenant :

- une avance en compte-courant 80 millions XPF
  Les reclassements comptables des avances en compte-courant sont prévus au présent budget

- un versement au titre du prêt de 750 millions XPF approuvé par délibération n°43-2022/APS du 25 mai 2022 75 millions XPF

Programme 26 – Urbanisme

109 millions XPF répartis sur les opérations suivantes :

- le stockage des déchets inertes par endigage 82 millions XPF
- les études pour la valorisation des plages de Port Ouenghi à Boulouparis, de la baie de Toro à Païta et de la plage de Poé à Bourail 27,0 millions XPF

Programme 29 – Aménagement rural

10 millions XPF de crédits pour la participation éventuelle aux travaux de recherche d'eau souterraine.

E. FONCTION 10 - L'EQUIPEMENT DES COMMUNES

La contribution provinciale aux programmes d'investissement des communes s'élève à **1,479 milliard XPF**.
Ces crédits se répartissent en subventions directes pour 1,259 milliard XPF et en travaux sous maîtrise d'ouvrage déléguée pour 220 millions XPF.

a. Le programme des subventions

Le tableau ci-dessous présente le détail par fonction, sous-fonction et financement :

FONCTION - SOUS-FONCTION		HCD	CA	CPEC	CCA	CAT50	CCT50	TOTAL
SERVICES GENERAUX	02	507 585 597	1 750 000	0	0	0	0	509 335 597
Fonction 0-ADMINISTRATION GENERALE		**507 585 597**	**1 750 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**509 335 597**
URBANISME, LOGEMENT ET ESPACES PUBLICS	76	24 000 000	150 348 359	6 660 000	0	48 152 076	17 333 584	246 494 019
GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS	71	0	69 475 602	21 604 400	50 000 000	0	0	141 080 002
GESTION DE L'EAU	73	0	7 956 867	51 586 733	0	0	0	59 543 600
Fonction 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT		**24 000 000**	**227 780 828**	**79 851 133**	**50 000 000**	**48 152 076**	**17 333 584**	**447 117 621**
INFRASTRUCTURES ET TRANSPORT TERRESTRE	81	60 000 000	33 876 988	41 682 647	0	0	0	135 559 635
Fonction 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		**60 000 000**	**33 876 988**	**41 682 647**	**0**	**0**	**0**	**135 559 635**
POLICE	11	102 000 000	0	0	0	0	0	102 000 000
Fonction 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC		**102 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**102 000 000**
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	21	48 450 000	2 584 933	0	0	0	0	51 034 933
Fonction 2-ENSEIGNEMENT		**48 450 000**	**2 584 933**	**0**	**0**	**0**	**0**	**51 034 933**
FAMILLE ET ENFANCE	52	0	0	9 000 000	0	0	0	9 000 000
Fonction 5-PROTECTION ET ACTION SOCIALE		**0**	**0**	**9 000 000**	**0**	**0**	**0**	**9 000 000**
ANIMATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	91	0	0	0	0	0	5 034 905	5 034 905
Fonction 9-ECONOMIE		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 034 905**	**5 034 905**
TOTAL		**742 035 597**	**265 992 749**	**130 533 780**	**50 000 000**	**48 152 076**	**22 368 489**	**1 259 082 691**

HCD : opérations hors contrat.
OPC : opérations sous contrats 2015-2017 et 2017-2022 comprenant le CA : le Contrat d'Agglomération, la CCA : Convention-Cadre ADEME, le CPEC : Contrat Province Sud-Etat-Communes de l'intérieur, le CA T5.0 : le Contrat d'Agglomération Trajectoire 5.0, , le CD T5.0 : le Contrat de Développement Trajectoire 5.0

→ L'administration générale

509,3 millions XPF de crédits répartis comme suit par opérations, bénéficiaires et type de financement.

OPERATIONS	BENEFICIAIRE	HCD	CA	CPEC	CCA	CAT50	CCT50	TOTAL
REPARTITION SELON JUSTIFICATIFS DES OPERATIONS	NON REPARTIS	447 585 597						447 585 597
FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES	DUMBEA	60 000 000						60 000 000
AIDE EXCEPTIONNELLE CYCLONE LUCAS	NOUMEA		1 750 000					1 750 000
. SERVICES GENERAUX		**507 585 597**	**1 750 000**					**509 335 597**
Fonction 0-ADMINISTRATION GENERALE		**507 585 597**	**1 750 000**					**509 335 597**

→ L'aménagement et environnement

447,1 millions XPF de crédits de paiement décomposés comme suit par secteur :

- l'urbanisme, le logement et les espaces publics
  dont 222,5 millions XPF contractualisés — 246,5 millions XPF
- la gestion des déchets et la lutte contre les pollutions, en totalité sur contrat — 141,1 millions XPF
- la gestion de l'eau, en totalité sur contrat — 59,5 millions XPF

Le détail des opérations, bénéficiaires et type de financement est présenté dans le tableau ci-dessous.

OPERATIONS	BENEFICIAIRE	CA	CPEC	CCA	CAT50	HCD	CCT50	TOTAL
AMENAGEMENT DU FRONT DE MER DE L'ANSE VATA	NOUMEA	111 250 000						111 250 000
DEVELOPPEMENT PHOTOVOLTAIQUES SUR BATIMENTS PUBLICS	NON REPARTIS				27 302 076			27 302 076
PUD - REVISION	NON REPARTIS					24 000 000		24 000 000
TROTTOIRS & NOUVEAU RESEAU CENTRE-VILLE, QUARTIERS NORD & SUD	NOUMEA	20 093 723						20 093 723
LUTTE EROSION RECONSTIT. ECO SYSTÈME PROTECT SITES TOURISTIQUES	NOUMEA				16 350 000			16 350 000
CONSTRUCTION D'UN MARCHE COMMUNAL	LA FOA						13 283 584	13 283 584
AMENAGEMENTS DURABLES TRAME VERTE	DUMBEA	9 695 015						9 695 015
AMENAGEMENT DE LA PROMENADE JULES RENARD	DUMBEA	7 610 643						7 610 643
CONSTRUCTION DE SALLES POLYVALENTES	YATE		6 660 000					6 660 000
CENTRE 1ERE INTERVENTION & POSTE AVANCE POLICE MUNICIP. TONTOUTA	PAITA				4 500 000			4 500 000
AMENAGEMENT WHARF BOURAKE & CREATION BASE NAUTIQUE	BOULOUPARIS						4 050 000	4 050 000
HABITAT-OBSERVATION, SUIVI, PREVISION	SIGN	858 978						858 978
VESTIAIRES DE RUGBY	PAITA	611 739						611 739
TERRAIN DE FOOTBALL	PAITA	228 261						228 261
. URBANISME, LOGEMENT ET ESPACES PUBLICS		**150 348 359**	**6 660 000**		**48 152 076**	**24 000 000**	**17 333 584**	**246 494 019**
REPARTITION SELON JUSTIFICATIFS DES OPERATIONS	NON REPARTIS	69 475 602	13 604 400					83 080 002
EQUIPEMENT QUAI D'APPORT VOLONTAIRE DE TONTOUTA	PAITA			50 000 000				50 000 000
INSTALLATION DE STOCKAGE DES DECHETS DE KERE	ILE DES PINS		8 000 000					8 000 000
. GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS		**69 475 602**	**21 604 400**	**50 000 000**				**141 080 002**
REPARTITION SELON JUSTIFICATIFS DES OPERATIONS	NON REPARTIS	7 956 867	51 586 733					59 543 600
. GESTION DE L'EAU		**7 956 867**	**51 586 733**					**59 543 600**
Fonction 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT		**227 780 828**	**79 851 133**	**50 000 000**	**48 152 076**	**24 000 000**	**17 333 584**	**447 117 621**

→ **Les transports et communication**

135,6 millions XPF de crédits pour les voiries communales décomposés comme suit par opération, bénéficiaire et type de financement :

OPERATIONS	BENEFICIAIRE	HCD	CPEC	CA	TOTAL
RENFORCEMENT ROUTE DU LITTORAL	PAITA	60 000 000			60 000 000
AMENAGEMENT VOIRIES TRANSPORT EN COMMUN HORS MO PVS	NOUMEA			10 950 000	10 950 000
	SMTU			15 426 988	15 426 988
REMISE EN ETAT RM2	THIO		12 145 883		12 145 883
REQUALIFICATION TRAVERSEE DE TOMO	BOULOUPARIS		11 280 344		11 280 344
INFRASTRUCTURES ROUTIERES	LA FOA		11 200 000		11 200 000
REQUALIFICATION ROUTE DU PORT DESPOINTES	NOUMEA			7 500 000	7 500 000
TRAVAUX ROUTES MUNICIPALES	MOINDOU		7 056 420		7 056 420
. INFRASTRUCTURES ET TRANSPORT TERRESTRE		**60 000 000**	**41 682 647**	**33 876 988**	**135 559 635**
Fonction 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		**60 000 000**	**41 682 647**	**33 876 988**	**135 559 635**

→ **La sécurité et l'ordre public**

102 millions XPF de crédits pour une participation aux programmes communaux de renforcement de la sécurité et de la lutte contre la délinquance.

→ **L'enseignement**

51,0 millions XPF de crédits pour le confort thermique dans les écoles, dont 2,6 millions XPF sur CA 2017-2022.

→ **La protection et l'action sociale**

9 millions XPF pour la création d'une maison des familles à Bourail, financés sur CPEC 2017-2022

→ **L'animation et le développement économique**

5 millions XPF pour la revitalisation des sites miniers de Thio, financés sur CPEC 2017-2022.

b. Le programme des maitrises d'ouvrage déléguées

Pour l'exercice 2023, les crédits proposés pour les opérations en faveur des communes, réalisées sous maîtrise d'ouvrage déléguée, s'élèvent ainsi à **220 millions XPF**. Les crédits sont répartis sur les opérations suivantes :

OPERATION	COMMUNE	SECTEUR	Financ.	DEPENSES	*RECETTES (PM)*
YATE-ROUTES MUNICIPALES 10 & 12	YATE	voirie	HCD	140 000 000	*0*
BOUCLES DE TINA	NOUMEA	sports	HCD	40 000 000	*0*
RESORPTION DES DEPOTS SAUVAGES	toutes communes	environnement	CDT50	21 000 000	*10 500 000*
EXTENSION DES PISTES DE TINA	NOUMEA	sports	HCD	4 000 000	*17 500 000*
FARINO-ROUTES MUNICIPALES	FARINO	voirie	HCD	15 000 000	*0*
TOTAL				**220 000 000**	***28 000 000***

F. FONCTION 4 - LA SANTE PUBLIQUE ET L'ACTION SOCIALE

Les dépenses relevant de ce secteur s'établissent à **1,087 milliard XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

Programme 18 – Habitat social

841,6 milliard XPF répartis comme suit par opération et financement :

→ **L'aide à l'habitat groupé**
645,1 millions XPF de crédits, dont 451 millions XPF sur CD 2017-2022.
Les principales opérations sur l'habitat groupé sont les suivantes :

- les opérations de requalification urbaine de 13 résidences comprenant notamment : 412,0 millions XPF
  - → 144,2 millions XPF pour la cité Pierre Lenquette à Nouméa
  - → 120 millions XPF pour la résidentialisation des tours de Magenta à Nouméa
  - → 42,2 millions XPF pour les résidences « Arawa » et « Orona » à Dumbéa
  - → 42 millions XPF pour la démolition des bâtiments C et I de Tindu à Nouméa
  - → 24,6 millions XPF pour la requalification urbaine des résidences « Les palmiers » à Dumbéa

- les opérations de construction de 374 logements comprenant notamment : 134,6 millions XPF
  - → 58,8 millions XPF pour la résidence « Auteuil » à Dumbéa
  - → 32 millions XPF pour une maison d'accueil spécialisée à Boulouparis
  - → 23,5 millions XPF pour la résidence « Ringway » à Dumbéa
  - → 16,8 millions XPF pour la résidence « Ilôt 333 » à Dumbéa

- la pose de chauffe-eaux solaires dans 318 logements de la SEM AGGLO 15,0 millions XPF

→ **L'aide à l'habitat individuel**
138 millions XPF de crédits pour le financement des aides individuelles pour la rénovation et l'amélioration de l'habitat (APRAH), des aides financières à l'accession à la propriété (AFAPS) et les aides pour les logements aidés en province Sud (LAPS).

→ **Les études relatives à l'habitat**
47,7 millions XPF de crédits dont 11,7 millions XPF sur le CD 2017-2022, répartis comme suit :

- l'assistance d'un expert en rénovation urbaine sur l'élaboration d'un cadre méthodologique pour les projets de requalification urbaine en province Sud et sur sa mise en œuvre pour les projets en cours 24,0 millions XPF

- la réalisation de nouvelles études stratégiques en lien avec le provincial du logement et de l'habitat en province Sud (PPLH) afin d'approfondir les sujets qui ont été identifiés lors des études sur le besoin en logement et le financement du logement social 23,7 millions XPF

→ **Les autres opérations**

10,8 millions XPF de crédits comprenant :

- le fonds de garantie des prêts accordés par le FSH dans le cadre d'opérations de construction ou de réhabilitation de logement sur terres coutumières — 10,0 millions XPF
- le renouvellement du mobilier des appartements relais et des appartements du passeport 1er logement — 0,8 million XPF

Programme 20 – Santé publique

191,7 millions XPF répartis comme suit par opération et financement :

→ **La maison de la santé de Bourail**

129,9 millions XPF pour des travaux d'extension et de la réhabilitation de la maison de santé, dont 94 millions XPF financés sur le CD 2017-2022, comprenant notamment le réaménagement de l'accueil, du secrétariat, des salles de soins et d'urgence et du réseau d'eau chaude sanitaire.

→ **Le dispositif d'incitation à l'installation des médecins libéraux**

30 millions XPF pour les aides à l'installation des médecins libéraux dans les zones en pénurie d'offre de soins de la province Sud, instituée par délibération n° 64-2022/APS du 18 octobre 2022.

→ **Les autres opérations**

31,8 millions XPF de crédits comprenant :

- l'acquisition d'équipements médicaux — 30,0 millions XPF
- l'achèvement des travaux de la maison de santé de l'Ile des Pins financés sur CD 2017-2022 — 1,5 million XPF
- l'achèvement des travaux de la maison de santé de Thio financés sur CD 2017-2022 — 0,3 million XPF

Programme 01 – Administration

39 millions XPF comprenant :

- l'acquisition de deux ambulances pour les centres médicaux de Yaté et Bourail — 24,0 millions XPF
- divers travaux et signalétiques dans les bâtiments administratifs — 9,0 millions XPF
- l'acquisition de mobiliers et matériels pour les directions — 6,0 millions XPF

Programme 19 – Médico-social

15 millions XPF répartis comprenant notamment:

- les études pour la construction d'une maison d'enfants d'une capacité de 10 places à Bourail — 8,0 millions XPF
- la participation à l'acquisition d'équipement pour les associations — 6,5 millions XPF
  dont 3,5 millions XPF pour Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CRHS) et 3 millions XPF pour l'Association Calédonienne d'Aide aux Personnes Agées (ACAPA) sur Nouméa

G. FONCTION 6 - L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION

Les dépenses de ce secteur s'établissent à **687,7 millions XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

Programme 34 - Soutien à l'investissement

Les crédits relatifs au soutien à l'investissement s'élèvent à **604,4 millions XPF** répartis comme suit :

- secteur rural — 330,0 millions XPF
  - → 250 millions XPF pour les aides accordés au titre du soutien à la PPAP (DISPPAP)
  - → 80 millions XPF pour le fonds AGRIP'EQUIP-PSUD afin d'accorder des bonifications d'intérêts aux prêts d'équipements du secteur agricole en faveur de projets de développement ciblés

- secteur commerce, industrie et artisanat — 238,4 millions XPF
  comprenant :
  - → 100 millions XPF pour l'accompagnement des jeunes entreprises innovantes
  - → 78,3 millions XPF pour les aides accordées au titre du Code des Aides pour le Soutien à l'Economie (CASE), dont 4,3 millions XPF pour les aides aux entreprises des communes rurales financées sur le CD 2017-2022
  - → 20 millions XPF pour le soutien à l'emploi salarié
  - → 20 millions XPF pour l'aide à la sécurisation des commerces,
  - → 20 millions XPF pour l'aide à la numérisation

- secteur touristique — 26,0 millions XPF
  comprenant :
  - → 25 millions XPF pour les aides accordées au titre du Code des Aides pour le Soutien à l'Economie (CASE),
  - → 1 million XPF pour le soutien à l'emploi salarié

- secteur maritime — 10 millions XPF
  pour les aides accordées au titre Code des Aides pour le Soutien à l'Economie (CASE).

Programme 40 - Stations provinciales

39,7 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- l'aménagement et l'équipement de la station zootechnique de Port-Laguerre à Païta — 28,7 millions XPF
- l'aménagement de la pépinière de Port-Laguerre à Païta — 6,5 millions XPF
- le gros entretien de la station aquacole de Saint-Vincent à Boulouparis — 3,0 millions XPF
- l'aménagement et l'équipement des bio-fabriques — 1,5 million XPF

Programme 38 – Tourisme

25 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- la poursuite de l'aménagement de la zone d'accueil des croisiéristes sur la baie de Kuto à l'Ile des Pins — 15 millions XPF
- l'aide à l'équipement des structures de cyclotourisme afin de développer l'offre dans le secteur — 10 millions XPF

Programme 39 - Expansion générale

10 millions XPF de crédits pour des subventions d'équipement en faveur de radios associatives.

Programme 01 – Administration

4,8 millions XPF de crédits pour divers travaux et l'acquisition de matériels et mobiliers pour les services.

Programme 31 – Emploi

2 millions XPF de crédits pour l'acquisition de kits utilisés dans le cadre de méthode de recrutement par simulation (MRS).

Programme 33 – Insertion

1,3 million XPF de crédits pour l'acquisition de matériels pour la mise en œuvre des Travaux d'Intérêt Général (TIG).

Programme 37 – Agriculture

0,5 million XPF de crédits pour l'acquisition d'équipements techniques.

H. FONCTION 3 - LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Les crédits affectés à ce secteur s'élèvent à **383,6 millions XPF** répartis notamment sur les opérations suivantes :

Programme 15 – Sports

152,4 millions XPF répartis notamment sur les opérations suivantes :

- la création d'une piste de BMX sur le site de Tina à Nouméa — 100,0 millions XPF
  dont 80% sont financés par l'agence nationale du sport (ANS),
  avec pour objectif de créer un aménagement de niveau inter-challenge
  labélisée fédération française de cyclisme (FFC) adaptée au développement du BMX
  et à l'organisation de championnats de niveau local, régional, national et international
- les sentiers de randonnées — 17,5 millions XPF
- la participation à l'acquisition d'équipements sportifs
  par les comités provinciaux et associations, — 10,8 millions XPF
- l'équipement du centre des activités nautiques (CAN) à Nouméa — 10,3 millions XPF
- l'aménagement des boucles de Netcha à Yaté — 6,3 million XPF
  dont 5 millions XPF pour la création de pistes vertes suite aux préconisations
  de la fédération française de cyclisme
- l'aménagement du stade PLGC à Nouméa — 5,8 millions XPF
- le renouvellement de matériels sportifs pour le public scolaire — 1,6 million XPF

Programme 13 – Patrimoine

Les crédits relatifs au patrimoine s'élèvent à **106,1 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

→ **La conservation et la sauvegarde du patrimoine**

75 millions XPF de crédits de subventions pour participer à la restauration et la sauvegarde de bâtiments historiques comprenant notamment :

- la restauration de l'église de la mission de Saint-Louis au Mont-Dore — 25 millions XPF
- la restauration de la toiture et de la charpente du campanile du bâtiment des surveillants mariés sur le site Nouville à Nouméa — 25 millions XPF
- le dispositif d'aides à la restauration des bâtiments classés dont 6 millions XPF pour le phare Amédée — 11 millions XPF
- la sécurisation, la reprise des grilles et la maçonnerie des cellules de la prison de N'Du à Nouméa — 6 millions XPF
- la restauration de la cathédrale Saint Joseph à Nouméa — 5 millions XPF

→ **Les autres opérations**

31,1 millions XPF répartis sur les opérations suivantes :

- la sécurisation des vestiges du magasin et de la poudrière de Prony à Yaté — 17,0 millions XPF
- l'agencement et l'acquisition de matériels au château Hagen à Nouméa — 11,7 millions XPF
- la protection du patrimoine archéologique — 2,0 millions XPF
- les panneaux d'information de travaux archéologiques sur les sites protégés — 0,4 million XPF

Programme 14 – Culture

81 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- la participation au fonds d'aides à la création audiovisuelle et cinématographique — 49 millions XPF
- la construction de la maison de Wallis-et-Futuna et la rénovation du foyer wallisien et futunien à Magenta sur Nouméa — 30 millions XPF
- la participation au renouvellement du matériel technique du Théâtre de l'île à Nouméa — 2 millions XPF

Programme 16 – Jeunesse

43,9 millions XPF répartis sur les principales opérations suivantes :

- la rénovation, la réhabilitation et l'équipement de l'ancien foyer de Néméara à Bourail — 27,5 millions XPF
- le centre d'accueil de Poé à Bourail dont 4 millions XPF pour l'acquisition de matériels sportifs — 9,9 millions XPF
- l'aménagement et l'équipement de l'espace Jeunes à Nouméa — 3,5 millions XPF
- la participation à l'acquisition d'équipements par les associations œuvrant dans le domaine de la jeunesse — 3,0 millions XPF

I. FONCTION 11 - LES MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES

Ce programme regroupe l'ensemble des investissements réalisés sous maîtrise d'ouvrage provinciale réalisée pour le compte de personnes de droit public ou privé. Le programme 46 – « travaux pour autre tiers » regroupe toutes les opérations réalisées en faveur de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie ou de tiers privés.

Il exclut les investissements en faveur des communes qui sont rattachés au programme 45 – « investissements communaux ».

Le traitement comptable de ces opérations est identique à celui du programme 45 – « investissements communaux ».

Ainsi, chaque opération est présentée en dépenses et en recettes ce qui permet de présenter les participations de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie ou des tiers pour l'opération concernée.

A l'achèvement des travaux, le bilan de l'opération doit être équilibré. Cet équilibre se fait généralement par une subvention d'investissement qui représente ainsi la contribution provinciale définitive.

Pour 2023, les crédits proposés s'élèvent ainsi à **337 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

OPERATION POUR TIERS	SECTEUR	DEPENSES	*RECETTES (PM)*
RESTRUCTURATION DE LA FOL	culture	280 000 000	*225 699 210*
PLAN DE PREVENTION DES FEUX DE FORETS	environnement	56 000 000	*28 000 000*
CONSERVATION DES SITES PRIORITAIRES DE FORET SECHE	environnement	1 000 000	*0*
TOTAL		**337 000 000**	***253 699 210***

→ **<u>La restructuration de la FOL</u>**
280 millions XPF, financés sur CI 2017-2022 pour la construction d'un bâtiment permettant d'accueillir les bureaux de la Fédération des œuvres Laïques (FOL), des bureaux pour les associations, un snack et un espace de pratique artistique, autour d'un forum.

→ **<u>Le plan de prévention des feux de forêts</u>**
56 millions XPF, financés sur CD 2017-2022 comprenant :

- la plantation sur sites expérimentaux afin de comparer différentes techniques de revégétalisation — 20,0 millions XPF
- la stabilisation et la restauration des sols en pentes — 18,0 millions XPF
- l'aménagement de pistes et la pose de citernes d'eau — 10,0 millions XPF
- la réalisations de plantations selon le procédé de défense des forêts contre les incendies (DFCI) sur la zone de la rivière Lembi au Mont Dore — 8,0 millions XPF

→ **<u>La conservation des sites prioritaires de forêt sèche</u>**
1 million XPF pour la réparation des clôtures protégeant la forêt sèche de la pointe Maa à Paita.

SECTION 2 – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Entre 2022 et 2023, les dépenses de fonctionnement affichent une hausse de 1,886 milliard XPF (+5%) décomposée comme suit :

- ➔ + 1,281 milliard XPF au titre des interventions et subventions,
- ➔ + 436,7 millions XPF au titre des rémunérations et charges afférentes,
- ➔ + 102,3 millions XPF au titre du fonctionnement des services,
- ➔ + 66,3 millions XPF au titre des mouvements financiers.

La structure de la section de fonctionnement se présente comme suit par grands postes :

POSTES	BP 2023	%	BP 2022	%	var %
Rémunérations et charges afférentes	**21 705 802 500**	55%	21 269 004 974	56%	2%
Fonctionnement des services	**1 419 009 518**	4%	1 316 741 610	3%	8%
Interventions directes et subventions	**16 017 351 232**	40%	14 735 757 256	39%	9%
Mouvements financiers	**631 311 904**	2%	565 036 160	1%	12%
TOTAL	**39 773 475 154**	**100%**	**37 886 540 000**	**100%**	**5%**

A – LES DEPENSES DES SERVICES COMMUNS

A.1 - LES REMUNERATIONS ET CHARGES AFFERENTES

L'enveloppe relative au personnel provincial et aux élus s'élève à **21,705 milliards XPF**.

1. La rémunération des agents et les dépenses annexes

21,270 milliards XPF de crédits concernant notamment :

- les rémunérations et les charges sociales des agents titulaires et non titulaires 20,014 milliards XPF

Sur la base d'une masse salariale estimée à 19,513 milliards XPF à la clôture de l'exercice 2022, les mesures suivantes seront prises en compte en 2023 :

- → le glissement-vieillesse-technicité (GVT) à hauteur de 0,8%, soit environ 157 millions XPF ;
- → l'augmentation de la cotisation à la Caisse Locales de Retraite (CLR) pour environ 63 millions XPF ;
- → l'évolution des missions provinciales dont environ 144 millions XPF pour le fonctionnement du foyer de Néméara à Bourail ;
- → les aléas de gestion et une enveloppe dédiée aux demandes de rupture conventionnelle pour environ 50 millions XPF.

Par ailleurs, il est procédé à la suppression de 26 postes et à la création de 5 postes (2 postes d'alternants et 3 postes de collaborateurs politiques) soit un état des effectifs à 2460 postes budgétaires. Enfin, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie s'est opposé à la revalorisation du point d'indice.

- les remplaçants d'enseignants du 1er degré 600,0 millions XPF
  comprenant 25 millions XPF pour le projet « constellation en lien avec la DENC et le vice-rectorat et 15 millions XPF pour assurer le remplacement des titulaires dans les écoles bilingues lors de leurs déplacements dans le cadre des formations
- les remplaçants sur les autres missions provinciales 380,0 millions XPF
- la formation du personnel provincial 182,5 millions XPF
  comprenant :
  - → la cotisation à l'Institut de Formation à l'Administration Publique (IFAP) 138,3 millions XPF
  - → les formations spécifiques hors IFAP 37,8 millions XPF
  - → les indemnités de formation, frais de transports et hébergement 6,3 millions XPF
- les frais communs relatifs au personnel permanent, 93,2 millions XPF
  dont 25,0 millions XPF pour le fonds d'insertion professionnelle des handicapés et 29 millions XPF de frais de transport de personnes et de bagages.

L'instruction comptable M52 opère une répartition par fonction des crédits relatifs à la rémunération des agents provinciaux. Afin d'améliorer le pilotage de la masse salariale, un regroupement de directions est proposé au sein des chapitres 932-Enseignement (DERES-DCJS) et 939-Economie (DDDT-DDET-DEL).
La répartition par fonction, chapitre et direction de la rémunération des agents titulaires, des remplaçants et des autres dépenses de personnels se présente ainsi comme suit :

FONCTION	Chapitres	Directions	masse salariale	remplaçants	autres dép. de personnel	BP 2023	répartition
0-ADMINISTRATION DE LA COLLECTIVITE	930	DAEM-DAJI-DFI-DRH-DSIN	3 700 000 000	380 000 000	276 002 500	4 356 002 500	20%
2-ENSEIGNEMENT	932	DERES-DCJS	10 214 000 000	600 000 000		10 814 000 000	51%
4-SANTE-SOCIAL	934	DPASS	3 100 000 000			3 100 000 000	15%
6-ECO, EMPLOI & FORMAT° PROF.	939	DDDT-DDET-DEL	3 000 000 000			3 000 000 000	14%
TOTAL			**20 014 000 000**	**980 000 000**	**276 002 500**	**21 270 002 500**	**100%**

Les crédits relatifs aux remplaçants d'enseignants et les divers remplaçants sont affectés respectivement à la fonction 2-Enseignement et à la fonction 0-Administration générale.

2. Les indemnités des élus et les dépenses annexes

435,8 millions XPF de crédits concernant notamment :

- les indemnités et les charges sociales des élus — 416,0 millions XPF
- les frais de transport et les indemnités liés aux missions — 19,6 millions XPF
- la formation des élus — 0,2 million XPF

A.2 - LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES

Les crédits relatifs au fonctionnement courant de la collectivité s'élèvent à **1,419 milliard XPF**, en hausse de 8% par rapport à 2022 et répartis comme suit par poste de dépenses :

POSTES	BP 2023	%	BP 2022	%	var %
ENTRETIEN DU PATRIMOINE	**909 543 824**	64%	819 059 000	62%	11,0%
ADMINISTRATION GENERALE	**301 356 153**	21%	292 637 610	22%	3,0%
PARC AUTOMOBILE	**117 250 000**	8%	101 700 000	8%	15,3%
TELECOMMUNICATIONS-LIGNES SPECIALISEES	**40 000 000**	3%	40 000 000	3%	0,0%
LOGEMENTS	**20 075 000**	1%	27 000 000	2%	-25,6%
HELICOPTERE	**18 469 541**	1%	13 800 000	1%	33,8%
KO WE KARA	**8 950 000**	1%	9 100 000	1%	-1,6%
STADE DU PLGC	**3 365 000**	0%	4 125 000	0%	-18,4%
FONCTIONNEMENT DES FOYERS	**0**	0%	4 220 000	0%	-100,0%
FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE SOINS	**0**	0%	5 100 000	0%	-100,0%
TOTAL	**1 419 009 518**	**100%**	**1 316 741 610**	**100%**	**7,8%**

La répartition par fonction, chapitre et direction de l'ensemble des dépenses communes se présente comme suit :

FONCTION	Chap.	Directions	Masse salariale	Remplaçants	Institutions (Elus)	Autres dép. de personnel	Fonc. des services	BP 2023	%
0-ADMINISTRATION DE LA COLLECTIVITE	930	DAEM-DAJI-DFI-DRH-DSIN	3 700 000 000	380 000 000	435 800 000	276 002 500	1 094 484 118	**5 886 286 618**	25%
2-ENSEIGNEMENT	932	DERES-DCJS	10 214 000 000	600 000 000			61 330 000	**10 875 330 000**	47%
3-CULT., JEUNESSE, SPORTS, LOISIRS	933						15 235 000	**15 235 000**	0%
4-SANTE-SOCIAL	934	DASS	3 100 000 000				132 890 000	**3 232 890 000**	14%
	935	DEL					26 895 000	**26 895 000**	0%
6-ECO, EMPLOI & FORMAT° PROF	939	DDDT-DDET-DEL	3 000 000 000				14 305 000	**3 014 305 000**	13%
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937						73 870 400	**73 870 400**	0%
TOTAL			**20 014 000 000**	**980 000 000**	**435 800 000**	**276 002 500**	**1 419 009 518**	**23 124 812 018**	**100%**

B – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS

Les dépenses d'interventions et de subventions s'élèvent à **16,017 milliards XPF**. Ces dépenses se répartissent sur les postes suivants :

POSTES	BP 2023	%	BP 2022	%	var %
INTERVENTIONS SUR ET HORS CONTRAT	**13 571 000 384**	85%	12 344 758 996	84%	10%
SUBVENTIONS HORS CONTRAT	**2 446 350 848**	15%	2 390 998 260	16%	2%
TOTAL	**16 017 351 232**	**100%**	**14 735 757 256**	**100%**	**9%**

Cette augmentation de 9% concerne principalement le secteur de la santé-social qui intègrent une prise en charge des dépenses d'aide médicale et de la desserte maritime vers l'Ile des Pins sur l'année.
Ces dépenses se répartissent sur les fonctions et programmes suivants :

	PROGRAMME	BP 2023	BP 2022
17	AIDE MEDICALE	**4 524 800 000**	3 353 000 000
19	MEDICO-SOCIAL	**2 404 755 600**	2 385 283 200
20	SANTE PUBLIQUE	**317 827 000**	285 406 912
18	HABITAT SOCIAL	**16 840 000**	30 790 000
42	DROITS DES FEMMES ET EGALITE	**16 600 000**	15 752 000
FONCTION 4-SANTE-SOCIAL		**7 280 822 600**	**6 070 232 112**
08	ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	**1 073 635 800**	1 080 824 000
10	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	**416 626 267**	344 954 126
07	COLLEGES PUBLICS	**391 000 000**	399 000 000
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	**349 060 000**	365 314 600
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	**280 000 000**	553 500 000
11	INTERNATS	**168 021 000**	162 181 000
FONCTION 2-ENSEIGNEMENT		**2 678 343 067**	**2 905 773 726**
31	EMPLOI	**527 807 400**	525 340 000
33	INSERTION	**445 179 736**	375 949 736
38	TOURISME	**424 000 000**	361 500 000
39	EXPANSION GENERALE	**358 100 000**	360 060 000
37	AGRICULTURE	**324 496 100**	376 580 800
36	FORMATION	**69 500 000**	157 250 000
35	PECHE ET AQUACULTURE	**45 400 000**	45 800 000
40	STATIONS PROVINCIALES	**31 400 000**	27 025 000
FONCTION 6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE		**2 225 883 236**	**2 229 505 536**
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	**825 000 000**	726 800 000
21	RESEAU ROUTIER	**584 330 000**	559 907 000
24	INFRA & TRSPRT - MARITIME	**263 500 000**	33 500 000
22	INFRA & TRSPRT - AERIEN	**59 835 407**	59 625 000
FONCTION 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		**1 732 665 407**	**1 379 832 000**
16	JEUNESSE	**512 805 410**	552 410 410
15	SPORTS	**170 965 000**	166 705 000
14	CULTURE	**167 086 000**	186 103 000
13	PATRIMOINE	**86 905 000**	77 996 000
FONCTION 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS		**937 761 410**	**983 214 410**
25	ENVIRONNEMENT	**528 798 000**	624 761 960
41	DEVELOPPEMENT FORESTIER	**110 000 000**	10 000 000
26	URBANISME	**0**	3 390 000
FONCTION 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT		**638 798 000**	**638 151 960**
02	INSTITUTIONS	**192 071 164**	190 841 164
01	ADMINISTRATION	**164 006 348**	171 206 348
FONCTION 0-ADMINISTRATION GENERALE		**356 077 512**	**362 047 512**
01	ADMINISTRATION	**167 000 000**	167 000 000
FONCTION 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC		**167 000 000**	**167 000 000**
TOTAL		**16 017 351 232**	**14 735 757 256**

B.1 - FONCTION 4 - LA SANTE PUBLIQUE ET L'ACTION SOCIALE

Au budget 2023, les crédits sur cette fonction s'élèvent à **7,281 milliards XPF** en augmentation de 1,210 milliard XPF par rapport à 2022 lié à une prévision de dépenses d'aide médicale en année pleine.

Programme 17 – Aide médicale

Les dépenses d'aide médicale correspondant au volet des prestations s'élèvent à **4,525 milliards XPF** pour l'exercice 2023.

Les crédits proposés se répartissent sur les postes suivants :

- les liquidations des dépenses de santé — 3,664 milliards XPF
- les soins externes du CHT — 480 millions XPF
- les liquidations des dépenses de santé au titre des frais d'évacuations sanitaires extérieures (Australie, Métropole, …) — 260 millions XPF
- le Fonds Autonome de Compensation des Transports sanitaires terrestres et Urgences ambulancière (FACTUR) — 40 millions XPF
- les liquidations province Sud pour les soins externes du CHS — 36 millions XPF
- la prise en charge des moyens séjours aux CHT et CHS — 25 millions XPF
- les dépenses de santé CAFAT, pour les consultations au centre médical du Receiving à Nouméa — 20 millions XPF

Programme 19 – Médico-social

2,405 milliards XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **L'aide aux personnes âgées :**
1,312 milliard XPF de crédits, répartis sur les principales actions suivantes :

- les aides à domicile au titre du dispositif de minimum vieillesse — 1,100 milliard XPF
- les frais de placement — 174,0 millions XPF
- les indemnités personnelles — 19,0 millions XPF
- la Contribution Calédonienne de Solidarité sur les aides versées — 14,0 millions XPF
- le dispositif SOCIATEL — 5,4 millions XPF

→ **Les subventions :**
347,4 millions XPF de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **L'aide à la famille :**
332 millions XPF de crédits, comprenant notamment :

- les aides à l'entrée et au maintien dans les logements — 142,0 millions XPF
- les aides de première nécessité — 131,0 millions XPF
- les frais de transport — 20,5 millions XPF
- les aides diverses à l'insertion — 15,0 millions XPF
- les aides à la garderie — 6,0 millions XPF

→ **L'aide aux enfants secourus :**
300 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- le coût des familles d'accueil dont le statut est en cours d'évolution — 190,0 millions XPF
- les frais de placement familial et dans les foyers — 82,0 millions XPF
- les frais de transport — 20,0 millions XPF

→ **Les autres opérations :**

112,7 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- les vacations — 69,7 millions XPF
- les frais de fonctionnement des foyers provinciaux — 32,3 millions XPF
- la formation des personnels des structures sociales et médico-sociales — 8,0 millions XPF
- l'aide aux personnes handicapées — 2,7 millions XPF
  essentiellement pour le dispositif SOCIATEL

Programme 20 – Santé publique

317,8 millions XPF de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

- l'achat de produits pharmaceutiques et de vaccins destinés aux centres médico-sociaux — 117,3 millions XPF
- le fonctionnement des structures médico-sociales — 67,8 millions XPF
  dont 27,5 millions XPF pour les honoraires médicaux
- les vacations et les charges sociales afférentes — 53,5 millions XPF
- la participation aux fonds de compensation de dépistage et de prévention en santé publique — 44,0 millions XPF
- le renforcement de l'accueil des internes des centres hospitaliers universitaires (CHU) dans les centres médico-sociaux agréés de la collectivité — 25,0 millions XPF
- l'entretien et la maintenance des équipements médicaux — 14,8 millions XPF
- les subventions, — 11,0 millions XPF
  le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

- l'éducation sanitaire — 5,3 millions XPF
  pour les campagnes et interventions de prévention dans les écoles et les tribus
- la mise en place d'un projet de parcours contre l'obésité en province Sud — 4,0 millions XPF

Programme 18 – Habitat social

16,8 millions XPF de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

- les frais de gestion relatifs aux aides individuelles à l'habitat — 13,6 millions XPF
- la mission d'observation, de suivi et de prévision de l'habitat dans le cadre du contrat d'agglomération — 1,9 million XPF

Programme 42 – Droit des femmes et égalité

16,6 millions XPF de crédits comprenant :

- le fonctionnement de la mission, la promotion de l'autonomie des femmes et des actions de sensibilisation et de prévention auprès des publics cibles — 9,0 millions XPF
- une enveloppe de crédits de subventions destinée à soutenir les associations de femmes — 7,6 millions XPF
  Le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

B.2 - FONCTION 2 - L'ENSEIGNEMENT

2,678 milliards XPF prévus en 2023, répartis sur les programmes et opérations suivants :

Programme 08 – Allocations d'enseignement

1,073 milliard XPF de crédits pour les bourses et allocations d'enseignement répartis sur les opérations suivantes :

OPERATIONS	BP 2023	BP 2022	var.	var %
Bourses demi-pension	393 210 000	388 890 000	4 320 000	1,1%
Complément bourses pension	342 910 000	357 300 000	-14 390 000	-4,0%
Bourses pension	56 754 000	57 800 000	-1 046 000	-1,8%
Complément bourses demi-pension	36 470 000	24 620 000	11 850 000	48,1%
Bourses internat demi-pension	15 381 500	14 881 500	500 000	3,4%
Bourses externat	10 028 800	11 000 000	-971 200	-8,8%
Bourses internat pension	10 111 500	10 012 500	99 000	1,0%
TOTAL BOURSES	**864 865 800**	**864 504 000**	**361 800**	**0,0%**
Allocations spéciale rentrée scolaire	125 490 000	138 000 000	-12 510 000	-9,1%
Frais de transport	70 680 000	72 620 000	-1 940 000	-2,7%
Frais communs	12 600 000	5 700 000	6 900 000	121,1%
TOTAL	**1 073 635 800**	**1 080 824 000**	**-7 188 200**	**-0,7%**

Programme 10 – Enseignement supérieur

416,6 millions XPF de crédits qui concernent principalement les opérations suivantes :

- les bourses pour les études hors de la Nouvelle-Calédonie 123,2 millions XPF
- les bourses d'excellence 109,9 millions XPF
- les frais de transports 41,5 millions XPF
- les allocations de rentrée 29,0 millions XPF
- les primes d'installation des étudiants non boursiers en Métropole 25,8 millions XPF
- les mesures de suivi et d'accompagnement des étudiants boursiers avant et après leur départ en Métropole 21,8 millions XPF
- la protection sociale des étudiants 19,3 millions XPF
- les bourses pour les études en Nouvelle-Calédonie 11,8 millions XPF
- les aides forfaitaires BTS 8,0 millions XPF
- les mesures d'amélioration de la réussite des étudiants dans leur parcours universitaire au titre de la CF 2021-2022 7,6 millions XPF
- les prix d'encouragement à la recherche 6,7 millions XPF
- le plan Jeunesse Outre-mer au titre de la CF 2021-2022 5,5 millions XPF
  pour l'opération « Parcours d'excellence » destinée à soutenir les associations présentant des projets innovants ou organisant un soutien scolaire auprès de jeunes lycéens et étudiants, aux fins de faciliter la réussite de leurs études
- les prix d'excellence 3,0 millions XPF
- les aides exceptionnelles sur avis de la commission de bourses 2,0 millions XPF
- les frais de transport des bagages des étudiants 1,0 million XPF

Programme 07 – Collèges publics

391 millions XPF comprenant notamment :

- la participation aux charges de fonctionnement des collèges publics 288,0 millions XPF
- la maintenance et l'assistance technique des matériels et logiciels 85,0 millions XPF
- l'entretien des bâtiments et des espaces verts 18,0 millions XPF

Programme 12 – Vie scolaire et éducative

349,1 millions XPF de crédits qui concernent principalement les opérations suivantes :

- la location et la maintenance de matériel informatique dans les écoles primaires dans le cadre de l'opération «Développement de l'Internet» (ODI) — 150,0 millions XPF
- les actions d'accompagnement à la scolarité financés sur la convention de fonctionnement (CF) 2021-2022 — 66,0 millions XPF
- les actions éducatives dans les écoles primaires dans le cadre du « passeport découvertes » — 42,0 millions XPF
- les subventions, le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation. — 38,5 millions XPF
- les interventions en faveur de l'éducation dans le cadre de la CF 2021-2022 — 21,0 millions XPF
- les frais communs comprenant les assistances à maitrise d'ouvrage pour les tenues communes communes, la récompense des bacheliers avec mention « très bien » ainsi que les carnets de liaison — 19,4 millions XPF
- les actions éducatives dans les écoles primaires comprenant des projets de médiations scolaires, le développement d'enseignement bilingue, les honoraires d'intervenants artistiques et des frais de transport — 4,6 millions XPF
- le dispositif « Innov' écoles » visant à accompagner les établissements exerçant des expérimentations sur divers thèmes tels que les rythmes scolaires, l'école et la santé, l'école numérique ou les liaisons écoles-collèges — 3,5 millions XPF
- la valorisation des actions menées au niveau de l'école primaire et des études supérieures — 1,7 million XPF
- le projet d'école océanienne pour le développement et la valorisation des cultures présentes en province Sud — 1,5 million XPF
- les actions liées au dispositif de Classe d'Aide à la Socialisation et à la Scolarisation à dominante Educative (CLASSE) — 0,8 million XPF

Programme 09 – Enseignement privé

280 millions XPF de crédits destinés au fonctionnement de l'enseignement privé.
En 2023, la collectivité entend redéfinir son cadre de compétence sur ce secteur en ajustant sa contribution au seul périmètre des collèges moyennant le respect d'une homologie entre secteur public, secteur privé. Il est donc proposé une contribution ramenée à 280 millions XPF au budget 2023.

Programme 11 – Internats

168 millions XPF de crédits pour les postes suivants :

- l'alimentation — 80,4 millions XPF
- la gestion générale des internats de Bourail et de La Foa — 44,5 millions XPF
- les actions directes au titre du dispositif des internats d'excellence sur la CF 2021-2022 — 23,0 millions XPF
- la gestion générale de l'internat de la réussite « Henriette Pentecost » à Dumbéa — 15,8 millions XPF
- les frais de transport des élèves de l'île Ouen au Mont-Dore — 4,3 millions XPF

B.3 - FONCTION 6 - L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION

2,225 milliards XPF prévus en 2023, répartis sur les programmes et opérations suivants :

Programme 31 – Emploi

527,8 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- le Programme Provincial d'Insertion Citoyenne (PPIC) 400,0 millions XPF
- l'accompagnement des demandeurs d'emplois dans leurs démarches 60,0 millions XPF
- les contrats provinciaux d'aide à l'emploi 25,0 millions XPF
- le dispositif du service civique 18,5 millions XPF
- l'aide à la mobilité 10,0 millions XPF
- les aides au transport pour les demandeurs d'emploi 6,0 millions XPF
- les indemnités des stagiaires travaillant dans les services de la collectivité 4,0 millions XPF
- les indemnités des personnes recrutées dans le cadre du dispositif « Job d'été » 3,4 millions XPF
- la formation des agents recrutés dans le cadre du PPIC 0,9 million XPF

Programme 33 – Insertion

445,1 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les chantiers de jeunes :**
200,8 millions XPF pour la réalisation de chantiers de jeunes dont 185 millions XPF sur CF 2021-2022, possiblement prolongé.

→ **Les parcours d'insertion spécifiques et stages :**
196 millions XPF dont 130 millions XPF pour commander des remises à niveau et des parcours d'insertion socio-professionnelle pour les demandeurs éloignés de l'emploi et les demandeurs en situation de handicap et 66 millions XPF pour les mesures d'aide à la formation et à l'insertion socio-professionnelle rapide

→ **Les autres opérations :**
48,3 millions XPF de crédits comprenant :

- la lutte contre l'exclusion à la tribu de Saint-Louis au Mont-Dore sur CF 2021-2022 20,0 millions XPF
- les subventions, 18,0 millions XPF
  le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.
- les actions d'insertion sur CF 2021-2022 8,5 millions XPF
  pour le projet socio-culturel global de la tribu de Saint-Louis au Mont-Dore
- l'acquisition de matériel et frais de transport au titre des travaux d'intérêt général (TIG) 1,8 million XPF

Programme 38 – Tourisme

424 millions XPF de crédits prévus en 2023 répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**
325,5 millions XPF de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Les autres interventions en matière touristique :**

98,5 millions XPF de crédits pour les principales actions suivantes :

- la participation au fonctionnement de l'Aquarium des lagons situé à Nouméa 59,0 millions XPF
- l'accompagnement des entreprises sur une labellisation du vélo touristique, sur le développement du tourisme durable et une sensibilisation des scolaires au tourisme 17,0 millions XPF
- l'observatoire du tourisme 10,0 millions XPF
- une études de satisfaction des clientèles internationales et de croisière 7,0 millions XPF
- l'adhésion à divers organismes œuvrant dans le domaine touristique afin de bénéficier de leur appui technique (GIE Atout France…) 3,0 millions XPF
- un audit de classement des hôtels et résidence de tourisme et un audit pour la mise en place de labellisation des structures d'accueil de vélos 2,0 millions XPF

Programme 39 – Expansion générale

358,1 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

338,6 millions XPF de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Les interventions diverses en matière économique**

19,5 millions XPF de crédits pour les principales actions suivantes :

- la participation de la direction du développement économique et du tourisme à diverses foires et expositions 10,0 millions XPF
- des études économiques permettant d'établir une stratégie provinciale de développement économique des filières, 5,0 millions XPF
- un audit de l'écosystème local de l'innovation pour une coopération efficace entre les acteurs publics et privés calédoniens afin d'assurer un développement économique par l'innovation 3,0 millions XPF
- le fonctionnement du bureau des investisseurs pour accompagner les porteurs locaux et internationaux de projets économiques dans leurs démarches d'installation en province Sud 1,5 million XPF

Programme 37 – Agriculture

324,5 millions XPF de crédits prévus et répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

226,3 millions XPF de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Les autres opérations :**

98,2 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- la protection sociale des exploitants agricoles 50,0 millions XPF
- l'aide aux soins vétérinaires des animaux de rente 22,0 millions XPF
- les frais communs relatifs à l'agriculture 21,2 millions XPF
  dont :
  - → 9 millions XPF pour des parcours de formations dans les filières prioritaires et à enjeux
  - → 5 millions XPF pour les prestations liées à l'organisation de la foire de Bourail
  - → 2 millions XPF pour la prise en charge d'analyses au titre de l'amélioration de la fertilité des sols
- la poursuite de diverses études 5,0 millions XPF
  dont 1,4 MF pour la mise en place de seuils d'alerte de la taille des espèces péchées

Programme 36 – Formation

69,5 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- l'organisation de stages de formation 56,0 millions XPF
- les frais communs 6,0 millions XPF
  pour la formation et l'accompagnement des structures et filières économiques.
- l'appel à projet pour la mise en place d'accompagnement spécifiques des demandeurs d'emplois en situation d'illettrisme 5,0 millions XPF
- les subventions 2,0 millions XPF
  dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

Programme 35 – Pêche et aquaculture

45,4 millions XPF de crédits prévus en 2023 répartis sur les principales opérations suivantes :

→ **Les subventions :**
44,2 millions XPF de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation

→ **La pêche et l'aquaculture :**
1,2 million XPF de crédits pour l'entretien des dispositifs de concentration de poissons (DCP)

Programme 40 – Stations provinciales

31,4 millions XPF comprenant des crédits pour le fonctionnement de :

- la station zootechnique de Port-Laguerre à Païta 19,6 millions XPF
- les bio-fabriques 6,5 millions XPF
- la pépinière de Port-Laguerre à Païta 5,2 millions XPF

B.4 - FONCTION 8 - LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

1,732 milliard XPF répartis sur les programmes et opérations suivants :

Programme 30 – Transport public terrestre

825 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les transports publics suburbains :**
800 millions XPF de crédits pour le fonctionnement prévisionnel du réseau de transport publics géré par le Syndicat Mixte des Transports Urbains (SMTU)

→ **les transports publics inter-urbains :**
25 millions XPF de crédits au titre de la participation provinciale au Syndicat Mixte des Transports Interurbains (SMTI)

Programme 21 – Réseau routier

584,3 millions XPF de crédits comprenant :

- l'entretien du réseau provincial 373,6 millions XPF
- l'entretien du réseau territorial, délégué par convention et financé en intégralité par la Nouvelle-Calédonie 115,1 millions XPF
- les réparations suite aux dégradations causées par les usagers (accidents…) 40,5 millions XPF
- l'entretien des ouvrages d'arts 40,0 millions XPF
- l'entretien de routes communales 15,0 millions XPF

Programme 24 – Infrastructure et transport maritime

263,5 millions XPF de crédits comprenant :

- la desserte maritime de passagers sur l'Ile des Pins 250,0 millions XPF
  avec une recette de 125 millions XPF inscrite au titre de cette opération
- l'entretien des wharfs et des ouvrages maritimes 13,5 millions XPF

Programme 22 – Infrastructure aérienne

59,8 millions XPF de crédits pour la gestion et le fonctionnement de l'aéroport de l'Ile des Pins

B.5 - FONCTION 3 - LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

937,8 millions XPF de crédits prévus en 2023, répartis sur les programmes et opérations suivants :

Programme 16 – Jeunesse

512,8 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**
195,8 millions XPF de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Les actions en faveur de la jeunesse de la convention de fonctionnement 2021-2023 :**
86,7 millions XPF pour la participation provinciale aux actions menées par les communes de l'agglomération en faveur de la jeunesse.

→ **Le dispositif « Click & Mouv »**
73 millions XPF pour la mise en place du dispositif favorisant l'accès au Sport et à la Culture

→ **Le centre d'accueil de Poé à Bourail**
62,5 millions XPF pour le fonctionnement du centre dont 37 millions XPF pour la restauration et l'entretien de l'unité de chauffe et 10,8 millions XPF pour l'entretien des locaux.

→ **Le fonds expérimental pour la jeunesse**
29,3 millions XPF pour proposer aux jeunes, des quartiers défavorisés notamment, un accès facilité et à moindre coût de la pratique d'activités physiques, sportives et culturelles afin de lutter contre les facteurs de risques sanitaires et leurs conséquences néfastes. Ces actions sont financées en totalité par l'Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP) suite à un appel à projet.

→ **L'espace provincial Jeunes à Nouméa**
24,9 millions XPF pour le fonctionnement de la structure et les actions menées à destination des jeunes.

→ **Les actions globalisées en faveur de la jeunesse**
12,8 millions XPF de crédits comprenant notamment :
- la mise en œuvre d'actions visant à améliorer la qualité éducative durant le temps libre des jeunes par des ateliers, des certifications CVL 9,0 millions XPF
- le dispositif de prise en charge des stagiaires BAFA assurant l'encadrement des enfants en CVL 2,3 millions XPF

→ **Les autres opérations :**
27,8 millions XPF répartis sur les opérations suivantes :
- les actions en faveur de la jeunesse dans les communes de l'intérieur au titre de la CF 2021-2022 8,0 millions XPF
- la politique de la jeunesse, pour le dispositif Jeunesse Développement Durable 7,9 millions XPF
- l'accueil des volontaires du service civique universel 5,1 millions XPF
- le programme « Bien dans mes claquettes » pour la mise en place d'un plan de prévention des conduites addictives et d'épanouissement de la jeunesse 4,3 millions XPF
- l'organisation du carrefour vacances à l'Hôtel de la province Sud 2,4 millions XPF

Programme 15 – Sports

170,9 millions XPF de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

→ **Les subventions :**
106,9 millions XPF de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Les autres opérations :**
63,9 millions XPF de crédits pour les opérations suivantes :
- l'entretien des sentiers de randonnées 18,6 millions XPF
- le fonctionnement du centre des activités nautiques situé à Nouméa 15,9 millions XPF
- l'entretien des pistes des boucles de Tina sur Nouméa 14,9 millions XPF
- les actions en faveur de la pratique du sport pour l'encadrement des éléves du primaire, de l'école handisport et sport adapté et l'apprentissage du vélo 7,9 millions XPF
- l'entretien des pistes des boucles de Netcha à Yaté 2,8 millions XPF
- la participation au fonctionnement du centre aquatique régional de Dumbéa 2,2 millions XPF
- les activités sur les sites de pleine nature 0,8 million XPF
- l'entretien du site d'escalade de Téréka à Nouméa 0,7 million XPF

Programme 14 – Culture

167,1 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**
117,3 millions XPF de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Les autres opérations :**
49,8 millions XPF de crédits pour les opérations suivantes :
- la formation artistique 11,7 millions XPF

pour l'attribution de bourses d'enseignement artistique

- les aides à la création artistique 9,3 millions XPF
- l'éducation artistique et culturelle 7,3 millions XPF
- l'organisation d'animations culturelles diverses 7,1 millions XPF
- la création et la diffusion audiovisuelle 6,8 millions XPF
- le fonctionnement du bureau d'accueil de tournage 3,9 millions XPF
- les actions en faveur des publics spécifiques 2,6 millions XPF
- la participation à la fête de la musique 1,0 million XPF

Programme 13 – Patrimoine

86,9 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**
38,5 millions XPF de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **Les autres opérations :**
48,4 millions XPF répartis sur les principales opérations suivantes :

- l'institut d'archéologie de Nouvelle-Calédonie et du pacifique (IANCP) 21,0 millions XPF
- l'entretien du château Hagen à Nouméa 17,3 millions XPF
- la gestion des collections provinciales 4,7 millions XPF
  dont 2,5 millions XPF pour la location de dock pour la collection Paturel
- diverses actions de valorisation et de sensibilisation 4,3 millions XPF
  dont 1,1 million XPF pour la journée de l'archéologie, 1 million XPF pour le mois du patrimoine et 1 million XPF pour le catalogue d'exposition de la collection Costes
- diverses actions de conservation et de sauvegarde du patrimoine 1,0 million XPF

B.6 - FONCTION 7 - L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

638,8 millions XPF prévus en 2023, répartis sur les programmes et opérations suivants :

Programme 25 – Environnement

528,8 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**
215,2 millions XPF de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **La gestion et l'entretien des aires protégées aménagées:**
66,7 millions XPF de crédits comprenant les principales actions suivantes :

- la gestion des aires de la Netcha, de la Madeleine et des Bois du Sud à Yaté 36,1 millions XPF
- l'entretien des mouillages et balisages 8,9 millions XPF
- l'entretien des aires aménagées et des îlots 7,0 millions XPF
- la lutte contre les espèces envahissantes 5,5 millions XPF
  dont 3 millions XPF pour la lutte contre le Miconia

→ **Le suivi des projets industriels et miniers du Grand Sud :**
45 millions XPF de crédits pour le fonctionnement de l'Observatoire de l'Environnement (ŒIL)

→ **Les installations classées :**
43,5 millions XPF pour le suivi et la surveillance des installations classées dont 43,4 millions XPF pour les prestations de la Direction des Mines et de l'Energie de Nouvelle-Calédonie (DIMENC).

→ **Le parc zoologique et forestier situé sur Nouméa :**
38,9 millions XPF de crédits pour le fonctionnement du parc comprenant notamment :
- l'alimentation des animaux 7,0 millions XPF
- l'entretien et les réparations 5,5 millions XPF
- les honoraires pour le suivi médical des animaux 5,0 millions XPF

→ **Le parc provincial de la rivière-bleue à Yaté :**
27,5 millions XPF de crédits pour le fonctionnement du parc dont 11,7 millions XPF pour l'entretien de la voirie et des terrains et 5 millions XPF pour le carburant.

→ **La surveillance des milieux naturels :**
26 millions XPF de crédits comprenant les principaux postes suivants :
- le carburant des unités de surveillance 10,0 millions XPF
- l'entretien et la réparation du matériel et des bateaux 4,0 millions XPF
- des actions de lutte contre les chats harets et les rats au Dzumac pour la poursuite de la protection des pétrels de Gould en voie d'extinction 3,6 millions XPF
- les primes d'assurance des unités de surveillance 1,9 millions XPF
- l'acquisition de petits matériels 1,8 millions XPF

→ **La conservation et la gestion de la biodiversité**
20,6 millions XPF de crédits comprenant les principaux postes suivants :
- la gestion du risque requins comprenant l'analyse génétique des requins bouledogue 8,0 millions XPF
- la valorisation et le suivi des mangroves de Rivière Salée et Ouémo à Nouméa 4,0 millions XPF
- la poursuite des actions du conservatoire botanique 3,0 millions XPF
- la poursuite de l'acquisition de connaissances sur la localisation des espèces rares et menacées qui pourront être plantées dans les zones ciblées par la stratégie reboisement 2,5 millions XPF

→ **Le domaine de Déva à Bourail :**
18,6 millions XPF de crédits comprenant les principaux postes suivants :
- la maintenance du réseau d'adduction d'eau brute 11,0 millions XPF
- la consommation électrique du captage du Cap 5,0 millions XPF
- l'entretien et la réparation des voies et réseaux 2,5 millions XPF

→ **Les autres opérations :**
26,6 millions XPF de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :
- la gestion des déchets dont 8,9 millions XPF financées à 50% par l'accord-cadre l'ADEME 2017-2022, prolongé en 2023 9,1 millions XPF
- le fonctionnement du parc provincial des grandes fougères sur les communes de Farino, Moindou et Sarraméa 7,0 millions XPF
- les actions de sensibilisation à l'environnement 6,1 millions XPF
- les frais d'enquêtes relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) 1,9 million XPF
- le plan de prévention des feux de forêts 1,5 million XPF
- l'achat de plants de reboisement 1,0 million XPF

Programme 41 – Développement forestier

110 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**
75 millions XPF de crédits pour la SAEM Sud Forêt, conformément à l'annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **La sylviculture et reboisement :**
35 millions XPF de crédits comprenant :
- l'achat de plants forestiers destinés au reverdissement des sites dégradés 25 millions XPF
- la gestion de la régénération naturelle des pinus et l'entretien des plantations forestières à l'Ile des Pins 10 millions XPF

B.7 - FONCTION 0 - L'ADMINISTRATION GENERALE ET LES INSTITUTIONS

356 millions XPF répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions**
171,3 millions XPF de crédits de crédits dont le détail prévisionnel des principaux bénéficiaires est en annexe 2 du présent rapport de présentation.

→ **La communication et l'information**
Pour l'exercice 2023, les crédits relatifs à la communication s'élèvent à **165 millions XPF**, pour la promotion des actions provinciales dans les différents domaines d'action de la collectivité et comprenant notamment :
- les frais d'insertion et de diffusions publicitaires 31 millions XPF
- les actions de communication sur Internet 30 millions XPF
- les frais de communication pour les diverses campagnes 23 millions XPF
- la réalisation de films et de spots radio 23 millions XPF
- l'impression de brochures, flyers et affiches 17 millions XPF

→ **Les relations publiques**
18,1 millions XPF de crédits pour diverses actions relevant des relations publiques.

→ **La cartographie**
1,6 million XPF de frais d'assurance et de réparation du matériel topographique

B.8 - FONCTION 1 - LA SECURITE ET L'ORDRE PUBLIC

Pour 2023, il est proposé **167 millions XPF** de crédits de paiement.
Cette enveloppe de fonctionnement sera destinée aux missions de protection des personnes, de surveillance des bâtiments assurées par les communes de la province Sud ou la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM).

SECTION 3 - LES MOUVEMENTS FINANCIERS

Les mouvements financiers s'élèvent à **3,967 milliards XPF** répartis comme suit par rubrique :

RUBRIQUES	INV	FONC	TOTAL
REMBOURSEMENT DE LA DETTE	2 723 000 000	538 600 000	3 261 600 000
LIGNE DE TRESORERIE	0	75 000 000	75 000 000
AUTRES MOUVEMENTS	0	631 311 904	631 311 904
TOTAL	**2 723 000 000**	**1 244 911 904**	**3 967 911 904**

A – LE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS

Le remboursement en capital s'élève, pour 2023, à **2,723 milliards XPF** contre 2,601 milliards XPF en 2022 soit une hausse de 122 millions XPF (+5%). La charge des intérêts s'établit à **538,6 millions XPF** en hausse de 144,4 millions XPF par rapport à 2022 (+37%).
Ces crédits, d'un montant total de **3,262 milliards XPF**, comprennent les annuités de la dette en place. Les prévisions de mobilisation 2023 seront effectués en fin d'exercice avec un début de remboursement qu'en 2024.

	INTERETS	CAPITAL	ANNUITE
DETTE EN PLACE	**478 200 000**	**2 723 000 000**	**3 201 200 000**
AFD *(dont 1 Mdf de prêt 2022)*	210 000 000	1 715 000 000	1 925 000 000
BNC *(dont 1,5 MdF de prêt 2022)*	79 000 000	237 000 000	316 000 000
BDT *(dont 1,1 MdF de prêt 2022 & 500MF prêt 2021)*	146 000 000	406 000 000	552 000 000
CFFL	16 000 000	180 000 000	196 000 000
BCI	22 000 000	65 000 000	87 000 000
SGCB	5 200 000	120 000 000	125 200 000
AUTRES FRAIS FINANCIERS	**60 400 000**	**0**	**60 400 000**
ICNE [1]	7 000 000	0	7 000 000
BCI-CAP BRED	3 400 000	0	3 400 000
SGCB-SWAP de taux	20 000 000	0	20 000 000
Provision pour variation de taux	30 000 000	0	30 000 000
PREVISION BP 23	**538 600 000**	**2 723 000 000**	**3 261 600 000**

[1] Contraction des ICNE 2022 moins ICNE 2023 soit environ -7 MF

B – LA LIGNE DE TRESORERIE

Pour 2023, les intérêts et commission de non-utilisation prévus au titre des lignes de trésorerie s'élèvent à **75 millions XPF**, pour une enveloppe de tirage maximal de 6 milliards XPF.

C – LES AUTRES MOUVEMENTS

Sont retenues principalement les opérations suivantes :

- 422,3 millions XPF en opérations non ventilées destinés à divers ajustements comptables dont, notamment, les provisions pour créances irrécouvrables, litiges, frais d'actes et de contentieux et ajustements des opérations contractualisées
- 135 millions XPF au titre des frais de collecte des centimes additionnels à reverser à la Nouvelle-Calédonie
- 45 millions XPF d'admission en non-valeur de créances qui ne sont plus en mesure d'être recouvrées au terme des procédures habituelles appliquées par le trésorier de la collectivité
- 22 millions XPF au titre d'annulations de titres émis à tort
- 4 millions XPF au titre de dommages et intérêt éventuels à verser
- 3 millions XPF au titre de remises gracieuses

CHAPITRE 3 – LES MOUVEMENTS D'ORDRE

A. LES AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements 2023 est estimée pour son montant net à **2,8 milliards XPF** et décomposée comme suit :

- 5,9 milliards XPF au titre de la dotation aux amortissements
- 2,0 milliard XPF au titre de la neutralisation de l'amortissement des subventions d'équipements
- 1,1 milliard XPF au titre de la reprise des subventions d'équipements reçues

Les deux dernières inscriptions s'effectuent en dépenses d'investissement et en recettes de fonctionnement et viennent en diminution des 5,9 milliards XPF d'amortissement.

B. LES RECLASSEMENTS COMPTABLES

2,044 milliards XPF sont prévus au titre des reclassements comptables suivants :

- les avances opérées dans le cadre des aides individuelles à l'habitat social reclassées en subventions d'équipement — 500 millions XPF
- les frais d'études et de recherche qui ont abouti à des travaux — 500 millions XPF
- la prise de participation éventuelle au capital de la SAEM SEM AGGLO — 400 millions XPF
- la transformation des avances en compte-courant d'associé ouvert dans les comptes de la SAEM Sud Forêt au profit de la province Sud — 235 millions XPF
- les avances effectués dans le cadre des fonds de développement — 230 millions XPF
- la constatation d'échanges de terrains entre la Nouvelle-Calédonie, la province et les communes de Nouméa et du Mont-Dore — 179 millions XPF

CHAPITRE 4 – L'AUTOFINANCEMENT

L'autofinancement est constitué de l'ensemble des mouvements d'ordre qui permettent de financer les dépenses d'investissement à partir des ressources de fonctionnement.
L'autofinancement est constitué :

→ d'une partie obligatoire avec la dotation aux amortissements des biens acquis, des subventions d'équipements versées et des frais d'étude et de recherche en faveur de tiers,

→ d'une partie facultative avec le prélèvement sur l'excédent de recettes de fonctionnement affecté à la section d'investissement.

Pour 2023, l'autofinancement s'élève à **2,8 milliards XPF** au titre du montant net de la dotation aux amortissements.
La structure de financement du budget primitif 2023 se présente comme suit :

RECETTES	BP 2023		BP 2022		Var. BP/BP
	INV	FONC	INV	FONC	
RESSOURCES REELLES	5 079 375 163	43 187 075 154	5 042 571 688	41 685 740 000	3,3%
EMPRUNTS	7 000 000 000		6 000 000 000		16,7%
AUTOFINANCEMENT	2 800 000 000		3 330 000 000		.
TOTAL	**14 879 375 163**	**43 187 075 154**	**14 372 571 688**	**41 685 740 000**	**3,6%**

DEPENSES	BP 2023		BP 2022		Var. BP/BP
	INV	FONC	INV	FONC	
INVESTISSEMENTS DIRECTS	12 156 375 163		11 771 571 688		3,3%
MOUVEMENTS FINANCIERS		631 311 904		565 036 160	
DEPENSES DE GESTION		39 142 163 250		37 321 503 840	4,9%
EMPRUNTS	2 723 000 000	613 600 000	2 601 000 000	469 200 000	8,7%
AUTOFINANCEMENT		2 800 000 000		3 330 000 000	-15,9%
TOTAL	**14 879 375 163**	**43 187 075 154**	**14 372 571 688**	**41 685 740 000**	**3,6%**

Pour 2023, le niveau de l'épargne de gestion, de l'épargne brute et nette se présente comme suit :

		BP 2023	BP 2022
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	*A*	43 187 075 154	41 685 740 000
DEPENSES DE GESTION	*B*	39 773 475 154	37 886 540 000
EPARGNE DE GESTION	*C (A-B)*	**3 413 600 000**	**3 799 200 000**
Intérêts sur emprunts	*D*	613 600 000	469 200 000
EPARGNE BRUTE	*E (C-D)*	**2 800 000 000**	**3 330 000 000**
Taux		*6,5%*	*8,0%*
Remb. en capital des emprunts	*F*	2 723 000 000	2 601 000 000
EPARGNE NETTE	*G (E-F)*	**77 000 000**	**729 000 000**

TITRE II – LES AUTORISATIONS PLURIANNUELLES

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier adopté par délibération modifiée n° 37-2019/APS du 20 juin 2019, à chaque session budgétaire, un état récapitulatif des autorisations de programmes et d'engagement est joint en annexe des rapports de présentation des documents budgétaires (budget primitif, budget supplémentaire et décision modificative).

A ce titre, les ouvertures, ajustements et clôtures d'autorisations de programmes et d'engagement dans le cadre du présent budget primitif 2023 vous sont présentés en annexe du projet de délibération.

TITRE III – LES PROPOSITIONS DE VOTE PAR CHAPITRE

Conformément aux dispositions de la délibération N° 11-2011/APS du 26 mai 2011, l'assemblée de province Sud a opté pour un vote par fonction de son budget élaboré sous le régime de l'instruction M.52.

En application de cette modalité de vote par fonction, il vous est donc proposé, ci-après, une présentation de la balance générale du budget par chapitre, conformément à l'instruction comptable M52 en vigueur depuis le 1er janvier 2012.

L'annexe n°01 du présent rapport présente, ensuite, les mesures nouvelles par chapitre. Au sein de chaque chapitre, les propositions de crédits sont listées par nature, programme et opération pour permettre une meilleure lisibilité des actions provinciales.

Ainsi, pour 2023, le projet de budget primitif s'élève donc à **66,31 milliards XPF** décomposés comme suit :

- 20,023 milliards XPF en section d'investissement ;
- 46,287 milliards XPF en section de fonctionnement.

En mouvements réels, les dépenses s'élèvent à **55,3 milliards XPF** dont 14,9 milliards XPF en section d'investissement et 40,4 milliards XPF en fonctionnement.

Recettes et dépenses par section et chapitre

S	Chapitre - libellé chapitre	RECETTE INV	RECETTE FONC	Total RECETTE	DEPENSE INV	DEPENSE FONC	Total DEPENSE
	900-ADMINISTRATION GENERALE	40 000 000	0	**40 000 000**	2 098 325 597	0	**2 098 325 597**
	901-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	0	**0**	102 000 000	0	**102 000 000**
	902-ENSEIGNEMENT	1 216 304 579	0	**1 216 304 579**	2 311 426 367	0	**2 311 426 367**
	903-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	97 000 000	0	**97 000 000**	383 600 000	0	**383 600 000**
	904-SANTE	54 903 750	0	**54 903 750**	229 606 780	0	**229 606 780**
	905-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	427 233 852	0	**427 233 852**	866 760 136	0	**866 760 136**
	906-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROF.	4 300 000	0	**4 300 000**	3 300 000	0	**3 300 000**
	907-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	164 977 663	0	**164 977 663**	2 001 897 946	0	**2 001 897 946**
	908-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	820 371 210	0	**820 371 210**	2 891 903 635	0	**2 891 903 635**
	909-ECONOMIE	2 184 899	0	**2 184 899**	689 404 702	0	**689 404 702**
	922-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 626 400 000	0	**1 626 400 000**	0	0	**0**
	923-DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	7 000 000 000	0	**7 000 000 000**	2 744 150 000	0	**2 744 150 000**
	924037-EXTENSION DES PISTES DE TINA	17 500 000	0	**17 500 000**	4 000 000	0	**4 000 000**
	924073-BOUCLES DE TINA	0	0	**0**	40 000 000	0	**40 000 000**
	924079-YATE-RM10 & RM13	0	0	**0**	140 000 000	0	**140 000 000**
	924086-PLAN DE PREVENTION DES FEUX DE FORETS	28 000 000	0	**28 000 000**	56 000 000	0	**56 000 000**
	924087-RESTRUCTURATION DE LA FOL	225 699 210	0	**225 699 210**	280 000 000	0	**280 000 000**
	924088-RESORPTION DEPOTS SAUVAGES	10 500 000	0	**10 500 000**	21 000 000	0	**21 000 000**
	924089-FARINO-ROUTES MUNICIPALES	0	0	**0**	15 000 000	0	**15 000 000**
	924090-CONSERVAT° SITES PRIO. DE FORET SECHE	0	0	**0**	1 000 000	0	**1 000 000**
	925-OPERATIONS PATRIMONIALES (OP. D'ORDRE)	2 044 118 800	0	**2 044 118 800**	2 044 118 800	0	**2 044 118 800**
	926-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OP D'ORDRE)	5 900 000 000	0	**5 900 000 000**	3 100 000 000	0	**3 100 000 000**
	954-PRODUIT CESSIONS D'IMMOB. (RECETTES)	344 000 000	0	**344 000 000**	0	0	**0**
.	**INV**	**20 023 493 963**	**0**	**20 023 493 963**	**20 023 493 963**	**0**	**20 023 493 963**
	930-ADMINISTRATION GENERALE	0	247 704 696	**247 704 696**	0	6 738 676 034	**6 738 676 034**
	931-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	0	**0**	0	167 000 000	**167 000 000**
	932-ENSEIGNEMENT	0	296 153 000	**296 153 000**	0	13 553 673 067	**13 553 673 067**
	933-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	0	75 078 408	**75 078 408**	0	952 996 410	**952 996 410**
	934-SANTE	0	252 500 000	**252 500 000**	0	3 550 717 000	**3 550 717 000**
	935-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	0	2 048 140 000	**2 048 140 000**	0	6 989 890 600	**6 989 890 600**
	936-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	0	586 254 050	**586 254 050**	0	1 042 487 136	**1 042 487 136**
	937-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	0	107 650 000	**107 650 000**	0	712 668 400	**712 668 400**
	938-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	0	246 720 000	**246 720 000**	0	1 732 665 407	**1 732 665 407**
	939-ECONOMIE	0	23 000 000	**23 000 000**	0	4 197 701 100	**4 197 701 100**
	940-IMPOSITIONS DIRECTES	0	1 200 000 000	**1 200 000 000**	0	0	**0**
	941-AUTRES IMPOTS ET TAXES	0	6 010 000 000	**6 010 000 000**	0	135 000 000	**135 000 000**
	942-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0	32 024 875 000	**32 024 875 000**	0	0	**0**
	943-OPERATIONS FINANCIERES	0	69 000 000	**69 000 000**	0	613 600 000	**613 600 000**
	946-TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (OP D'ORDRE)	0	3 100 000 000	**3 100 000 000**	0	5 900 000 000	**5 900 000 000**
.	**FONC**	**0**	**46 287 075 154**	**46 287 075 154**	**0**	**46 287 075 154**	**46 287 075 154**
Total général		**20 023 493 963**	**46 287 075 154**	**66 310 569 117**	**20 023 493 963**	**46 287 075 154**	**66 310 569 117**

Annexes au rapport

Annexe n° 01 – Les propositions de crédits par chapitre, nature, programme et opération.

Annexe n° 02 – Les prévisions de subventions de fonctionnement (sur crédits de paiement ouverts au budget par l'assemblée).

Annexe n° 03 – Le projet de délibération, ses annexes relatives aux autorisations de programmes et d'engagement et le fascicule budgétaire.